

1954-2004 : il y a cinquante ans, la guerre

## FRANCE, ALGÉRIE MÉMOIRES EN MARCHÉ

### HISTOIRE

Une « guerre subversive » sanglante. Regards rétrospectifs sur le colonialisme en Algérie, le terrorisme, la torture, le FLN, de Gaulle et l'OAS. La rupture Camus-Sénac.  
**p. II à X et XXIV**

### IMAGES

Le photographe Marc Garranger revient sur les lieux où il a servi comme soldat. Il a retrouvé ceux qu'il a connus il y a 44 ans. Un reportage exclusif pour « Le Monde ».  
**p. XI à XIV**

### PASSAGES

Comment enseigne-t-on l'histoire à l'école, en France et en Algérie ? Que transmettent les anciens du FLN, du MNA, les pieds-noirs et les harkis ? Que savent leurs enfants ?  
**p. XV à XVIII**

### HÉRITIERS

Femmes d'Algérie aujourd'hui : leur bilan. La « nostalgie » des rapatriés, les ex-« porteurs de valises », la Casbah et Hassi Messaoud en 2004. La bibliographie essentielle.  
**p. XIX à XXIII et XXIV**

# Un mariage forcé, une séparation sanglante

HISTORIEN DE L'ALGÉRIE, GILBERT MEYNIER RETRACE LES 130 ANS D'EXISTENCE DE LA SEULE GRANDE COLONIE DE PEUPEMENT DE L'EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS, DONT ELLE FUT LE FLEURON. ET LES HUIT ANNÉES D'UNE GUERRE ATROCE, JUSQU'À L'INDÉPENDANCE DES ALGÉRIENS

La guerre d'Algérie ne commence pas en 1954, mais dès 1830. La conquête du pays dura près de trente ans. Brutale, sanglante, elle coûta à l'Algérie le tiers de sa population. Plusieurs insurrections troublèrent la quiétude des conquérants, jusqu'à celle de l'Aurès contre la conscription, en 1916-1917, en pleine première guerre mondiale. Du côté français, l'Algérie était « française » sans discussion. Seule grande colonie de peuplement française, elle était le fleuron de l'empire, portant une charge émotionnelle particulière. Mais jamais les Algériens ne se résignèrent. La colonisation terrienne fut permise par la codification d'une propriété privée aux bases intangibles. Elle s'empara de 40 % des terres cultivables, les meilleures. Devant la restriction des terrains de parcours, l'élevage fut gravement touché. Le vieux mode de production communautaire ne s'en releva pas. En 1868, une famine fit un demi-million de morts. Périodiquement, d'autres disettes sévirent jusqu'à la seconde guerre mondiale, des bandes d'exclus de la terre errant sous le régime français.

Celui-ci, par ailleurs, modernise décisivement le pays ; mais dans la brutalité. Les Français transformèrent la mosquée Ketchaoua en cathédrale d'Alger. Le culte musulman est domestiqué et manipulé : la loi de 1905 sur la laïcité ne sera jamais appliquée. La domination française, c'est aussi la discrimination et le Code de l'indigénat, et toutes ces « occasions manquées » avant même que d'avoir été tentées. L'arabe, langue de culture depuis plus d'un millénaire, ne sera bientôt plus enseigné que comme... langue étrangère. En terre tenue pour française, la France ne fait pas respecter l'obligation scolaire : 5 % des enfants sont scolarisés en 1914, 10 % en 1954, moins de 30 % à la rentrée de 1962, année où le pays accède à l'indépendance. Après un siècle, les réalisations sanitaires y égalaient à peine celles conduites au Maroc par le maréchal Lyautey en

moins de deux décennies. Le service militaire obligatoire, lui, avait été imposé en 1912 sans contrepartie citoyenne. Jusqu'en 1946, les Algériens n'auront aucune représentation parlementaire, alors que la minorité des Français d'Algérie élisait, elle, six députés et trois sénateurs. Mais près de 300 000 Algériens participèrent aux deux guerres mondiales, et 30 000 y perdirent la vie. Dans les assemblées régionales et locales, seuls quelques strapontins étaient réservés aux « indigènes ».

Au lendemain de la première guerre mondiale, l'émir Khaled, capitaine « indigène » et petit-fils du célé-

## La domination française modernise le pays, mais dans la brutalité

bre Abd el-Kader, leader de la résistance à l'envahisseur français (1832-1847), incarne la revendication anticoloniale, sans remettre en cause la domination française. Paris l'élimine politiquement à l'été 1923. L'entre-deux-guerres va voir se créer la Fédération des élus indigènes, notables « évolués », et l'Association des oulémas, se réclamant de l'islam et de l'arabisme. A Paris, des immigrés créent l'Etoile nord-africaine (ENA), à l'indépendantisme radical. Sous la direction de Messali Hadj, elle débordait la revendication d'assimilation-égalité exprimée par les notables. Le Parti communiste, dans un premier temps indépendantiste à la bolchevique, débouche en 1936 sur un PC algérien (PCA) aux positions proches de celles des notables. En juin 1936, avec la victoire en France du Front populaire, premier gouvernement du type « Union de la gauche » avec soutien communiste, les mouve-

ments politiques algériens forment un premier front : le Congrès musulman. Première désillusion : celui-ci ne résiste pas à l'échec du timide « projet Viollette », visant à donner la citoyenneté à 20 000 Algériens triés sur le volet. Le gouvernement Blum renonce à déposer à la Chambre ce projet. Et il interdit l'ENA.

### LES BLOCAGES COLONIAUX

Pendant toute la domination française, les avancées en direction des Algériens seront systématiquement annihilées par un groupe de pression représentant les grands colons, qui fera des angoisses des « petits Blancs », la masse de la population non indigène, son fonds de commerce. C'est cet informel « parti des colons » qui avait déjà eu raison en 1927 du gouverneur éclairé Maurice Viollette. C'est lui qui obtient, en 1948, le remplacement du gouverneur Yves Chataigneau - surnommé par lui « Ben Mohammed » - par Marcel Naegelen, célèbre organisateur d'élections truquées. C'est lui qui, en toutes circonstances, bloquera toute initiative d'« assimilation » des « indigènes » à la cité française. Le triomphe du lobby colon fut si constant qu'il ne s'explique que par sa connivence structurelle avec le pouvoir d'État à Paris : pour ce dernier, bon an mal an, les pieds-noirs représentaient la France en Algérie.

Ces blocages feront le lit de l'esprit d'indépendance. En 1937, Messali Hadj fonde le PPA : le Parti du peuple algérien. Comme l'ENA, il est à son tour interdit, en 1939. Messali est interné. Même les plus modérés des Algériens se mettent à regarder au-delà de l'« assimilation ». Durant la guerre mondiale, le PPA clandestin engrange les ressentiments, une foi messianique en un aboutissement violent s'agissant. En 1943, un pharmacien, Ferhat Abbas, lance un « Manifeste du peuple algérien », revendiquant une république algérienne associée à la France. L'année suivante se constitue, sans les communistes, le mouvement des Amis du Mani-

este et de la liberté (AML). Le PPA est son aiguillon. Messali Hadj est déporté à Brazzaville (avril 1945). Le 8 mai 1945, jour de la Libération de la France, des manifestations sont déclenchées dans le Constantinois. Ses participants réclament la libération de Messali, acclament l'indépendance algérienne. Le soulèvement est accompagné d'un mot d'ordre d'insurrection générale, improvisé par le PPA mais aussitôt rapporté. La répression est sanglante : 4 000 à 7 000 civils tombent sous les balles françaises. Dès lors, le fossé de sang ne s'assèche plus. Le mouvement indépendantiste radical sera marqué par une obsession : transformer l'essai manqué du printemps 1945.

Comment réagit Paris ? Ses réponses vont être systématiquement conservatrices. L'ordonnance gaulloise du 7 mars 1944 édicte un « projet Viollette » élargi, désormais hors de saison. En septembre 1947, un pingre Statut de l'Algérie crée deux « collèges » de représentation, sorte de citoyenneté à deux vitesses. Mais sur place, même ce Statut est « trop » pour le « parti des colons » : au printemps 1948, les élections à l'Assemblée algérienne sont entachées de truquage généralisé, l'autorité du gouvernement déconsidérée.

### L'INSURRECTION

La période 1945-1954 est une veillée d'armes. Ferhat Abbas reconstitue un mouvement modéré, l'UDMA (Union démocratique du Manifeste algérien). En leader plébéien, Messali Hadj, libéré en 1946, fait muer son PPA clandestin en un MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) légal, comptant sur les urnes pour œuvrer à l'indépendance. En son sein émerge une élite politique qui finit par dominer son comité central. On désignera bientôt ses membres sous le nom de « centralistes ». Benyoucef Ben Khedda est désigné en 1953 secrétaire général. Une OS (organisation spéciale) est créée en catimini, pour préparer le recours aux armes. Entre le CC et l'OS, centralistes et activistes, Messali s'efforce de maintenir le cap. En 1949, il s'oppose fermement au « complot berbériste », nommé ainsi à cause de l'origine de ses promoteurs, qui prônaient une nation algérienne pluraliste et moderne. Il lui substitue autoritairement le primat de l'arabisme, qui restera dès lors intangible. En 1950, l'OS est démantelée par les forces de l'ordre à coups de centaines d'arrestations. Les condamnations pleuvent. En 1952, Messali est placé en résidence surveillée à Niort. Un des chefs de l'OS, Ahmed Ben Bella, s'échappe de la prison de Blida et gagne l'Égypte, où il retrouve Hocine Ait Ahmed et Mohammed Khider. Leur heure va bientôt sonner.

Au sein du MTLD, l'affrontement, très dur, entre « centralistes » et « messalistes » explose fin 1953. A l'été 1954, la scission est entérinée par deux congrès concurrents du parti, dont l'éclatement est vécu comme un traumatisme. Dès juin, d'anciens cadres de l'OS avaient jeté les bases du futur Front de libération nationale, le FLN, sous l'égide du « Comité des six ». Mostefa Ben Boulaid,

Mohammed Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat, Mohammed Boudiaf, Mourad Didouche seront rejoints deux mois plus tard par Krim Belkacem. Avec les « extérieurs » du Caire (Ait Ahmed, Ben Bella et Khider), ils formeront les neuf « chefs historiques » de la « révolution algérienne ». C'en est fini du primat messaliste du politique, qui fait désormais place à la sacralisation de la seule « lutte armée ». L'été 1954 se passe en tractations préparatoires. Une ALN (Armée de libération nationale) est constituée, chargée de la mise à feu. Le 1<sup>er</sup> novembre, ceux que l'on nommera les « Fils de la Toussaint » passent à l'acte. Les attentats n'embrasent pas pour autant d'un coup toute l'Algérie. Le gouvernement Mendès France, par la voix de son ministre de l'intérieur Mitterrand, réagit par une fin de non-recevoir musclée.

Il faut attendre le soulèvement populaire du Nord-Constantinois, le 20 août 1955, pour que l'insurrection devienne nationale. La répression y fait des milliers de morts. L'Oranie, plus influencée par le PCA, commence à bouger. Au printemps 1955, les « centralistes » ont rallié le FLN. Courant 1956, l'ensemble des mouvements politiques algériens le rejoignent. Troisième et dernier « front » algérien, le FLN autoritaire ne sera cependant jamais une fédération librement consentie de partis. Les adhésions n'y seront acceptées qu'à titre individuel. Seul le MNA (Mouvement national algérien), créé fin

## Le primat du politique fait place à la sacralisation de la seule « lutte armée »

1954 par Messali, le dirigeant historique désormais minoritaire, refusa de s'y agréger. D'où une cruelle guerre algéro-algérienne. Au FLN, une nouvelle figure émerge : Ramdane Abbane, sorte à la fois de Lazare Carnot et de Jean Moulin de l'Algérie. Il organisera le congrès de la Soummam (20 août 1956), mettant sur pied l'organigramme de l'ALN et les institutions du FLN : son exécutif, le CCE (Comité de coordination et d'exécution), et un parlement de la résistance, le CNRA (Conseil national de la révolution algérienne).

Le 6 février 1956, le président socialiste du conseil, Guy Mollet, accède aux revendications des manifestants européens d'Alger : Robert Lacoste est nommé « ministre résident ». Objectif : mettre fin aux « troubles », dans ce que personne ne veut encore appeler une guerre. Le 12 mars, le Parlement vote les pouvoirs spéciaux sur l'Algérie au gouvernement, qui décide de faire appel au contingent. La France s'enfonça dans une guerre qui va profondément marquer les jeunes appelés, entre le mal-être qu'elle entraîna et la découverte du tiers-monde. Et générer la plus grande commotion nationale qu'ait connue le pays

depuis l'affaire Dreyfus et Vichy. Toute la société française va dès lors être concernée, et bientôt fracturée, sur la « question algérienne ».

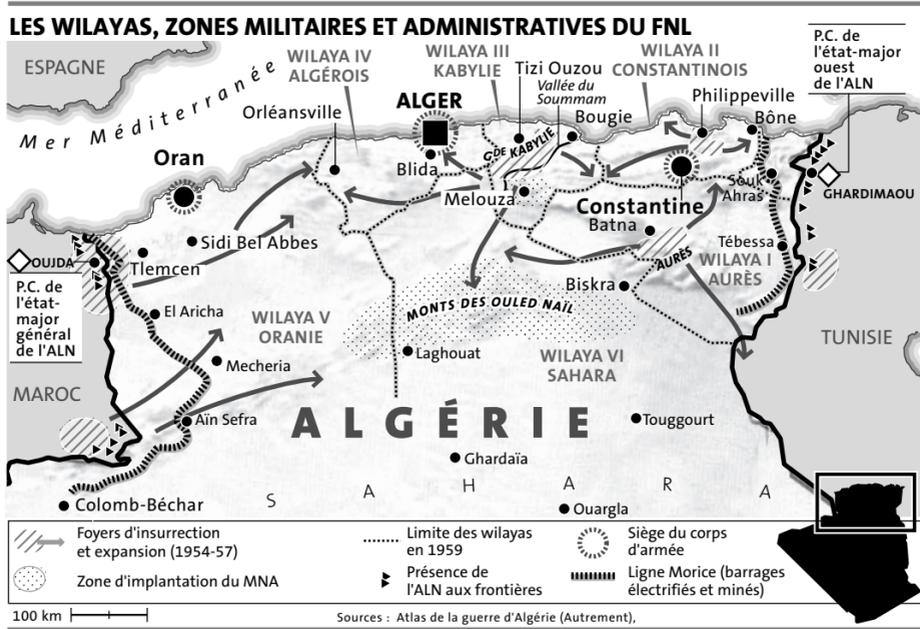
Les premiers contacts algéro-français, en 1956-1957 resteront inaboutis. Les Français s'en tiennent au tripotique chronologique cessez-le-feu, élections, négociations. Les Algériens posent comme préalable la reconnaissance par la France de l'indépendance de l'Algérie. Les prometteuses tentatives enclenchées avec la Tunisie par Alain Savary, secrétaire d'Etat socialiste aux affaires tunisiennes et marocaines, ne résistent pas à l'arraisonnement, le 22 octobre 1956, de l'avion dans lequel six chefs historiques du FLN se rendaient, de Rabat à Tunis, à une conférence maghrébine s'apprenant à faire œuvre de compromis historique. Le compromis avorte. Savary démissionne du gouvernement Mollet. Paris a encore une fois basculé du côté de l'intransigeance des colons : foins de compromis politique, le rôle assigné à l'armée est de « gagner » une guerre de reconquête coloniale.

### UNE GUERRE HORRIBLE

Dès lors, celle-ci devient atroce : « ratissages » sans merci, incendies massifs de *mechtas* (villages algériens), massacres de bétail et empoisonnements de puits, viols répétés, que les rapports militaires français désignent sous l'euphémisme d'« indelicatesses » commises par la troupe, déracinement brutal de populations civiles, jusqu'à la torture institutionnalisée dans les DOP (dispositifs opérationnels de protection), sans compter les exécutions sommaires de « fuyards abattus lors d'une tentative de fuite », dites « corvées de bois ».

Le FLN-ALN use, lui aussi, des moyens les plus brutaux : il liquide les opposants politiques, « traîtres » ou autres collaborateurs, et s'engage bientôt dans une politique de terreur à l'encontre des populations européennes. Mais, des atrocités de masse françaises, plus industrialisées, qui touchent l'ensemble du peuple algérien, le FLN engrange seul les bénéfices. Car la France est la puissance occupante, et le FLN devient, de fait, le porte-parole effectif de l'immense majorité des Algériens, même s'il a entrepris localement une guerre de conquête sanglante contre diverses populations rétives, favorables au vieux MNA ou à la collaboration avec la France (les harkis). Rapidement, l'appareil militaire nationaliste autoritaire du FLN concurrence l'appareil militaire paternaliste coercitif colonial dans le contrôle du peuple algérien.

L'année 1957 représente l'apogée pour l'ALN : jusqu'à l'été, elle a l'initiative en terrain rural. Mais, à Alger, le mot d'ordre de « grève des huit jours » (28 janvier-4 février) déclenche une brutale répression, sous la supervision du général Massu, auquel le gouvernement Mollet confère les pleins pouvoirs. Le plus attachant des chefs historiques du FLN, Larbi Ben M'hidi, est capturé, torturé puis assassiné début mars. Les paras français gagnent la « bataille d'Alger », y démantèlent les structures du FLN. Le CCE s'enfuit en Tunisie. Pendant qu'à Paris



### MESSALI HADJ

#### PROPHÈTE VAINCU DU NATIONALISME ALGÉRIEN

Né en 1896 à Tlemcen, dans l'Ouest algérien, au sein d'une famille pauvre, Messali Hadj arrive en métropole au lendemain de la première guerre mondiale, comme travailleur migrant.

Dès 1925, il fonde l'Etoile nord-africaine, avec le soutien des communistes français. Après sa rupture avec le PCF, cette organisation, qui sera dissoute en 1929 puis en 1937, deviendra le précurseur d'un mouvement nationaliste algérien s'appuyant sur l'islam. Son chef aura vite maille à partir avec la police et devra fuir un temps à Genève. Il passera une bonne partie de sa vie en prison ou en résidence surveillée, long exil entrecoupé de brèves visites en Algérie.

En 1937, Messali crée le Parti du peuple algérien (PPA), qui se transformera en MTLD (Mouvement pour le

triomphe des libertés démocratiques) puis en MNA (Mouvement national algérien). En avance sur son temps, alors qu'un Ferhat Abbas réclamait encore l'intégration des Algériens, mais isolé de ses partisans par l'exil, il va perdre graduellement contact avec la réalité de son pays au moment où le FLN - fondé par des militants ayant fait scission du MTLD - monte en puissance. Après le début de l'insurrection, les militants du MNA seront violemment pourchassés par ceux du FLN. Messali Hadj se ralliera à de Gaulle et mourra en exil à Paris, le 3 juin 1974. Il sera enterré, dans la discrétion, en Algérie. Le colonel Boumediène, qui l'avait longtemps combattu, dira qu'il fut « un nationaliste de premier ordre ». Mais, après avoir été en avance sur son temps, le vieux prophète du nationalisme algérien avait raté son rendez-vous avec l'histoire.

Patrice de Beer

### GUY MOLETT

#### SOCIALISTE ET HOMME DE LA GUERRE

Partisan de la paix en Algérie, Guy Mollet a mené, contre ses convictions socialistes, une politique de va-t-en-guerre qui s'explique par la pression des événements et par l'idée qu'il se faisait de sa fonction de président du conseil.

Né en 1905 dans l'Orne dans une famille modeste, il sera répétiteur de lycée puis professeur d'anglais et syndicaliste. « Labouille » dans la Résistance, maire d'Arras en 1945, secrétaire général de la SFIO (le PS de l'époque) en 1946, année où il devient député, il est porté à la tête du gouvernement, le 1<sup>er</sup> février 1956, par un Front républicain. L'une de ses premières décisions est de nommer le général Georges Catroux ministre-résident en Algérie. Réputé libéral, celui-ci doit remplacer Jacques Soustelle, que les Européens chérissent.

Le 6 février, Guy Mollet est accueilli à Alger par des jets de tomates. Déstabilisé, il écarte Catroux, nomme Robert Lacoste, un socialiste progressiste, et s'emploie à gagner celle-ci. Il en assumera la pire : la torture.

Il voit dans la nationalisation du canal de Suez par Nasser les prémices d'un nouveau Munich, d'autant plus que le rais égyptien ne ménage pas son soutien au FLN. L'échec de l'expédition franco-britannique, stoppée net par Washington et Moscou, est une nouvelle étape de son chemin de croix à Matignon qui s'achève après quinze mois et vingt et un jours, le record de la IV<sup>e</sup> République. Européen convaincu, antisoviétique, il facilitera le retour de De Gaulle au pouvoir, qui le fera ministre d'Etat, et approuvera la nouvelle Constitution. Il rompt ensuite avec le gaullisme avant d'être écarté de la tête de la SFIO.

Bertrand Le Gendre

### FERHAT ABBAS

#### LE RÉFORMISTE REJETÉ PAR LE COLONIALISME

Il est des destins qui s'inscrivent contre la naissance et l'inclinaison naturelle. Ferhat Abbas, fils de bonne famille pétri de culture française, était ce

que l'on appelait, dans les années 1930, un « nationaliste culturel ».

Pharmacien, il ouvre à Sétif une officine, rendez-vous de la bourgeoisie progressiste. Ferhat Abbas, qui épouse une Alsacienne, est un patriote modéré. « Je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières, personne ne m'en a parlé », écrit-il dans *L'Entente*, journal qu'il a fondé en 1936. Les Américains, qui débarquent à Alger en novembre 1942, sont plus réceptifs à ses revendications que le maréchal Pétain. De là la publication, l'année suivante, du « Manifeste du peuple algérien »,

qui prône « la participation immédiate et effective des musulmans algériens au gouvernement de leur pays ».

Elu député de Sétif, il assiste aux manœuvres du pouvoir colonial pour faire échec au mouvement national. Il rejoint, au Caire, en 1956, ses « frères » du FLN. Il ira porter leur parole à Tunis, à Rabat et ailleurs. A l'heure où le FLN crée un gouvernement provisoire de la République algérienne, c'est naturellement à lui que l'on songe pour le diriger. Il occupe le poste jusqu'à l'été 1961, où on lui préfère Benyoucef Ben Khedda, plus rude négociateur. M. Abbas se retire avec dignité. Premier président du Parlement de l'Algérie indépendante, il démissionnera avec fracas, jugeant trop autoritaire la Constitution de 1963. Ben Bella l'arrête l'année suivante et l'envoie en résidence surveillée. Ferhat Abbas se retirera de la vie politique sans jamais faire allégeance au régime.

Jean-Pierre Tuquoi

# ALGÉRIE

## HISTOIRE



■ Le 2 juillet 1962, le photographe Marc Riboud est à Alger en liesse le jour de l'indépendance ; des dizaines de milliers de jeunes descendent des hauteurs vers le centre-ville.

© MARC RIBOUD

agonise la IV<sup>e</sup> République, le CCE civil désigné au congrès de la Soummam est remplacé sous la pression par un directeur militaire supervisé les « 3B » (les « colonels » Belkacem Krim, Abdelhafid Boussouf et Lakhdar Ben Tobbal). Ce « premier coup d'Etat », comme dira le dirigeant du FLN Saad Dahlab, est entériné par le CNRA au Caire (20 août 1957), trafiqué par les clans militaires. Sous la férule de Boussouf, des services de renseignement et de sécurité sont mis sur pied, qui deviendront la colonne vertébrale du futur pouvoir d'Etat. Abbane est marginalisé. Le 27 décembre 1957, ce politicien jacobin et gèneur est attiré par les « 3B » dans un guet-apens au Maroc, et étranglé (lire page VII).

### LE RECOURS À DE GAULLE

En novembre 1957, Paris fait adopter une loi-cadre sur l'Algérie qui confirme tous les blocages coloniaux. Le 13 mai 1958, des dizaines de milliers de manifestants européens acclament de Gaulle à Alger, ouvrant la voie à son retour sur la scène politique. Le général semble, au début, se rallier au cours dominant, tant parmi les Européens d'Algérie que parmi les militaires français, dit de l'« intégration ». Il intensifie parallèlement guerre et réformes. Son « plan de Constantine » vise à moderniser l'Algérie et à raboter les aspérités les plus choquantes du système colonial. Il compte sur l'émergence d'une « troisième force », entre indépendantistes et collaborateurs du système colonial. Elle se dérobera vite. Les sondages d'opinion, en France, l'orientent progressivement vers une solution distante de l'Algérie française. Les manifestations citadines des Algériens de décembre 1960 l'impressionnent. Il entreprend alors de s'affranchir de l'Algérie, « ce boulet », pour que la France « épouse son siècle » (lire page IV). Il lui faudra pour cela vaincre l'opposition des Européens d'Algérie, qui, dès janvier 1960, avec la « Semaine des barricades », se sentent trahis par de Gaulle. Faire, aussi, céder les officiers promoteurs de l'Al-

gérie française, réduire une tentative de putsch menée par deux anciens chefs d'état-major en Algérie (les généraux Salan et Challe) en avril 1961 ; lutter, enfin, contre l'OAS (Organisation de l'armée secrète), où se réfugieront un conglomérat d'irréductibles du maintien de l'ordre colonial, devenu, en métropole, l'ultime investissement du vieux nationalisme français.

Côté algérien, l'appareil militaire s'impose paradoxalement au sommet du FLN au moment même où celui-ci perd l'initiative sur le terrain des armes. En 1960, l'ALN est exsangue, victime des SAS (sections d'administration spécialisées) et de leur scoutisme militarisé, des « camps de regroupement » qui déracinèrent plus de deux millions de personnes, de l'offensive du général Challe qui désorganisa rudement les maquis en 1959-1960, et de la dramatique pénurie d'armes causée par l'étalement des barrages électrifiés frontaliers. Mais, politiquement, le FLN a engrangé les bénéfices des épreuves endurées par le peuple algérien. Le 19 septembre 1958, le CCE s'est transformé en gouvernement provisoire de la révolution algérienne (GPRA). Il s'impose internationalement comme l'embryon d'un futur Etat. En Algérie, il s'était d'emblée imposé comme contre-Etat. De même en métropole, où sa Fédération de France contrôle de près les immigrés, contre ses rivaux messalistes. Etat, le FLN le fut beaucoup plus qu'il ne fut une « révolution » : en matière de société et de mœurs, il fut plutôt conservateur, sinon parfois réactionnaire.

### LES DISSENSIONS ALGÉRIENNES

Du fait des barrages frontaliers, le sommet de ce FLN-Etat reste profondément coupé du peuple et de la base combattante. L'asphyxie de l'« intérieur » provoque chez les chefs des maquis la grogne contre une direction accusée de rester « planquée ». En corrélation avec les ressentiments des maquis, le FLN-ALN va être constamment secoué par des luttes fractionnelles ou régio-

nales, qui accentuent en retour la tendance à l'autoritarisme. Fin 1958, quatre « colonels » de wilaya (circonscription administrative et militaire du FLN) envoient des maquis un rapport critique violent au GPRA. Le renseignement militaire français exploite à merveille ces dissensions. Dans ce contexte, sous la houlette d'un « colonel » paranoïaque, Amirouche, procès expéditifs et purges

## Le FLN-ALN va être constamment secoué par des luttes fractionnelles

sanglantes sont menés au sein de l'ALN contre d'imaginaires « traîtres », désignés à dessiner par les services français, qui contribuent à la décimer. Le chef de la wilaya 4 (Algérois), Si Salah, tente alors de négocier l'arrêt des combats, par-dessus le GPRA, avec de Gaulle (juin 1960, lire page IV). C'est un coup d'épée dans l'eau, mais la voie est ouverte vers les premiers pourparlers, qui se tiendront à Melun.

Au sommet du pouvoir, les « 3B » se regardent en chiens de faïence. Chacun redoute que l'un des deux autres l'emporte. Cette compétition laisse insensiblement le champ libre à un client de Boussouf, en fait son rival discret. L'homme, Houari Boumediène, est jeune, efficace et intelligent. A l'été 1959, paralysé par ses divisions internes, le GPRA se dessaisit de ses pouvoirs au profit d'un conclave de dix « colonels », qui prépare à sa main la convocation d'un conseil national à Tripoli, fin 1959-début 1960. Le « deuxième coup d'Etat » au sein du FLN est en route, qui crée un état-major général, confié au colonel Boumediène. Le robinet des armes vers les maquis coupé par les barrages, son « armée des frontières », en Tunisie et au Maroc, engrange les armements provenant surtout du monde communiste, de Chine en particulier. Boumediène en fait une garde prétorienne surarmée.

Lui sait qu'il faudra un jour négocier avec les Français. Il n'en tire pas moins à boulets rouges contre les « civils » chargés de négocier, à partir du 20 mai 1961. A l'été 1961, deux pôles s'entredéchirent : d'un côté une légalité civile constitutionnelle incarnée par le GPRA, présidé par Ben Khedda, de l'autre une volonté tenace de prendre le pouvoir à partir de l'armée des frontières. Les pourparlers initiaux (Evian 1) avaient échoué au début de l'été, ils reprennent à l'automne, après la renonciation par de Gaulle à la souveraineté française sur le Sahara. Un protocole d'accord est entériné en février par le FLN. Les négociations (Evian 2) aboutissent aux accords du 18 mars 1962, et au cessez-le-feu du 19. Un exécutif provisoire algérien s'installe, sur fond d'attentats sanglants de l'OAS, derniers feux de la présence coloniale française en Algérie. Au FLN, le retour des chefs historiques emprisonnés depuis 1956 fait

éclater les déchirements. Le CNRA, en mai-juin, se termine par un clash ouvert à propos du pouvoir à ériger. Deux blocs s'opposent plus que jamais : celui du GPRA civil, soutenu notamment par le « groupe de Tizi-Ouzou », représentant une partie des maquis ; et, autour du « groupe de Tlemcen », l'« armée des frontières » de Boumediène et Ben Bella, appuyée sur d'autres éléments maquisards. Pendant que la situation sombre dans l'anarchie, que règlements de compte et pillages se multiplient, que les pieds-noirs fuient ce qui était leur patrie, mais pas leur nation, le peuple algérien réapprend à vivre en pansant ses plaies et en pleurant ses morts.

### L'INDÉPENDANCE

Le 3 juillet, après référendum, l'indépendance est proclamée. Le GPRA est accueilli dans l'enthousiasme à Alger, pendant que le cartel Ben Bella-Boumediène fourbit ses armes. Le 30 juin, Ben Khedda, président du gouvernement, destitue l'EMG. Peine perdue : le rapport des forces n'est pas en faveur du GPRA. Le 22 juillet, le « groupe de Tlemcen » proclame unilatéralement un « bureau politique » du FLN. L'« armée des frontières » entre en Algérie. Largement supérieures en nombre et en armement aux troupes de la wilaya 4, qui veulent les arrêter, les forces de Houari Boumediène s'ouvrent dans le sang la voie sur Alger. Début septembre, celui-ci s'y installe avec Ben Bella. Ce fut le « troisième coup d'Etat » algérien – en attendant les suivants. Sous le fragile fusible d'un dirigeant historique (Ben Bella), la guerre avait installé un appareil militaire aux commandes. Le peuple, lui, n'avait pu que manifester son désarroi, sous le signe du slogan désespéré : « Huit ans, ça suffit ! » Le FLN de guerre avait joué sa partie. Il devint un parti unique, subordonné à une bureau-

## Sous le fusible Ben Bella, la guerre avait installé un appareil militaire

cratie militaire qui allait être l'alpha et l'oméga de l'Algérie.

Les Européens avaient quitté le pays pour la « métropole ». Globalement, la France pensa avoir tourné la page. C'était compter sans les multiples liens algéro-français qui allaient rejouer à l'avenir. Il y avait eu « un long mariage qui, pour avoir été forcé, n'en avait pas moins produit une sorte de « confusion des sentiments » ». Ainsi Jacques Berque écrivait-il pendant la guerre : « La France et l'Algérie ? On ne s'est pas entrelacés pendant cent trente ans sans que cela descende très profondément dans les âmes et dans les corps. » « C'était vrai de notre génération, celle qui a su trancher les liens. Est-ce encore vrai aujourd'hui pour les nouvelles générations ? », se demandait récemment, dans ses Mémoires, le grand historien algérien Mohammed Harbi.

Gilbert Meynier

### BEN BELLA

## DE L'ORGANISATION SECRÈTE À LA PRÉSIDENTE



Presque nonagénaire (il est né en 1918), Ahmed Ben Bella fait figure de rescapé d'une guerre dont il a été l'une des figures majeures, avant

de devenir premier chef d'Etat de l'Algérie indépendante.

Combatif, meneur d'hommes, M. Ben Bella fut d'abord un sous-officier exemplaire dans l'armée française. Il le prouva au cours de la campagne d'Italie, en 1944, où sa bravoure lui valut d'être décoré par le général de Gaulle. La guerre terminée, il milite au Parti populaire algérien (PPA, d'où est issu le MTLD de Messali Hadj) avant d'être nommé dès 1949 à la tête de l'Organisation secrète (OS), où se retrouvent les plus décidés des nationalistes algériens. C'est l'année où l'attaque de la poste d'Oran (pour renflouer les caisses de l'organisation) lui vaut d'être incarcéré à la prison de Blida. Il s'en évade en 1952 et rejoint Le Caire d'où, avec les autres chefs historiques, il donne le signal du soulèvement du 1<sup>er</sup> novembre 1954. Considéré comme le principal animateur du FLN, il est arrêté le 22 octobre

1956 par l'armée française après que l'avion civil marocain qui le menait de Rabat à Tunis eut été intercepté en plein espace aérien international. Détenu jusqu'à la signature des accords d'Evian, il entre dans Alger le 3 août 1962, après l'avoir emporté sur ses rivaux. Il dirige le gouvernement et le FLN et se fait élire le 15 septembre 1963 président de la République.

Il n'occupera pas le poste bien longtemps. Le colonel Boumediène, qui l'avait aidé à écarter ses adversaires, prend le pouvoir et, le 19 juin 1965, Ben Bella sera maintenu au secret jusqu'au 4 juillet 1979, soit quatorze ans, date à laquelle le président Chadli décide de le placer en liberté surveillée. Encore un peu et il recouvrera une totale liberté de mouvement, qu'il met à profit pour créer un parti politique, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), une formation où le nationalisme et l'islamisme cohabitent. Le MDA n'a jamais réussi à percer et Ben Bella, nomade entre la Suisse et l'Algérie, à défaut de redevenir un acteur de la vie publique, a pris place parmi les grandes figures de l'histoire de l'Algérie.

J.-P. T.

### JACQUES MASSU

## LA TORTURE ET LES REGRETS



La longue carrière du général Jacques Massu, qui s'est étendue sur quatre décennies, restera à jamais marquée par son séjour en Algérie.

De la manière expéditive employée durant la « bataille d'Alger » – janvier à octobre 1957 – pour mater le FNL algérois à son rappel à Paris en janvier 1960, après qu'il eut critiqué la politique algérienne de De Gaulle, auquel il vouait pourtant un profond respect. En passant par le 13 mai 1958, où il avait pris la tête du Comité de salut public.

Jusque-là, Massu avait été un officier parmi d'autres, rallié à Leclerc, de tous les combats pour la libération de la France, servant en Indochine et à Suez en 1956. Mais, à Alger, il se fit remarquer pour avoir fait utiliser la torture par les paras de sa 10<sup>e</sup> DP afin de briser la résistance du FLN.

### KRIM BELKACEM

## RÉSISTANT HISTORIQUE ET ASSASSINÉ



Un des « neuf chefs historiques » du FLN, Krim Belkacem est né en 1922 en Kabylie. Rentré au pays après avoir combattu comme caporal-

chef dans l'armée française durant la seconde guerre mondiale, il rejoint le PPA nationaliste de Messali Hadj et prend le maquis dès 1947.

Hors-la-loi, caché dans les montagnes d'où il descend pour des coups de main, il met sur pied la guérilla en Kabylie, devenue la wilaya III, dès le début de l'insurrection de 1954. Il représentera ces chefs militaires de l'« intérieur » qui affronteront, dans des conditions difficiles, l'armée française, alors que les dirigeants de l'armée régulière sont en Tunisie. Il éliminera aussi les partisans de Messali Hadj, avec lequel il a rompu. Krim Belkacem fera partie

L'ordre régna à Alger, mais à quel prix, et pour combien de temps ? Des intellectuels, quelques politiques, plusieurs journaux, dont *Le Monde*, dénoncèrent ces « bavures », comme la mort sous la torture de Maurice Audin, et Hubert Beuve-Méry demanda : « Sommes-nous les vaincus de Hitler ? »

Chef des forces françaises en Allemagne (1966-1969), il reçut de Gaulle à Baden Baden le 29 mai 1968 alors que Paris était la proie des manifestants. Réconforté, le général regagna la capitale.

Massu sortit de sa retraite en 2000 quand, répondant aux accusations de la militante FLN Louise Ighilahriz, torturée en 1957, il déclara « vraiment regretter » ce qui s'était passé en Algérie. « La torture faisait partie d'une certaine ambiance. On aurait pu faire les choses autrement », admit-il, ajoutant que la torture n'était « pas indispensable en temps de guerre ». Il est mort deux ans plus tard, le 26 octobre 2002.

P. de B.

### RAOUL SALAN

## GÉNÉRAL, PUTSCHISTE ET CHEF DE L'OAS



« Raoul Salan, ex-général d'armée des troupes coloniales. » Ainsi le chef de l'OAS, l'organisation armée des partisans de l'Algérie française, décline-t-il son identité, le 15 mai 1962, devant le Haut Tribunal militaire, où il risque la peine de mort.

Combattant de 1914-1918, grièvement blessé au Levant en 1921, Raoul Salan est né en 1899 dans le Tarn. Il participe à la campagne de France à la tête d'un bataillon de Sénégalais et, remarqué par de Lattre, devient en 1945 le plus jeune général de brigade de l'armée française.

Commandant en chef en Indochine, *Le Mandarin* – c'est son surnom – passe pour un officier républicain. Lorsqu'il arrive en Algérie, en 1956, avec le titre de commandant en chef, on le croit même mendésiste. Sa réputation lui

vaut d'être la cible de « l'attentat au bazooka » perpétré en janvier 1957 par des ultras de l'Algérie française. Mais, petit à petit, il évolue. S'il n'est pas à l'origine des événements de 1958 à Alger, il en tire profit, lâchant même un « Vive de Gaulle ! » le 15 mai, au balcon du Gouvernement général, qu'il regrettera amèrement.

Rappelé en métropole au bout de six mois par de Gaulle qui l'a nommé délégué général, avec les pouvoirs civils et militaires, il entre vite dans la clandestinité, à Madrid d'abord, où il préside à la création de l'OAS, puis à Alger, où il participe, sans y avoir été mêlé initialement, au « putsch des généraux ». Il échappera finalement à la peine de mort, à la grande fureur de De Gaulle. Amnistié en 1968, il se consacra à la rédaction de ses Mémoires, au titre révélateur : *Fin d'un empire* (quatre volumes, Presses de la cité, 1970-1979).

B. L. G.

### JACQUES CHEVALLIER

## « CHRÉTIEN, FRANÇAIS ET ALGÉRIEN »



Nous, Algériens... Le titre de l'ouvrage de l'ancien maire d'Alger définit parfaitement la personnalité de cet homme, pied-noir, libéral, Français d'Algérie qui consacra sa vie à tenter de rapprocher deux communautés que l'histoire et la politique allaient séparer de manière graduelle mais irrémédiable.

Né en 1911, à Bordeaux, d'une vieille famille pied-noire, il devient maire d'El-Biar en 1941, puis député d'Alger en 1946 ; il abandonnera son mandat pour siéger à l'Assemblée algérienne. Maire d'Alger de 1953 jusqu'à sa démission au lendemain du 13 mai, il a été entre-temps secrétaire d'Etat puis ministre de la défense nationale sous Mendès France.

En 1956, il a tenté d'éviter l'irréparable en rencontrant clandestinement

des représentants du FLN. Jacques Chevallier, qui incarnait l'aile libérale de la bourgeoisie d'Alger, fut vite haï par les tenants de l'Algérie française. Plastiqué, menacé, il n'a cessé de lutter contre les « tragiques erreurs » de la guerre. En mai 1962, alors que l'Algérie était à feu et à sang, il jouera le médiateur entre le chef de l'exécutif provisoire, Abderrahman Farès, et Jean-Jacques Susini ; mais les extrémistes des deux bords mettront un terme à cet ultime espoir. « Une seule chose comptait pour nous : le destin de notre commune et jeune patrie », déclarera-t-il au Monde en juin 1962, ajoutant : « J'accepte dès maintenant de devenir un citoyen algérien. » Ce que cet humaniste mettra en pratique : titulaire de la double nationalité, il sera vice-président du port et de la chambre de commerce d'Alger. Ce « chrétien, français et algérien » est mort à Alger en 1971.

P. de B.

# L'homme qui sut aller de l'avant contre les siens

« JE RENIE TOUT CE QUE JE N'ÉCRIS PAS », CONFIA UN JOUR LE GÉNÉRAL DE GAULLE À SON CHEF DE CABINET. IL COMMENCERA PAR DIRE « JE VOUS AI COMPRIS » AUX FRANÇAIS D'ALGÉRIE, PUIS IL METTRA EN PLACE LE PROCESSUS D'AUTODÉTERMINATION DES ALGÉRIENS

Le 4 juin 1958, de Gaulle a rendez-vous avec l'Algérie française. Lorsque sa haute silhouette paraît au balcon du gouvernement général, une foule clameur jaillit du Forum où sont massés des dizaines de milliers d'Algérois. Méfiants, fiévreux, prêts pourtant à s'abandonner, ils guettent ses premiers mots. Va-t-il prononcer la formule sésame qui lui ouvrirait les cœurs : « Vive l'Algérie française ! » ? Espoir déçu. Le rebelle de juin 1940 n'est pas homme à se laisser dicter sa conduite par le tumulte du moment. Du haut de son mètre quatre-vingt-treize tombe la formule fameuse : « Je vous ai compris ! » Un instant décontenancé, la foule l'acclame, malgré tout.

Chef-d'œuvre d'habileté pour les uns, de duplicité pour les autres, cette entrée en scène est

Par la grâce des factieux d'Alger, voilà de Gaulle à nouveau au pouvoir. Cela en fait-il leur débiteur ? Certains y comptent, à tort

d'une ambiguïté calculée. Laisser entendre, ne rien promettre, satisfaire les uns sans mécontenter les autres : le de Gaulle de 1958 est tout entier dans cette équivoque. Deux semaines auparavant, les partisans de l'Algérie française ont porté l'estocade à la IV<sup>e</sup> République. Par la grâce des factieux d'Alger, voilà de Gaulle à nouveau au pouvoir. Cela en fait-il leur débiteur ? Certains y comptent, à tort. Dans quatre ans, de par sa volonté, l'Algérie sera indépendante. Un retournement inimaginable, qui tient de l'exploit politique autant que de la lucidité historique. S'il navigue au plus près, le fondateur de la V<sup>e</sup> République voit loin. Tacticien et stratège, tel est Charles de Gaulle ces années-là.

En ce printemps 1958, le funambule est sur la corde raide. Il a refusé de donner des gages à ceux qui, le 13 mai, sont entrés en rébellion contre le pouvoir en place. Mais il ne les a pas désavoués. Les « brailards d'Alger », comme il les

appelle, ne lui disent rien qui vaille. En même temps, il a laissé des proches, dont le ministre de la défense nationale, Jacques Chaban-Delmas, encourager en sous-main les conjurés. Entre autres plans, ceux-ci ont prévu de lancer des paras sur Paris au cas où le pouvoir républicain – le gouvernement de Pierre Pflimlin (démocrate-chrétien) – ne céderait pas. De Gaulle a-t-il donné son feu vert à cette opération, baptisée « Résurrection » ? Les historiens en discutent, pointant le fait que certains de ses fidèles, Michel Debré en tête, étaient prêts à sortir de la légalité.

De Gaulle, s'il n'a pas fomenté ce quasi-coup d'Etat, en a profité adroitement. Il souffrira longtemps de ce péché originel malgré l'abnégation de Pierre Pflimlin, qui lui a cédé dans les formes la présidence du conseil le 1<sup>er</sup> juin, et celle de René Coty, qui quittera l'Elysée le 8 janvier 1959.

A l'égard de l'Algérie, sa marge de manœuvre est étroite. Pendant plusieurs mois, il va chercher la solution, sans se dévoiler publiquement, donnant des gages, puisqu'il le faut, aux nostalgiques d'un empire à l'agonie. Une seule fois, un « Vive l'Algérie française ! » lui échappe, le 6 juin 1958 à Mostaganem (Oranie), où, le surlendemain de son oblique « Je vous ai compris ! », il est venu prendre le pouls de la population. Les partisans de l'Algérie française ne lui pardonneront pas. Revenu à Paris, il lâche à Pierre Lefranc, son chef de cabinet : « Nous ne pouvons pas garder l'Algérie. Croyez bien que je suis le premier à le regretter mais la proportion d'Européens est trop faible. » Surprenant ? Pas venant de lui. N'a-t-il pas déclaré un jour à l'écrivain François Mauriac : « Je renie tout ce que je n'écris pas » ?

Avant toute chose, de Gaulle entend imposer son autorité aux hommes du 13 mai, qui le tiennent pour la plupart en suspicion. Il intime l'ordre aux militaires de ne plus siéger dans les Comités de salut public nés de l'insurrection, tandis que le général Raoul Salan, que de Gaulle a nommé le 9 juin 1958 délégué général en Algérie, est rappelé à Paris. Le 19 décembre il est remplacé par un civil, Paul Delouvrier, et par le général Maurice Challe, à qui échoit la responsabilité des opérations militaires.

Accaparé par le référendum et les législatives qui mettront la V<sup>e</sup> République sur les rails, de Gaulle cherche à gagner du

temps. Il a beau déclarer le 29 avril 1959 à Pierre Laffont, directeur de *L'Echo d'Oran* : « L'Algérie de papa est morte » (l'entretien a un énorme retentissement), les partisans de l'Algérie française espèrent encore. Ils saluent comme un présage favorable le plan de développement économique et social dit « plan de Constantine », annoncé par de Gaulle le 3 octobre 1958 lors d'un troisième voyage en Algérie. Consacrer autant d'argent aux départements français d'outre-Méditerranée pour les abandonner aussitôt ? Impensable...



■ Juin 1958. Le général de Gaulle se rend pour quatre jours en Algérie. Ici, lors de son célèbre discours du Forum d'Alger, où il lance aux Européens : « Je vous ai compris ! »

Le « plan Challe », de reconquête militaire du terrain, qui débute en février 1959, met pareillement du baume au cœur des partisans de l'Algérie française. Pourchassés sans relâche dans le djebel, les rebelles se débandent même s'ils ne renoncent pas. De Gaulle en profite pour donner un coup d'arrêt à la guerre psychologique, dite « contre-révolutionnaire », où se complaisent les officiers du cinquième bureau. De Gaulle raille ces militaires qui, sous prétexte de gagner à la France la population musulmane, jouent « les bonnes d'enfants ». Leur rôle est de faire la guerre. La politique, il s'en charge.

S'il ne doute pas qu'il devra un jour négocier, de Gaulle entend être en position de force. Tel est le ressort caché du « plan Challe ». Puisque les insurgés ne veulent pas entendre parler de « la paix des braves » qu'il leur a offerte le 13 octobre 1959, il la leur imposera. Les réduire, obtenir un cessez-le-feu puis prendre langue. En cet automne 1959 où tout se noue, le stratège se dévoile enfin.

Méditée pendant des mois de

maturation, la déclaration du 16 septembre 1959 sur l'« autodétermination » produit l'effet escompté. Elle est promise solennellement aux Algériens par un de Gaulle sûr désormais de son autorité. S'ils veulent aller jusqu'à la « sécession », autrement dit l'indépendance, libre à eux. La France les y aidera.

A partir de cet instant, l'essentiel est accompli, la route est tracée. De Gaulle n'en dévient pas. Fini la paix armée avec les partisans de l'Algérie française. Place à la guerre de mouvement. Il connaît.

des accords d'Evian (18 mars 1962).

Les propos publics et privés de De Gaulle, ces années-là, sont comme un nuancier. Aujourd'hui encore, ils suscitent des exégèses contradictoires, difficiles à départager. De Gaulle ne croit pas à l'intégration des musulmans à la France et encore moins à leur assimilation : « Si tous les Arabes et les Berbères étaient considérés comme Français, comment les empêcher de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie est tellement plus élevé. Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Eglises

amour, la seule victoire, c'est la fuite. En matière de décolonisation, la seule victoire, c'est de s'en aller » (conseil des ministres du 4 mai 1962).

L'autre part de lui-même lui dicte un réalisme proche du cynisme dont les pieds-noirs, tenus pour responsables du chaos final, feront les frais. La fuite éperdue des rapatriés et les massacres de harkis et d'Européens qui surviendront au lendemain de l'indépendance seront passés par pertes et profits par le stratège de l'Elysée. Déjà il a l'esprit ailleurs, indifférent à la haine inextinguible qui

## L'« affaire » Si Salah, négociateur secret du FLN



Au printemps 1960, de Gaulle n'a pas encore renoncé à obtenir un cessez-le-feu, qu'il considère comme un préalable à toute négociation. Politiquement, le moment est bien choisi : son discours sur l'« autodétermination » a semé le doute parmi les insurgés que le « plan Challe » a affaibli militairement. C'est sur ces entrefaites que, sans en référer à la direction du FLN, des combattants de la wilaya IV (Algérois) offrent de mettre fin aux combats.

Leur chef, Si Salah, est un Kabyle de 31 ans, fils d'instituteur, dont la sincérité paraît si évidente qu'il sera reçu, en grand secret, à l'Elysée par de Gaulle lui-même. Le chef d'Etat ne décourage pas Si Salah de tenter de rallier à sa cause d'autres wilayas. Mais de Gaulle a plusieurs fers au feu et ne tardera pas à reconnaître le FLN comme seul interlocuteur valable. Devenu inutile, Si Salah est dénoncé à ses coreligionnaires par Si Mohamed qui a été reçu avec lui à l'Elysée. Il trouvera mystérieusement la mort dans le Djurjura, en juillet 1961, au cours d'un accrochage avec l'armée française, sans qu'on sache quel sort lui réservait la direction du FLN.

## Le « chagrin » de Michel Debré

PARTISAN DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE, IL RESTA FIDÈLE AU GÉNÉRAL



MICHEL DEBRÉ s'est toujours fait une certaine idée de de Gaulle. Sans sa fidélité au grand homme, touchant à l'abnégation, l'abandon de l'Algérie aurait été pour lui plus douloureuse encore.

Membre du Conseil d'Etat avant guerre, il est de ces technocrates qui, à la Libération, entreprennent de moderniser la France – on lui doit la création de l'Ecole nationale d'administration. Elu sénateur, il dénonce chaque semaine dans *Le Courrier de la colère*, dont il est l'âme, les méfaits de la IV<sup>e</sup> République et ses faux-fuyants à l'égard de l'Algérie. Dans

un pamphlet fameux, *Ces princes qui nous gouvernent* (Plon, 1957), il soutient sur le même ton que l'abandon de celle-ci favoriserait « l'expansion soviétique ».

Garde des sceaux en 1958 (il est l'un des pères de la Constitution), premier ministre en 1959, il fait preuve d'un « complet loyalisme » quand s'impose l'indépendance de l'Algérie, malgré son « chagrin », dit de Gaulle dans ses *Mémoires*. Vingt-cinq ans plus tard, dans ses propres *Mémoires*, Michel Debré reconnaît qu'un empire n'est pas viable « sans la volonté de demeurer ensemble ».

La semaine des « barricades » (24-31 janvier 1960) le trouble mais ne l'intimide pas. Ulcérés par sa déclaration sur l'autodétermination, les protagonistes du 13 mai 1958 (Pierre Lagayette, Jo Ortiz, Jean-Claude Perez...) rêvent de dicter une nouvelle fois leur loi à Paris. Mais de Gaulle est d'une autre trempe que ses prédécesseurs et l'affaire tourne court, sans gloire. Lui va de l'avant, choisissant ses moments, les scandant de son verbe, jusqu'à admettre lors de sa conférence de presse du 11 avril 1961 que l'indépendance de l'Algérie est désormais la seule issue.

Une seconde « semaine des barricades » est en vue. Elle prend la forme d'un « putsch » dit « des généraux », qui n'est pas un putsch (de civils armés) mais un pronunciamiento militaire. Il doit moins aux généraux portés à sa tête (Maurice Challe, Edmond Jouhaux, Raoul Salan, André Zeller) qu'à un groupe de colonels qui formeront bientôt l'ossature de l'OAS (Organisation armée secrète), espoir ultime des ultras de l'Algérie française.

Les insurgés se sont lancés dans leur folle équipée le 22 avril 1961. Le dimanche 23, à 8 heures du soir, de Gaulle, en uniforme, est à la télévision et à la radio, plus jupitérien que jamais : « Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens, soient employés pour barrer la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. » Et de dénoncer l'avenure d'un « quarteron de généraux »...

Deux jours plus tard, l'insurrection s'effondre. L'aventure est terminée. De Gaulle n'a désormais qu'une hâte : en finir. Il lance un appel appuyé au FLN algérien, reconnu comme unique interlocuteur, et renonce à la souveraineté française sur le Sahara, deux concessions auxquelles il s'était refusé. Rien ne s'oppose plus à la signature, après des mois de négociations secrètes ou au grand jour,

mais *Colombey-les-Deux-Mosquées* ! » (à Alain Peyrefitte, député gaulliste, le 9 mars 1959). En même temps, dès le 4 juin 1958, de Gaulle proclame au balcon du gouvernement général « que à partir d'aujourd'hui la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a que (...) des Français à part entière ». En conséquence, le double collège électoral, qui favorisait la représentation des Européens d'Algérie au détriment des musulmans, est supprimé.

« Napoléon disait qu'en amour, la seule victoire, c'est la fuite. En matière de décolonisation, la seule victoire, c'est de s'en aller »

DE GAULLE, AU CONSEIL DES MINISTRES DU 4 MAI 1962

Sans doute, si les circonstances lui avaient laissé les mains libres, de Gaulle aurait-il opté pour une association étroite de la France avec l'Algérie, dotée d'une large autonomie. D'où ses tentatives de séduction de la population musulmane. Il pousse un temps les feux dans cette direction avant de se raviser. Le FLN, avec lequel il faut bien composer, ne veut rien entendre. Et les Européens jusqu'« autoutistes rendent cette solution illusoire. Assez vite, de Gaulle comprend que le divorce est inévitable. Le 19 décembre 1960, il prédit même à Alain Peyrefitte le drame qui va suivre : « Ces pauvres Français d'Algérie sont en train de se suicider (...). Ils préparent un bain de sang dont ils seront les premières victimes. » De là sa conclusion, qu'une part de lui-même énonce à regret : « Napoléon disait qu'en

sourd de l'attentat manqué dont il est la cible au Petit-Clamart le 22 août 1962.

Une fois lancé le processus d'« autodétermination », de Gaulle perçoit l'Algérie comme un boulet : « L'Algérie nous coûte – c'est le moins que l'on puisse dire – plus cher qu'elle nous rapporte (...). C'est un fait, la décolonisation est notre intérêt et, par conséquent, notre politique » (conférence de presse du 11 avril 1961). Il a hâte de réorienter les crédits militaires, obérés par les opérations en Algérie, vers la force de frappe nucléaire, son grand dessein. Il souffre des répercussions de ce conflit d'un autre âge sur l'image de la France dans le monde, lui qui s'efforce chaque jour de la rehausser. Dans ses *Mémoires*, il peut ironiser sur « la curiosité de la galerie mondiale » pour les événements d'Algérie. La guerre diplomatique que mènent contre la France, aux Nations unies, les Etats afro-asiatiques nouvellement émancipés lui pèse. Il s'en irrite mais il en tient compte. Sa déclaration sur l'« autodétermination » coïncide au jour près avec l'ouverture de la XIV<sup>e</sup> session de l'ONU, où la France risque une nouvelle fois d'être mise au ban des nations. Heureusement, à New York aussi, son discours fait mouche. La menace s'éloigne.

Depuis qu'il a fait adopter la Constitution de la V<sup>e</sup> République, de Gaulle dispose d'un formidable porte-voix, le référendum, pour faire savoir urbi et orbi que la France est derrière lui. Il en use avec maestria : référendum sur l'autodétermination (8 janvier 1961) et sur les accords d'Evian (8 avril 1962). Référendum en Algérie, le 1<sup>er</sup> juillet 1962, à l'avant-veille de l'indépendance. Mais il en use sans grand risque : depuis la fin des années 1950, les sondages le disent, les Français aspiraient à la paix, fût-elle au prix du renoncement à l'Algérie.

# 136 ans de liens

**1827**  
30 avril : coup d'éventail du dey d'Alger au consul de France.

**1830**  
14 juin : débarquement des Français, qui prennent Alger le 5 juillet.

**1843**  
14 août : défaite d'Abd el-Kader, qui se rendra le 24 décembre 1847.

**1848**  
La Constitution déclare l'Algérie territoire français. Les colons seront représentés au Parlement.

**1873**  
La loi Wargnier française la propriété, spoliant familles et tribus.

**1870**  
24 octobre : les décrets Crémieux rattachent l'Algérie au ministère de l'intérieur et naturalisent la population juive.

aux Assemblées algériennes.

**1950**  
Démantèlement de l'OS.

**1954**  
Mars-avril : création du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA).

**Juillet** : l'OS reconstruite décide de passer à la lutte armée.

**1<sup>er</sup> novembre** : le CRUA se transforme en Front de libération nationale (FLN), sous la direction de Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella, Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat, Mohammed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd, Didouche Mourad, Mohamed Khider et Krim Belkacem. Une série d'attentats marquent le début de l'insurrection.

**François Mitterrand (1916-1996)**

Il est ministre de l'intérieur en 1954 dans le gouvernement Mendès France et déclare, au lendemain de la « Toussaint rouge » : « La seule négociation, c'est la guerre. » Il sera garde des sceaux sous Guy Mollet (1956). Président de la République de 1981 à 1995.



**1900**  
Autonomie budgétaire.

**1916**  
Révoltes dans le Constantinois.

**1926**  
Mars : naissance en France de l'Etoile nord-africaine, première organisation indépendantiste.

**1942**  
Novembre : débarquement américain en Algérie et au Maroc.

**1943**  
10 février : Ferhat Abbas rédige le « Manifeste du peuple algérien ».

**1944**  
7 mars : ordonnance sur l'égalité entre Français et musulmans.

**1945**  
24 avril : déportation de Messali Hadj.

**1<sup>er</sup> mai** : manifestations nationalistes dans toute l'Algérie

**8 mai** : la France célèbre la victoire. Les manifestations de Sétif s'étendent à une partie du Constantinois. Brutale répression de l'armée. Reddition « officielle » des tribus le 22 mai.

Le nombre de colons tués varie entre 88 et 103. Le bilan des victimes algériennes reste mal connu. Les militaires ont parlé de 6 000 à 8 000 morts, Benjamin Stora de 15 000, les autorités algériennes de 45 000 et Ben Bella de 65 000.

**1946**  
23 octobre : Messali Hadj crée le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

**1947**  
Création de l'« Organisation spéciale » (OS) par le Parti du peuple algérien (PPA) et le MTLD.

**Hocine Aït Ahmed (né en 1926)**

Il dirige de 1947 à 1949 l'Organisation spéciale (OS). Chef historique du FLN, il est arrêté en octobre 1956 avec d'autres dirigeants du FLN lors de l'arraisonnement de leur avion. Il sera détenu jusqu'en 1962.

**20 septembre** : nouveau statut qui « maintient l'Algérie au sein de la République française ».

**1948**  
Elections législatives truquées

## Combien de victimes ? Un douloureux bilan, tant sur le plan politique que statistique

LES souvenirs restent assez douloureux pour que le débat sur les morts demeure chargé d'émotion. Y a-t-il eu « un million et demi de martyrs » algériens ou 100 000 ? Combien y eut-il de victimes françaises du FLN et de l'OAS, combien d'Algériens tués par le FLN ?

Côté français, l'armée répertorie 24 643 tués, dont 15 583 au combat, 7 917 accidentellement et 1 144 de maladie. Les pertes civiles, victimes du FLN et de l'OAS, sont estimées entre 4 500 et 5 000.

Côté algérien, les pertes des combattants – chiffre basé sur les demandes de pensions des familles de « martyrs » – ont été estimées à 152 863, sur un total de 336 748 maquisards et soldats de l'ALN. Un taux de pertes d'environ 50 % auquel il faut ajouter le bilan des purges entre FLN et MNA qui atteindrait 12 000 morts, selon l'historien Mohammed Harbi.

Nul ne doute que la population algérienne a payé un lourd tribut, mais le bilan est difficile à établir. Combien sont morts dans des opérations de « pacification » ? Peu avant

l'indépendance, les militaires français estimaient à 227 000 le « total général des musulmans victimes de la guerre ». Plusieurs études démographiques aboutissent à un chiffre voisin : la *Revue du plan et des études économiques* estimait à 290 000 personnes « la mortalité due à la guerre ». Selon l'historien Charles-Robert Ageron, qui s'est livré à des recherches fouillées, les pertes civiles et militaires seraient de 234 000 à 290 000 morts.

De son côté, *El Moudjahid* avait donné, le 15 octobre 1959, le chiffre de « plus de 500 000 tués et disparus (combattants et civils, hommes, femmes et enfants) ». Même bataille de chiffres pour les harkis. Plutôt que celui, « incantatoire », de 150 000 victimes du FLN en 1962, il apparaît aujourd'hui plus réaliste de se limiter à une fourchette de 6 000 à 10 000.

Ce débat sur les chiffres touche désormais aussi l'Algérie. Mustapha Haddab, professeur de sociologie à l'université d'Alger, voit dans le chiffre de 1,5 million et demi de victimes « un slogan indéboullonnable, une devise, mais qui fait mal à l'histoire ».



■ La Une du Monde du lendemain de la « Toussaint rouge ». Qui comprend alors qu'une « guerre » commence ?

10<sup>e</sup> division de parachutistes, est chargé du maintien de l'ordre à Alger.

**16 janvier** : attentat du bazooka.

**18 février** : le général de La Bollardière, qui condamnait la torture, est relevé de ses fonctions.

**25 février** : Larbi Ben M'hidi est arrêté ; il sera torturé à mort.

**Larbi Ben M'hidi (1923-1957)**

Chef historique du FLN, il coordonne à Alger l'action de la guérilla. Arrêté le 15 février 1957, il déclare, à propos des attentats : « *Donnez-nous vos chars et vos avions, et nous vous donnerons nos couffins* », dans lesquels les terroristes plaçaient leurs bombes. Torturé puis pendu le 5 mars 1957.

**23 mars** : assassinat d'Ali Boumendjel, avocat du FLN.

**21 mai** : chute du gouvernement de Guy Mollet.

**29 mai** : massacre par le FLN des hommes du village de Melouza.

**Juin** : construction de barrières électrifiées le long des frontières avec le Maroc et la Tunisie.

**11 juin** : arrestation de Maurice Audin, qui sera assassiné.

**12 juin** : investiture du gouvernement Bourges-Maunoury. L'opinion commence à s'interroger sur le bien-fondé de la guerre.

**Maurice Audin (1932-1957)**

Mathématicien, militant du PC algérien, il est arrêté le 11 juin 1957 par les paras et torturé pendant dix jours. Le 21 juin, il est déclaré « disparu ». Son corps n'a jamais été retrouvé.

**12 septembre** : démission de Paul Teitgen, opposé à la torture.

**24 septembre** : arrestation de Yacef Saadi, chef FLN d'Alger.

**Yacef Saadi (né en 1928)**

Boulangier, membre de l'OS jusqu'en 1952. En 1954, il devient chef de l'organisation militaire du FLN à Alger. De l'automne 1956 à l'été 1957, il y organise les attentats à la bombe. Arrêté le 24 septembre 1957, condamné à mort, il est libéré en mars 1962.

**30 septembre** : le projet de « loi-cadre » pour l'Algérie est repoussé à l'Assemblée nationale. Bourges-Maunoury démissionne.

**Octobre** : capture de Ben Hamida, fin de la « bataille d'Alger ».

**27 décembre** : Boussouf fait assassiner Abbane Ramdane.

**1958**  
**8 février** : en riposte aux attaques du FLN venues de Tunisie, l'aviation française bombarde Sakhiet-Sidi-Youssef, faisant de nombreux morts. Tunis exige l'évacuation des bases françaises.

**13-21 février** : Habib Bourguiba saisit le Conseil de sécurité de l'ONU. Paris et Tunis acceptent les « bons offices » anglo-américains.

**15 avril** : chute du gouvernement Félix Gaillard.

**13 mai** : des manifestants envahissent le gouvernement général à Alger. Création du Comité de salut public dirigé par le général Massu.

**14 mai** : investiture du gouvernement Pflimlin. Appel de Massu au général de Gaulle. Déclaration du général Salan : « *Je prends en main provisoirement les destinées de l'Algérie française.* »

**15 mai** : de Gaulle prêt « à assumer les pouvoirs de la République ».

**17 mai** : Soustelle rentre à Alger.

**1<sup>er</sup> juin** : l'Assemblée investit de Gaulle à la tête du gouvernement et reconduit les pouvoirs spéciaux.

**4 juin** : premier voyage en Algérie de de Gaulle, qui prononce son « *Je vous ai compris* » et dit qu'il n'y a en Algérie « que des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs ».

**7 juin** : Salan nommé délégué général et commandant en chef en Algérie.

**20 août** : la direction du FLN est purgée par les chefs de l'ALN.

**19 septembre** : fondation au Caire du « *Gouvernement provisoire de la République algérienne* » (GPRA) présidé par Ferhat Abbas.

**28 septembre** : la Constitution française est approuvée en Algérie par 95 % des suffrages exprimés.

**3 octobre** : de Gaulle annonce le plan de Constantine.

**23 octobre** : de Gaulle propose au FLN « la paix des braves », qui sera rejetée le 25 par le FLN.

**19 décembre** : Salan est remplacé par le délégué général Paul Delouvier et le général Challe.

**21 décembre** : de Gaulle est élu président de la République.

**1959**  
**Janvier** : début du « plan Challe » ; libération de Messali Hadj.

**8 janvier** : de Gaulle propose l'association de l'Algérie à la France.

**28 mars** : les commandants des wilayas 3 et 4 sont tués au combat.

**21 juillet** : début de l'opération Jumelles en Kabylie.

**Début août** : de Gaulle effectue

sa première tournée des popotes.

**16 septembre** : de Gaulle proclame le droit à l'autodétermination.

**19 septembre** : Georges Bidault forme le Rassemblement pour l'Algérie française.

**Georges Bidault (1899-1983)**

Président du conseil en 1949-1950. Il soutient de Gaulle en mai 1958. Après le discours sur l'autodétermination de l'Algérie, il succède en 1962 à Salan à la tête de l'OAS. Amnistié en 1968.

**1960**  
**24 au 31 janvier** : « Semaine des barricades » à Alger. Après une fusillade qui fait 20 morts, les émeutiers se retranchent au centre de la ville. Etat de siège. Le camp retranché se rendra le 1<sup>er</sup> février.

**24 février** : découverte du « réseau Jeanson » d'aide au FLN.

**3-5 mars** : deuxième tournée des popotes. De Gaulle parle d'« *Algérie algérienne* ».

**30 mars** : le général Challe est remplacé par le général Crépin.

**10 juin** : Si Salah, chef de la wilaya 4, est reçu à l'Elysée.

**25-29 juin** : échec des pourparlers de Melun avec des émissaires du GPRA.

**6 septembre** : « Manifeste des 121 » sur le droit à l'insoumission.

**9 au 13 décembre** : manifestations d'Européens contre le voyage de de Gaulle en Algérie. Premier défilé d'Algériens en faveur du GPRA ; 120 morts à Alger.

**19 décembre** : l'Assemblée générale de l'ONU reconnaît le droit de l'Algérie à l'indépendance.

**1961**  
**8 janvier** : le référendum sur l'autodétermination est approuvé par 75,25 % de « oui », dont 69,09 % en Algérie.

**Lucien Bitterlin (né en 1932)**

Militant gaulliste, nommé, en mars 1960, producteur à la RTF en Algérie, il y implante le Mouvement pour la Coopération (MPC), favorable à l'indépendance. En 1961, il dirige la lutte des « barbouses » français contre l'OAS.

**Février** : constitution de l'Organisation armée secrète (OAS).

**20-22 février** : Ahmed Boumendjel (négociateur du FLN) rencontre Georges Pompidou en Suisse.

**2 mars** : verdict du procès des barricades : Joseph Ortiz condamné à mort par contumace, Lagailardier à dix ans de détention.

**15-25 avril** : les généraux en retraite Challe, Jouhaud et Zeller s'emparent du pouvoir à Alger. Le général Salan les rejoint peu après.

**23 avril** : le gouvernement décrète

**Maurice Challe (1905-1979)**

Aviateur, il prend en 1958 le commandement des forces françaises en Algérie. Après la Semaine des barricades (janvier 1960), de Gaulle l'éloigne. En janvier 1961, il demande sa retraite anticipée et prend la tête du putsch du 22 avril. Condamné à quinze ans de détention, il sera libéré en 1966.

l'état d'urgence et le recours à l'article 16 de la Constitution.

**25 avril** : échec du putsch, Challe se rend. Salan, Jouhaud et Zeller se cachent, Roger Degueldre s'enfuit.

**20 mai-13 juin** : début des négociations d'Evian.

**31 mai** : le général Challe est condamné à quinze ans de réclusion.

**26 août** : Ben Khedda succède à Ferhat Abbas à la tête du GPRA.

**8 septembre** : attentat OAS contre de Gaulle à Pont-sur-Seine.

**17 octobre** : 20 000 Algériens manifestent à Paris. La répression, sur l'ordre du préfet Papon, fait plus de 200 morts.

**1<sup>er</sup> novembre** : une journée nationale pour l'indépendance organisée par le FLN en Algérie provoque la mort de 100 personnes.

**1962**  
**3-4 janvier** : affrontements entre Européens et musulmans à Oran.

**23-24 janvier** : 22 attentats au plastic, dont un contre le domicile d'Hubert Beuve-Méry (directeur du *Monde*).

**7 février** : attentat de l'OAS chez André Malraux à Boulogne.

**8 février** : à la fin d'une manifestation anti-OAS à Paris, la répression policière fait 8 morts et plus de 200 blessés au métro Charonne.

**10 février** : rencontre des Rousses entre le GPRA et le gouvernement français.

**18 mars** : accords d'Evian.

**19 mars** : cessez-le-feu. Christian Fouchet est nommé haut commissaire et Abderrahmane Farès président de l'exécutif provisoire. L'OAS appelle à la grève.

**23 mars** : à Alger, l'OAS ouvre le feu sur les forces de l'ordre. Violents combats à Bab el-Oued.

**26 mars** : sanglante fusillade rue d'Isly, à Alger, entre Européens et forces de l'ordre : 46 morts.

**30 mars** : Salan crée un Conseil national de la résistance (CNR).

**8 avril** : les accords d'Evian sont approuvés par référendum par 90,70 % des votants.

**14 avril** : condamnation à mort du général Jouhaud.

**19 mai** : l'exode des pieds-noirs se transforme en panique.

**24 mai** : le général Salan est condamné à la détention à vie.

**15 juin** : contacts entre l'OAS et le FLN pour faire cesser les attentats (« *accords Susini-Mostefaï* »).

**Roger Degueldre (1925-1962)**

Résistant FTP, il s'engage dans la Légion. Il déserte le 22 avril 1961 lors du putsch. Chef des commandos Delta de l'OAS, il est arrêté le 5 avril 1962 et fusillé le 6 juillet au fort d'Ivry.

**1<sup>er</sup> juillet** : référendum en Algérie : 5 975 581 voix pour le « oui » et 16 534 voix pour le « non ».

**3 juillet** : la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie. Arrivée du président du GPRA à Alger.

**4 juillet** : début des exécutions et enlèvements de pieds-noirs et de harkis à Oran.

**22 juillet** : constitution du bureau politique du FLN.

**3 août** : Ben Bella, puis Boumediène, arrivent à Alger.

**22 août** : de Gaulle échappe à un attentat OAS au Petit-Clamart.

**Houari Boumediène (1932-1978)**

Après une formation militaire en Egypte, il rejoint l'Oranie en 1955, où il organise la guérilla. Chef d'état-major de l'ALN en 1960, destitué en juin 1962, Ben Bella le nommera ministre de la défense. Boumediène le renversera en 1965 et restera président jusqu'à sa mort.

**5 septembre** : Alger placée sous le contrôle du bureau politique.

**20 septembre** : plébiscite en faveur de la liste unique FLN des candidats à l'Assemblée nationale.

**1963**  
**15 septembre** : Ahmed Ben Bella est élu président de la République.

**Thouria Aduani**

Les portraits de Messali Hadj, Guy Mollet, Ferhat Abbas, Jacques Chevallier, Ben Bella, Jacques Massu, Krim Belkacem, Raoul Salan, Michel Debré, Abbane Ramdane, Paul Aussarresses, Maurice El-Médioni, Blaoui El-Houari, Rachid Mekhloufi, Jean-Jacques Susini, Yasmina Khadra, Wasila Tamzali, Benjamin Stora (pages 11 à XXIII) sont des photos AFP.

# ALGÉRIE GUERRE ET VIOLENCES

## Des djounouds souvent « livrés à eux-mêmes »

LAKHDAR BOUREGAA, 70 ANS, EX-CHEF DE COMPAGNIE DE L'ALN, RACONTE LES DIFFICULTÉS DU MAQUIS, SES BLESSURES, LES PRESSIONS DU COMMISSAIRE POLITIQUE DU FLN CHARGÉ DE DÉBUSQUER LES « TRAITRES », LES SÉANCES D'AUTOCRITIQUE ET SES AMIS, MORTS AU COMBAT

**ALGER**  
*de notre envoyé spécial*  
C'est devenu une sorte de rendez-vous sacré. De pèlerinage obligé. Chaque année, le 1<sup>er</sup> novembre, quand Alger verse dans la commémoration grandiloquente, Lakhdar Bouregaa quitte la capitale et retourne dans le maquis. Il part seul, pour la journée, dans les montagnes qui bordent la Mitidja. Là, loin du monde, il a rendez-vous avec ses souvenirs et les âmes mortes de ses compagnons. « Je marche, je parle à tous ceux qui ont été tués pendant la guerre. Parfois je pleure », dit, d'une voix sourde, l'ancien maquisard.

A 70 ans passés, la moustache de l'ancien djounoud (comme s'appellent alors les combattants des maquis) est grisonnante, le cheveu se fait rare, mais la mémoire demeure. Il raconte la guerre de libération qui a fait de lui un chef de guerre couturé de partout. Il sort des photos un peu grises qui dorment dans un album épais, montre des tracts lancés par les avions français et qui, photo à l'appui, promettaient la mort aux rebelles...

Lakhdar Bouregaa se souvient bien du 1<sup>er</sup> novembre 1954. Il avait 20 ans et faisait son service militaire en France, dans les chasseurs alpins à Briançon. Un « officier chrétien », le premier, lui a annoncé qu'un soulèvement venait d'avoir lieu. D'autres informations suivront, fournies par les supérieurs. « On en parlait beaucoup. Il n'y avait pas de problème entre les appelés algériens - nous étions 11 au total - et les militaires français. Mais je ne disais pas tout ce que je pensais », précise-t-il.

Le soldat Bouregaa a la fibre nationaliste. Comme son père, comme son frère, Rabah, et son maître à l'école coranique. Adolescent, il a croisé Mourad Didouche, un des fondateurs du FLN. Il admire Messali Hadj, père du mouvement

national, et ne porte pas dans son cœur les « gros richards de colons ». Pourquoi n'avoir pas déserté ? « Briançon, c'était le bout du monde. »

Le jeune homme va attendre la fin du service militaire et le retour en Algérie, au printemps 1956, pour rejoindre son frère Rabah, maquisard de la première heure,

**« Je suis parti une nuit, emportant un fusil de chasse caché sous de la paille et une demi-douzaine de cartouches »**

dans ces montagnes de la wilaya 4 qui couronnent la capitale. « Je n'ai rien dit à personne, surtout pas à ma mère. Je suis parti une nuit, emportant un fusil de chasse caché sous de la paille et une demi-douzaine de cartouches. »

Tout est à inventer. « Notre armement était ridicule. On vivait dans les montagnes au-dessus de Blida, sans chef, sans directive, sans moyens de communication et sans vraiment mener d'actions. On se déplaçait sans cesse. Les marches se faisaient de nuit. Des guides nous amenaient d'un village à l'autre. Dans les hameaux, des gens s'insurent et nous renseignaient sur l'armée française. Mais c'est une légende de dire que toute la population était avec nous. Beaucoup ne se sentaient pas impliqués. Le colonialisme, ils ne savaient pas ce que ça signifiait. »

1956-1958 : loin des grandes villes, la guerre de libération a un côté dérisoire. Sur le papier, une organisation existe, avec des spécialistes du sabotage, du renseignement, des groupes de choc. Mais la réalité est autre. Envoyés l'été 1956 établir un contact avec les groupes de l'Oranais, Lakhdar Bouregaa et ses compagnons reviennent bredouilles deux mois plus tard. Le bilan militaire est mitigé : le champ d'un colon incendié ; trois fusils, un fusil-mitrailleur et une carabine pris lors d'une embuscade. Bien plus tard, ils apprendront par leurs chefs (qui l'ont lu dans *Le Monde*...) qu'un commandant français a été tué dans l'accrochage. « On était dans l'improvisation, livrés à nous-mêmes », dit-il.

Cette drôle de guerre va bientôt prendre une tournure autrement dramatique. L'armée française est bien renseignée. Aux embuscades, s'ajoutent des batailles rangées, qui saignent les rangs des fellagas. Dans les maquis, les pertes sont lourdes. Promu chef de compagnie, Lakhdar se souvient qu'elle a été reconstituée pas moins de trente et une fois ! Lui-même a été blessé à six reprises, dont une fois grièvement, au ventre. « J'ai saupoudré la blessure avec le DDT qu'on nous donnait dans du papier journal et mis du scotch dessus. Le médecin m'a traité de fou. Je m'en suis sorti. J'ai eu de la chance. »

Les maquisards sont des gueux. L'équipement arrive au compte-gouttes de Tunisie, où est installé le FLN dit « de l'extérieur », que les djounouds affublent du titre de « maquisards par correspondance ». « Lorsqu'un adversaire était tué, la consigne était de lui prendre en priorité son fusil, puis ses chaussures, son pantalon et enfin sa veste. » Les photos des compagnons de Lakhdar Bouregaa, en treillis et veste militaire française, témoignent que la règle était appliquée.

Dans les maquis de la wilaya 4, où toute présence féminine a été bannie, la vie quotidienne est rude et bien encadrée. Une séance d'autocritique suit chaque embuscade. Chacun doit justifier l'emploi des munitions. En cas de dérive, un commissaire politique veille au grain, et un tribunal siège pour juger les « traîtres ». Lire un journal français, écouter la radio d'Alger - contrôlée par Paris - sont des gestes interdits. Mais des étudiants maquisards ont créé une troupe de théâtre. Et des cours d'alphabétisation existent, où l'on peut apprendre le français ou l'arabe. « Chaque combattant devait toujours avoir sur lui un carnet, un stylo, une brosse à dents et du dentifrice. C'était une façon d'éduquer le peuple. »

De cette période, Lakhdar Bouregaa pourrait parler des journées entières. Les anecdotes s'enchaînent. Il y a cette embuscade d'où il est sorti miraculeusement, unique

rescapé parmi six maquisards. « On était encerclé. Un béret vert français nous narguait en nous demandant s'il nous restait des munitions. » Ou ce photographe français, qu'ils avaient recueilli pendant près de six mois, persuadés qu'il s'agissait d'un déserteur. « Il nous avait appris à nous servir d'un appareil photo et nous avait tous photographiés. On le considérait comme un des nôtres. Il avait adopté le prénom d'un maquisard tué au combat. » Un jour, le Français disparaît dans la nature. « Pour nous, c'était un martyr. Beaucoup plus tard, en lisant un livre de Massu, j'ai découvert que c'était un espion infiltré dans nos rangs... »

Il y a aussi l'histoire de cette vieille femme, folle de douleur, à qui les maquisards amenèrent un prisonnier français pour qu'elle se venge de la mort de ses deux fils, assassinés sous ses yeux par des légionnaires. Elle se contentera de lui mor-

diller l'oreille. L'histoire encore du frère de Lakhdar, tué les armes à la main et à qui les soldats français rendront hommage pour sa bravoure. Et combien d'autres récits, tous dramatiques, couleur de sang...

Le plus étonnant, paradoxalement, est postérieur à 1962 et à la fin de la guerre. Il a pour cadre Paris, où Lakhdar Bouregaa, revenu de bien des illusions (il fera huit années de prison sous Boumediène pour des raisons politiques), bague-naude à la fin des années 1970. « Je suis tombé en arrêt devant la plaque d'une rue. Elle portait le nom du colonel avec qui, en tant que commandant du Centre de la wilaya 4, j'avais signé le cessez-le-feu local en 1962. Nous nous étions serré la main. A Paris, quand j'ai vu son nom sur la plaque, je me suis mis au garde-à-vous en pleine rue pendant quelques secondes. »

Jean-Pierre Tuquoil



■ La fatigue et l'attente de la fin d'une guerre que l'on sent proche. En 1962, Marc Riboud photographie des maquisards de la wilaya III de l'ALN, près de Tizi Ouzou.

SPECIALISTE DE L'ALGÉRIE ET D'HISTOIRE MILITAIRE, JEAN-CHARLES JAUFFRET EXPLIQUE COMMENT LE FLN A BASCULÉ DANS LA TERREUR DE MASSE, Y COMPRIS CONTRE LES SIENS, ET POURQUOI LES MILITAIRES FRANÇAIS N'ONT RIEN COMPRIS A LA « GUERRE SUBVERSIVE »

## « Un fond de culture de la violence s'est implanté »



**En quoi consistait la « guerre révolutionnaire » que prônait le FLN ?**

Issu de la nébuleuse marxiste-léniniste, le terme se décline en trois versions : entraîner les masses pour prendre le pouvoir par tous les moyens, c'est le cas bolchévique ; étouffer les villes à partir de la campagne, comme Mao Zedong ; enfin, mener une « guerre subversive », c'est le schéma classique de Ho Chi Minh au Vietnam. Des éléments des trois modèles se retrouvent dans les formations qui prônent la guerre révolutionnaire. Celui du FLN se fondait sur un schéma simple. Un : provocation. Vous êtes encore minoritaire et très faible face à la puissance coloniale. Vous attaquez des « objectifs sympathiques », du moins en théorie : tout ce qui représente le pouvoir colonial. Et vous espérez qu'il réagira comme d'habitude, au marteau pilon. Deux : la répression fait des dommages énormes dans la population civile, morts, arrestations, étouffement du quotidien. Trois : une spirale de contamination s'enclenche : il n'y a plus de place pour les neutres, les modérés. Chacun doit être dans un camp ou dans l'autre. Qui n'est pas avec vous devient mécaniquement votre ennemi. Quatre : le stade ultime, l'internationalisation. L'opinion mondiale, celle du pays colonisateur et celle de pays « amis » se saisit de votre conflit. Votre adversaire a perdu le jour où l'opinion, politiquement, admet le bien-fondé de votre point de vue.

**Ce qui s'est passé pour la France ?**

Oui. Le FLN n'a jamais eu l'espoir de « vaincre » militairement. La guerre ne sert à rien si elle n'est pas accompagnée d'un mouvement national. En septembre 1960, aux Jeux olympiques de Rome, un sportif français montant sur le podium se fait conspuer : la France a perdu la bataille de l'opinion. Quelques mois après, le Conseil de sécurité adopte la résolution 1514 exigeant que Paris « donne sa liberté au peuple algérien ».

**Comment le FLN en est-il arrivé à la stratégie de la guerre révolutionnaire ?**

L'expression « guerre subversive » est plus juste. La lutte armée vient de loin au sein du FLN, qui en est l'archétype. L'OS (Organisation spéciale), bras armé d'un parti interdit, le Parti du peuple algérien (PPA), est créée

en février 1947. Avant que la police ne mette la main dessus, elle dispose de 1 000 hommes, armés et entraînés. Elle a copié l'organisation de la résistance française, en cloisonnant encore plus, par groupes de trois personnes. L'étanchéité est presque absolue. Mais tous ne partagent pas la même vision de la lutte armée. Au PPA, il y a deux courants. L'un est panislamiste et panarabe, l'autre, également panarabe, adopte la notion d'« algérianité », qui induit l'accession de l'Algérie à la modernité. Les deux chefs de l'OS développent des visions différentes de la guerre subversive. Le commandant politique, Aït Ahmed, veut une « guerre de partisans ». Ses modèles sont la résistance française et Ho Chi Minh. Son idée : commencer par instaurer des « zones libérées » dans des régions difficiles d'accès pour l'armée. En face, le chef militaire, Ahmed Ben Bella, parie sur le terrorisme qui porte la guerre au cœur de l'adversaire. Au 1<sup>er</sup> novembre 1954, son choix est avalisé, avec l'assassinat de l'instituteur Monnerot, dans les Aurès.

**Les militaires français comprennent-ils ce qui se passe ?**

Malgré leur expérience en Indochine, ils vont être de bout en bout hors sujet. Ils ne comprennent pas que l'Algérie n'est pas l'Indochine, qu'y existe une aspiration, minoritaire mais réelle, à la citoyenneté française parmi les Algériens. Beaucoup d'officiers évoquent la population arabe en disant « les Vietnams ». Ils sont convaincus d'avoir affaire, comme au Vietnam, à une « subversion communiste » et ne comprennent pas la spécificité du FLN, son populisme traditionaliste et religieux.

**N'ont-ils pas procédé à un bilan de leur échec vietnamien ?**

Non. Ils sont saupoudrés d'un vernis, croient avoir compris la guerre subversive, mais restent engoncés dans leurs certitudes. Cela dit, les militaires français ont des sensibilités différentes, que la bataille d'Alger (1957) nivellera. On distingue trois groupes. Les indifférents, hauts gradés venus de France, se demandent ce qu'ils font là. Ils développent la « mentalité du bordj » : pas de vagues, que le calme règne dans leur secteur ; ce qui se passe en profondeur ne les concerne pas. Ensuite, les officiers d'Indochine. Revanchards, ceux-là disent : « On ne se fera pas avoir deux fois. » Ils croient avoir « compris »

le fonctionnement de l'adversaire. Le colonel Lacheroy sera le grand théoricien de la « guerre contre-révolutionnaire ». Leur mot d'ordre est « vaincre le terrorisme ». Ils croient avoir « gagné la guerre » en remportant la bataille d'Alger, sans voir que, si le FLN y a été démantelé, sa wilaya 4 a, en même temps, multiplié par dix ses effectifs. Tout leur aveuglement tient en une image : pendant que ces militaires « gagnaient » à Alger, dans les maquis de la wilaya 4 les djounouds, à la veillée, chantaient, en français, le *Chant des partisans* ! La bataille d'Alger fut une victoire militaire et une immense défaite.

« Chacun doit être dans un camp ou dans l'autre »

Un troisième groupe d'officiers est issu de l'armée d'Afrique. Ceux-là, comme le général Georges Spillmann, sont convaincus que la politique du gros bâton est une erreur tragique. Ils disent : cessons de considérer les gens comme des bougnouls, construisons des routes, des écoles, des dispensaires. Ils penseront les premiers à recruter des harkas, fonderont les SAS (sections administratives spécialisées) pour améliorer le sort des populations du bled. Leur dernier représentant, le général Lorillot, partira à la fin 1956. Ce groupe ne croit absolument pas à l'efficacité de la guerre contre-révolutionnaire.

**Et la classe politique française ?**

Elle ne comprend rien de plus que les militaires, hormis Mendès France, qui en 1954 s'occupe de la Tunisie et du Maroc et croit pouvoir repousser la question algérienne, et de Gaulle, qui, dès son discours aux pieds-noirs en 1943, sait qu'un immense changement doit avoir lieu en Algérie. Paris n'a qu'une obsession : le « retour au calme ». On croit aujourd'hui que tout commence le 1<sup>er</sup> novembre 1954, parce que la France comme le FLN ont fait de cette date le déclencheur de la guerre. Mais c'est faux. Le 1<sup>er</sup> novembre est l'acte de naissance politique de la guerre révolutionnaire, mais auparavant il n'y avait pas « le calme ». Sur la seule année qui précède, on dénombre 56 attentats en Algérie, dont un en plein jour, rue d'Isly à Alger ! Mais on ne voulait rien voir. Les journaux d'Alger et de Paris publiaient ces nouvel-

les dans la rubrique des « faits divers » ! Ici, un train avait déraillé, là, un « règlement de comptes » avait eu lieu dans une ville d'Algérie. Il y avait un déni et un aveuglement extraordinaires.

**Quelles vont être les conséquences de la guerre révolutionnaire ?**

Le modèle terroriste va entraîner le FLN vers l'abandon progressif de l'idée d'« algérianité » incluant toutes les communautés vivant sur le sol algérien. Le tournant survient le 20 août 1955, avec le massacre de Philippeville : 500 victimes parmi les Européens, mais aussi des ouvriers algériens. Le colonel Zighout Youssef a agi seul. Le FLN le couvra. La répression est effroyable : peut-être 10 000 morts. Pourquoi le FLN se lance-t-il dans la terreur de masse ? Parce que beaucoup jugent que la guerre progresse trop lentement. Il constate qu'il reste énormément d'indécis dans la population. En commettant une provocation à grande échelle, on obtient ce qu'on recherche : une réaction à plus grande échelle. La grande terreur commence là. L'irréparable a été commis, la neutralité devient impossible. Pourtant, fin 1956, au congrès de la Soummam, la thèse de la « guerre de partisans » reste toujours le modèle. En 1957, des commandants locaux FLN prennent peur des dérives du terrorisme aveugle. Certains disent « halte au feu ». N'oublions pas qu'au sommet de sa puissance intérieure, en janvier 1958, l'ALN comptera 50 000 hommes. En face, l'armée française, avec ses harkas, spahis, gendarmes, SAS, groupes d'auto-défense, etc., regroupe 160 000 Algériens armés. Du côté algérien, la guerre révolutionnaire est donc aussi une guerre civile. Jusqu'au bout, il y aura des gens au FLN pour dire que le terrorisme contre les Français et les Algériens qui ne le suivent pas est contre-productif.

**Pourquoi ne sont-ils pas suivis ?**

Parce qu'une fois la violence imposée au sein-même du FLN, la mécanique est lancée. Dès qu'Abbane Ramdane, chef le plus charismatique de l'intérieur, est assassiné par les siens (lire page VII), la terreur est légitimée contre « tous les ennemis ». Pour vaincre, peu importe les moyens. Le phénomène est facilité parce que, des deux côtés, la vendetta l'emporte sur les logiques politiques initiales. Plus on s'approche de l'issue du conflit, plus l'adversaire est diabolisé globalement. Les

méthodes de répression françaises deviennent de plus en plus collectives. Pourtant, il y a eu aussi débat du côté français. Des hauts gradés ont longtemps dit : « On ne peut pas faire n'importe quoi. » Le général Gambiez, le colonel de parachutistes Seguin-Pazzis protesteront contre la répression aveugle. La torture ne sera banalisée qu'après la bataille d'Alger. Mais la « guerre contre-révolutionnaire » finira par utiliser l'arme de l'autre, la terreur, dans l'idée de lui faire encore plus peur qu'il ne vous fait peur.

**Quelles seront les conséquences ultérieures du succès de la guerre subversive ?**

Sa validation comme modèle de « libération » influencera de nombreux mouvements anticolonialistes. Sa glorification s'accompagnera d'une réécriture de l'histoire, et d'une magnification de la culture de la violence. Ceux qui l'ont utilisée pour renverser le pouvoir établi considéreront légitime d'en user pour réprimer toute contestation de leur pouvoir, perçue comme émanant d'un « ennemi ». Lorsque la guerre éclatera entre le régime et les islamistes, la mémoire de la guerre subversive resurgira. Les islamistes assimileront le pouvoir d'Alger à une copie du « pouvoir français colonial ». Ce dernier, à l'inverse, clamera que les islamistes sont les « fils de harkis qui rêvent de revanche ». Chacun accusera l'autre d'être le « parti de la France ». La violence révolutionnaire induit le refus d'admettre comme légitime toute autre vision que la sienne : l'autre ne peut être qu'un ennemi à liquider. Or l'effroyable guerre d'Algérie fut aussi une guerre civile entre Algériens, qui s'est terminée en guerre civile à l'indépendance, quand les colonels de l'extérieur ont pris le pouvoir contre les combattants des maquis. Elle s'est aussi terminée par l'exode des Européens, les massacres de harkis, puis la répression des Kabyles. Un fond de culture de la violence s'est implanté durablement.

Propos recueillis par Sylvain Cypel

**JEAN-CHARLES JAUFFRET**, professeur à l'IEP d'Aix-en-Provence, dirige le groupe de recherches du CNRS « Histoire militaire, défense et sécurité » à l'université de Montpellier. Auteur de *Soldats en Algérie : les expériences contrastées des hommes du contingent*, Autrement.

# ALGÉRIE

## GUERRE ET VIOLENCES

■ A Paris, les Algériens arrêtés le 17 octobre 1961 furent emmenés en car vers des centres de tri de la police à Vincennes, au Palais des sports et au stade de Coubertin.



# 17 octobre 1961 : les enjeux cachés d'une manifestation

CE JOUR-LÀ, LE FLN MOBILISE SES TROUPES À PARIS. LA RÉPRESSION EST TERRIBLE. DES TRAVAUX RÉCENTS PERMETTENT DE MIEUX COMPRENDRE

De l'occultation à la commémoration, il a fallu des décennies pour mettre en lumière la tragique réalité de la répression de la manifestation du FLN du 17 octobre 1961, à Paris. Des militants-historiens comme Michel Levine et Jean-Luc Einaudi, relayés par des enfants de l'immigration algérienne en quête de mémoire, ont, les premiers, secoué l'amnésie, au début des années 1990, et bataillé pour obtenir l'ouverture des archives de la préfecture de police. Des historiens plus classiques comme Guy Pervillé ou Jean-Paul Brunet ont pris le relais.

Après la redécouverte de cette nuit de terreur oubliée, après le rappel du rôle de Maurice Papon, préfet de police, après la mise au rencart des mensonges officiels - 32 à 285 morts selon les sources, contre 3 reconnus à l'époque -, après la diffusion des photos d'autobus remplis d'Algériens terrorisés, des corps en sang et des graffitis haineux, bref, après le rétablissement des faits, l'heure est venue d'analyser les enjeux politiques de l'événement.

Avec Neil MacMaster, enseignant à l'université d'East Anglia, et Jim House, de l'université de Leeds, plus question de s'indigner ou de dénoncer, mais de comprendre. D'apprécier le contexte dans lequel la fédération de France du FLN a pris la décision d'appeler les émigrés algériens de Paris à sortir en masse, avec femme et enfants mais sans armes, pour braver le couvre-feu visant les « Français musulmans d'Algérie » que le préfet Papon venait de rétablir.

Dans un article de la revue *Vingtème siècle* (juillet-septembre 2004), ils portent un regard inédit sur les enjeux de pouvoir qui ont sous-tendu l'organisation de ce défilé, puis son oubli. Dans les archives de la préfecture de police de Paris, ils ont découvert le double contexte dans lequel s'inscrit le 17 octobre. D'une part, une réorganisation du FLN, destinée à faire face aux infiltrations policières et à répondre à l'afflux de militants ; de l'autre, la mobilisation des services de renseignement, qui fournissent à la DST une connaissance très détaillée du réseau nationaliste, aboutissant, trois semaines après la manifestation, à une série massive d'interpellations.

En région parisienne, les prolongements de la guerre en métropole, avec la multiplication d'attentats FLN visant des policiers, avaient instauré un incroyable climat de haine raciale. Des policiers prenaient l'initiative de ratonnades, implicitement encouragés par un préfet qui avait engagé les fonctionnaires à porter dix coups « pour un coup donné ». Sa décision d'imposer un couvre-feu aux Algériens, le 5 octobre, impose une réaction du FLN, dont l'activité s'organise précisément le soir, après le travail à l'usine.

MacMaster et House reconstituent le « dialogue » entre Mohamed Zouaoui, alias « Maurice », le

véritable chef clandestin du FLN en France, et les responsables de la Fédération de France, exilés à Cologne. Ils montrent comment, sous la pression des « Parisiens », les dirigeants de la fédération de France acceptent que soit avancée la manifestation, qu'ils prévoyaient pour le 1<sup>er</sup> novembre, jour anniversaire de l'insurrection.

Surtout, ils expliquent que cette décision a été prise contre l'avis du gouvernement provisoire algérien (GPR), qui n'en voyait pas l'utilité avant la reprise des négociations avec Paris, qui aboutiront, en mars, aux accords d'Evian. Dès la fin octobre, d'ailleurs, le GPR,

### La Fédération de France voulait se positionner dans les manœuvres pour le pouvoir

établi à Tunis, effacera les événements du 17 « de la mémoire officielle du gouvernement ». Côté français, l'inflexible répression s'explique par la volonté de ménager un rapport de forces dans la perspective des négociations.

Cette obsession du rapport de forces est présente au sein même du camp nationaliste. La décision du FLN de défilé le 17 octobre obéissait certes à la nécessité de canaliser les tensions provoquées parmi les militants parisiens par l'intensification de la répression. Mais elle répondait aussi au souci de la fédération de France, pourvoyeuse d'une énorme contribution financière à la « guerre de libération », de se positionner par rapport au GPR dans les obscures manœuvres pour le pouvoir, qui commençaient en vue de l'indépendance. « En lançant la vague de manifestations du 17 octobre pour créer un choc important sur les médias et sur l'opinion internationale », écrivent-ils, [la fédération de France] donnait l'impression de devancer le GPR. »

Les historiens éclairent aussi « l'erreur fatale » qui, selon eux, a consisté pour le FLN, qui « s'attendait sans doute à des arrestations massives », à envoyer les Algériens manifester seuls et à se passer du soutien du PCF et de la CGT. Il est vrai que le peu d'empressement des militants de gauche français annonçait l'attitude des Parisiens qui, le 17 octobre, « aidèrent les policiers dans leurs "ratonnades" ou bien restèrent inertes face à la violence et à la mort. »

Doctorante à l'Institut d'études politiques de Paris, Linda Amiri, autre actrice de la remise en perspective du 17 octobre, montre comment le préfet Papon a organisé dès 1958 à Paris les structures destinées à juguler le FLN, mêlant l'action psychologique (projections de films sur l'œuvre de la

France en Algérie agrémentées de la diffusion aux émigrés de messages enregistrés par leur famille au bled) et la répression la plus violente (un premier couvre-feu avait été instauré à Paris en 1958).

De certaines archives du FLN, qu'elle a exhumées, Linda Amiri a tiré une description terriblement réaliste du sort des manifestants, mais aussi de la coercition que l'organisation exerçait sur les « frères » ou les « éléments », selon la terminologie en vigueur, pour qu'ils participent aux cortèges. « Pour ceux qui ne sont pas sortis (les craintifs), nous avons organisé des cellules qui sont passées dans les hôtels. Nous sommes en possession des noms et prénoms et adresses de ceux qui n'ont pas suivi le mot d'ordre », indique un compte rendu du FLN, reproduit dans son livre, *La Bataille de France* (Robert Laffont, octobre 2004). L'historien et ancien dirigeant du FLN Mohammed Harbi indique que la contrainte n'excluait pas un réel patriotisme. Il se rappelle avoir entendu un membre des « groupes de choc » du FLN lui dire, à propos du 17 octobre : « J'ai été revolver au poing, je les ai fait sortir. »

Les nombreuses facettes s'éclaircissent donc progressivement, même si de larges parts d'ombre demeurent, notamment sur la réalité du massacre perpétré dans la cour de la préfecture de police, sur les événements en province et sur le nombre exact de victimes. Les confessions d'anciens responsables et l'ouverture de certaines archives personnelles promettent d'autres développements. Ombre de taille : les archives algériennes restent inaccessibles aux chercheurs. Officiellement, elles n'ont pas encore été traitées, faute de moyens. Leur gestion dépend directement de la présidence de la République.

Philippe Bernard



### TROIS QUESTIONS À... NABILE FARÈS

#### « L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE A PERPÉTUÉ LES EXCLUSIONS DE LA COLONISATION »

« Vous êtes psychanalyste et écrivain, comment appréciez-vous le poids des non-dits et de la violence du nationalisme algérien sur l'évolution de l'histoire du pays ?

Alors que les textes fondateurs du FLN laissaient entendre que l'Algérie se libérerait du colonialisme par une indépendance reconnaissant la diversité culturelle religieuse et linguistique du pays, l'après-1962 a vu un parti unique engager le pays dans l'arabo-islamisme, un national-socialisme, et le refus des accords d'Evian qui liaient la paix à la construction de liens nouveaux avec la France. Le dispositif de suspicion généralisée à l'égard du pluralisme mis en place a fini par aboutir à la guerre civile des années 1990. Comme si cette violence cathartique récente exprimait tout ce qui était resté caché dans l'histoire des institutions.

Mais en réalité, depuis les débuts de la colonisation avec leurs combats pour la terre jusqu'au régime de Vichy, le pays a périodiquement été secoué par des guerres internes qui n'ont fait que s'exacerber pendant la période

### QUARANTE-SEPT ANS APRÈS, DES TÉMOINS TIRENT LES LEÇONS

## L'assassinat d'Abbane Ramdane, « premier crime de l'Etat-FLN »



Là sa tombe au cimetière d'El Alia - où sont enterrés les héros ou acteurs officiels de l'Algérie. Mais cette tombe est vide. La dépouille d'Abbane Ramdane, haut responsable du FLN, liquidé par ses pairs le 27 décembre 1957, à Tétouan (Maroc), n'a jamais été rendue aux siens. « Au moment des commémorations, son fils me demandait pourquoi son père, que je lui ai toujours présenté comme un héros de la Révolution, n'avait pas son portrait, comme les autres, en tête des défilés. Longtemps, je n'ai pas su quoi dire », rapporte celle qui fut, d'avril 1956 à décembre 1957, l'épouse du principal artisan de la « plate-forme de la Soummam », texte fondateur du FLN en guerre, adoptée lors de son congrès, le 20 août 1956.

Elle n'a rien gardé de son homme, pas même un mouchoir ou une lettre. « Le dernier message qu'il m'a fait passer, en décembre 1957, disait seulement : "Rejoins-moi." Je ne l'ai pas gardé. A l'époque, on brûlait le courrier dès qu'on l'avait ouvert... » Quand elle quitte Alger, aux premiers jours de janvier 1958, Salih Abbane est « à mille lieues » d'imaginer que son mari est mort. Elle ne l'apprendra que le 27 mai, à Tunis, par un représentant du FLN. Abbane, lui dit-on, est « tombé au champ d'honneur ». Autrement dit : tué au combat par l'armée française. Cette version n'a jamais été démentie, de façon explicite, par la République algérienne. « C'est le premier grand mensonge de l'Etat FLN en gestion », estime Belaid Abbane, installé en France, qui travaille à la publication d'un livre sur son illustre parent. « Voilà un homme, ajoute-t-il, qui tient une place prépondérante dans la guerre de libération, avec, en face de lui, trois de ses pairs, les colonels Krim Belkacem, Bentobbal et Bousouf. Ceux-ci se donnent le rôle de procureurs, de juges et d'exécuteurs. Il y a là toute une symbolique, l'esquisse d'une culture du complot, qui sera celle du système FLN. Elle reste gravée, jusqu'à maintenant, dans la culture politique de l'Algérie. »

Au-delà de la méthode crapuleuse utilisée pour éliminer Abbane (attiré au Maroc pour une « réunion », il a été étranglé en secret par des hommes de Bousouf, chef des services secrets du FLN) et du travestissement de son assassinat en mort patriotique, reste la question, encore objet de polémique et de procès en Algérie, des mobiles de son exécution. Pour les uns, comme l'universitaire berbère Hassan Hireche, installé à Paris, « s'il n'avait pas été kabyle, il aurait peut-être eu la vie sauve ». Selon lui, Abbane a été victime du nationalisme arabe, du « panarabisme nassérien » très influent à l'époque. Ahmed Ben Bella - alors installé au Caire et qui n'assistait pas au congrès de la Soummam - était soucieux, poursuit M. Hireche, de « diminuer la place d'Abbane Ramdane et, même, d'en faire un traître ». Pour éliminer un rival, mais aussi, plaide M. Hireche, parce qu'« il ne fallait pas que des Kabyles incarnent le mouvement national algérien ».

Mabrouk Belhocine, natif de Kabylie et souvent présenté, dans la presse algérienne, comme le principal « architecte » de la « crise berbère » de 1949, réfute ce point de vue. « Abbane était un nationaliste jacobin. Un Robespierre. Il ne se présentait jamais en Kabyle. D'ailleurs, la première fois que je l'ai rencontré, en 1949, il m'avait exprimé son désaccord sur la question berbère, qu'il ne jugeait pas opportun de mettre en avant », souligne-t-il. « C'était un fédérateur qui ne tolérait pas que des clivages, régionaux ou autres, entravent la marche vers l'indépendance. C'était le plus politique des révolutionnaires. » Que des « rivalités de personnes » aient existé, M. Belhocine ne le nie pas : « D'un côté, Ben Bella, que les Egyptiens préparaient comme "le futur zaïm [chef] arabo-musulman d'Algérie, avait peur de se faire évincer. De l'autre, Krim se considérait comme le seul survivant du Comité des six du 1<sup>er</sup> Novembre et ne voulait pas qu'Abbane puisse lui faire de l'ombre. Ce dernier, il est vrai, leur était infiniment supérieur... »

Aux yeux d'Abdelhamid Mehri, ancien secrétaire général du FLN, qui travailla pendant la guerre sous les ordres d'Abbane Ramdane, ce dernier avait une « conception bien à lui de la direction de la Révolution ». C'est cela, « plus que les querelles de personnes », qui a conduit à l'affrontement. « Pour Abbane, l'indépendance ne pouvait se réaliser qu'avec les armes, mais aussi en impliquant toutes les forces politiques. Aucune, si minime soit-elle, ne devait rester en-dehors de la Révolution. Or, poursuit M. Mehri, Abbane avait, face à lui, une conception différente, selon laquelle la direction de la Révolution devait être autoritaire et, surtout, restreinte. » Cette opposition va se révéler mortelle.

Deux des principes adoptés au congrès de la Soummam, celui de la « primauté de l'intérieur sur l'extérieur » et « du politique sur le militaire », sont contestés par les adversaires d'Abbane. A la conférence du Caire, en septembre 1957, des amendements sont proposés, auxquels Abbane, pragmatique, se rallie. « Le seul qu'il n'a pas accepté, c'est celui qui remettait en cause la primauté de l'intérieur sur l'extérieur, rappelle Mabrouk Belhocine. Il s'est abstenu. C'était ça, le casus belli, le pourquoi de sa liquidation. » L'historien Daho Djerbal, directeur de la revue *Naqa*, est plus précis : bien que la conférence du Caire l'ait affaibli, Abbane « avait trouvé des alliés à l'intérieur de l'Armée de libération nationale » (ALN) et s'était ainsi donné une « assise militaire ». Cet atout devient sa faiblesse. « En détenant, grâce à ces alliances, la possibilité de renverser le cours de la révolution et d'en prendre la direction, explique l'universitaire, Abbane devenait dangereux : il signait sa condamnation à mort. »

Mabrouk Belhocine assure avoir pris connaissance d'un procès-verbal des délibérations entre les militaires du Comité de coordination et d'exécution (CCE), se prononçant, à une voix près, pour la liquidation d'Abbane. Ce n'est qu'en juin 1958, six mois après sa disparition, que Selih Abbane apprend, par la bande, que son époux n'est pas tombé face aux soldats français, mais assassiné par les siens. « On était en pleine guerre. Comme il y avait beaucoup de régionalisme, les Kabyles auraient pu ruer dans les brancards. Je me suis dit que je devais me taire, se rappelle-t-elle. La révolution était plus importante que les gens. Je pensais que le jour viendrait, quand le pays serait libre, où ça se saurait, où je pourrais parler... »

Elle a un sourire amer. « Ce jour n'est jamais arrivé. » Il faut attendre la fin des années 1980 pour que soit publié, en France, *Abbane Ramdane, héros de la guerre d'Algérie* (L'Harmattan, 1988), première biographie de son mari signée Khalifa Mameri. En Algérie, ce n'est qu'en 2000 que Mabrouk Belhocine fait paraître les documents inédits qu'il détient depuis quarante ans : *Le courrier Alger-Le Caire* (Casbah éditions) présente et commente la correspondance entre Abbane et la délégation extérieure du FLN, au Caire. « Jusqu'aux années 1980, il était impossible de rien publier, explique l'auteur. Et puis je ne voulais pas que ces documents soient utilisés par les partis politiques », ajoute le vieil homme, moqueur.

D'un tempérament « bagarreur », selon les uns, « autoritaire », d'après les autres, Abbane Ramdane ne fut sans doute pas le parangon de vertu démocratique que d'aucuns aimeraient voir en lui aujourd'hui. Il suffit de lire le « rapport » qu'il rédigea, en 1956, à l'intention du Conseil national de la révolution algérienne (CNRSA) : il s'y félicite de ce que les militants de la fédération de France du FLN aient « entrepris la liquidation physique de tous les messalistes » (*Naqa*, n° 12, printemps-été 1999). « C'était la guerre, n'oubliez pas ! », plaide Mabrouk Belhocine. Lui-même s'est tu, volontairement, afin que la nouvelle de l'assassinat d'Abbane ne mette pas le processus indépendantiste en péril. Quant aux commanditaires, le vieil homme hausse les épaules. « C'étaient des assassins, OK, mais aussi des patriotes et des nationalistes. Des criminels, d'accord, mais ils nous ont conduits jusqu'aux accords d'Evian : une prouesse extraordinaire ! Et puis, conclut-il, regardez la révolution française, la révolution russe, la révolution yougoslave... Vous connaissez beaucoup de pays qui ont fait la révolution avec la démocratie ? »

La veuve d'Abbane Ramdane a au moins une consolation. Au cimetière, la stèle élevée à la mémoire de son mari est, certes, située « sur la même ligne que les tombes de ses bourreaux », mais elle est symboliquement bien entourée : « entre l'émir Abdelkader et Larbi Ben M'hidi », deux héros du nationalisme algérien, dit-elle avec fierté.

Catherine Simon

**ABBANE RAMDANE**, assassiné le 26 décembre 1957 par ses frères d'armes, est né en 1919 à Blida. Membre du MTL, incarcéré de 1950 à 1955, il imposa la primauté des politiques au congrès FLN de la Soummam (août 1956).

Propos recueillis par Philippe Bernard

# La torture, ou que faire de cet encombrant passé ?

DEPUIS 2000, TÉMOIGNAGES, ARTICLES ET PROCÉDURES JUDICIAIRES SE SUCCÈDENT EN FRANCE, PORTANT SUR LES PRATIQUES DE L'ARMÉE DURANT LES « ÉVÉNEMENTS » D'ALGÉRIE. DES PRATIQUES AMNISTIÉES. MAIS L'AMNISTIE N'INDUIT PAS OBLIGATOIREMENT L'AMNÉSIE

La torture en Algérie ne date pas de 1957, année de la bataille d'Alger, ni même de 1954. Les exactions commencent dès 1830, quand les troupes françaises débarquent à Sidi Ferruch, pour une expédition coloniale longue de quarante ans. Pillages, carnages, incendies de maisons, rafles de civils à grande échelle, etc. La conquête de l'Algérie s'accompagne d'actes de barbarie, les documents d'histoire en attestent. Extrait d'une lettre d'un soldat à sa famille en métropole : « *Nous rapportons un plein baril d'oreilles, récoltées paires à paires sur les prisonniers. (...) Je lui fis couper la tête et le poignet gauche, et j'arrivai au camp avec sa tête piquée au bout d'une baïonnette. (...) Je l'envoyai au général Baraguay, qui fut enchanté.* » Aujourd'hui encore, les noms des généraux Montagnac et Turenne restent connus en Algérie pour leurs « enfumades » de centaines de civils dans des grottes, en 1836 et 1837.

Au XX<sup>e</sup> siècle, comme au XIX<sup>e</sup>, la « pacification » en Algérie passe par la répression (comme en Indochine ou à Madagascar). Policiers, gendarmes, magistrats disposent de pouvoirs beaucoup plus importants qu'en métropole. Ils sont surtout totalement autonomes. Dès 1947 et 1948, André Mandouze et Francis Jeanson s'alarment, dans la revue *Esprit*, de la situation qui prévaut dans les trois départements français. Mais ils crient dans le désert. En 1951, un ancien résistant, le journaliste Claude Bourdet, pose la question « *Y-a-t-il une gestapo algérienne ?* » dans les colonnes de *L'Observateur*, et décrit les méthodes en vigueur dans les commissariats : électricité, baignoire, pendaison et « *un supplice qui semble nouveau, [la sodomie par] la boulette* ».

En 1955, le gouvernement charge un inspecteur général de l'administration, Roger Guillaume, d'enquêter sur la réalité des sévices en Algérie. Ses conclusions sont claires : « *Toutes les polices* » [gendarmerie, police judiciaire, police des renseignements généraux] *torturent* en Algérie, et ces « *pratiques* [sont] *anciennes* », souligne-t-il dans son rapport final. Ces procédés sont tellement « *unaniment admis* » que Roger Guillaume suggère non de les bannir – on risquerait dans ce cas de « *plonger [la police] dans le désarroi et la paralysie* », dit-il –, mais d'en autoriser quelques-uns lors des interrogatoires à Alger.

Comme le résume l'historien Pierre Vidal-Naquet dans son ouvrage *La Torture dans la République*, « *pour la première fois, un haut fonctionnaire de la République, n'appartenant pas à la police, proposait tout simplement de légaliser la torture* [abolie en France en 1789] *et de rétablir ce qu'on appelait jadis, avant Louis XVI, le "supplice de l'eau", tout en y ajoutant l'usage plus moderne de l'électricité* ». Cette proposition fut énergiquement rejetée par Jacques Soustelle, alors gouverneur général à Alger.

Après les massacres d'août 1955 dans le Constantinois, l'armée prend la relève de la police pour organiser la répression en Algérie. Appelés et rappelés sont mobilisés en masse. Un certain nombre d'officiers de carrière mettent à leur tour en pratique les méthodes (électricité notamment) ramenées d'Indochine, la première

guerre subversive à laquelle ils s'étaient trouvés confrontés.

Dans cette nouvelle guerre de renseignement qu'est l'Algérie, seuls comptent l'« efficacité » et le « rendement ». La torture au sens large – car il faut y ajouter les innombrables « corvées de bois » (exécutions sommaires) et les déplacements massifs de populations – va crescendo. Le 10 août 1956 éclate la première bombe « terroriste », rue de Thèbes, dans la casbah d'Alger. Elle est le fait de deux activistes européens – qui ne seront jamais inquiétés – et fait près de 70 morts parmi la population musulmane. Le FLN use aussi des attentats aveugles. C'est l'engrenage. La torture se généralise et s'institutionnalise, comme le reconnaît le général Massu, en novembre 2000, dans *Le Monde*, ce qui ne veut évidemment pas dire que toute l'armée française a

Les Français sont divisés. Les uns disent que mieux vaut tourner la page. Les autres rétorquent qu'on ne peut le faire sans l'avoir lue

torturé en Algérie. Dans certaines unités, aucune exaction n'a été tolérée. Tout dépendait, en fait, du commandement.

Cette question de la torture « institution d'Etat » va marquer toute une génération, près de deux millions de jeunes Français ayant servi en Algérie pendant les années de guerre. Tandis que le pouvoir politique joue les Ponce Pilate, n'ignorant nullement ce qui se passe sur le terrain et même l'encourageant, l'armée se salit les mains. L'affaire Audin, du nom d'un jeune mathématicien mort sous la torture, le 21 juin 1957 à Alger, alors qu'il est aux mains des parachutistes, va avoir un écho considérable en métropole, parce que la victime est européenne.

En dépit de la démission du préfet Paul Teitgen, des avertissements répétés de certains « justes », le général de La Bollardière, les écrivains François Mauriac et Pierre-Henri Simon, les historiens Henri Marrou et Pierre Vidal-Naquet, notamment, ainsi que de nombreux témoignages écrits – en particulier ceux d'Henri Alleg (*La Question*) et de Robert Bonnaud (*La Paix des Nementchas*) –, la gangrène se répand aussi sur l'autre rive de la Méditerranée.

A partir de septembre 1957, mais surtout en 1958, on applique la « méthode algérienne » (eau et électricité) dans les locaux de la DST, rue des Saussaies à Paris, ainsi qu'à Lyon, notamment. Quatre victimes algériennes osent porter plainte (restée sans suite) et en font le récit dans un livre, *La Gangrène*, publié par les éditions de Minuit. Michel Debré, premier ministre de l'époque, qualifie l'ouvrage « *d'affabulation totale* ».

La guerre d'Algérie terminée, beaucoup de tortionnaires notoires feront carrière, en toute impunité. L'un sera ministre, l'autre député, celui-ci briguera la magis-

trature suprême, celui-là occupera l'une des plus hautes fonctions au sein de l'armée. Tous, abondamment décorés, sont à l'abri des lois d'amnistie décrétées après l'indépendance. Amnistie signifie-t-elle amnésie ? Longtemps on a pu le croire, mais ces dernières années ont prouvé le contraire.

Le témoignage de Louise Ighilahriz, le 20 juin 2000, dans *Le Monde*, suivi des « regrets » du général Massu le surlendemain, puis des premiers aveux du général Aussaresses, le 23 novembre 2000 (six mois avant la parution de son livre, *Services spéciaux*), vont provoquer un brusque retour de la mémoire, le plus important depuis quarante ans. Pendant deux ans, le débat s'installe en France, dans la presse, à la radio et à la télévision. Douze intellectuels, parmi lesquels Noël Favrelière (qui préféra désertier avec son prisonnier, en 1956, plutôt que procéder à une « corvée de bois »), le scientifique Laurent Schwartz et l'ethnologue et ancienne résistante Germaine Tillion, ou encore l'avocate Nicole Dreyfus, signent un manifeste appelant le président de la République et le premier ministre à reconnaître l'utilisation de la torture pendant la guerre d'Algérie et à la condamner solennellement. La parole se libère, et les écrits se multiplient.

S'ensuit une cascade de procédures. Le parquet poursuit le général Aussaresses pour apologie de la torture. Il se retrouve condamné en première instance, puis de nouveau en appel, le 25 avril 2003. Jean-Marie Le Pen poursuit *Le Monde* pour avoir dévoilé son passé de tortionnaire en Algérie, à la veille de l'élection présidentielle

■ Rafle dans la Casbah d'Alger, nuit du 26 au 27 mai 1956. La « bataille d'Alger » n'a pas commencé, mais le gouvernement de Guy Mollet a obtenu les « pleins pouvoirs » pour « ramener l'ordre ».



JOUEUR DE FRANCE/O. MEDIAS

et des législatives de 2002. Le leader du Front national perdra son procès en première instance, puis en appel le 6 octobre 2004.

De son côté, Louise Ighilahriz poursuit l'ancien chef d'état-major, le général Maurice Schmitt, pour avoir, dans un débat télévisé en mars 2002, qualifié son livre, *Algérienne*, de « *tissu d'affabulations* » et son récit dans *Le Monde* de « *pseudo-témoignage* ». Lieutenant puis capitaine pendant la guerre d'Algérie, basé à l'école Sarouy, centre d'interrogatoires bien connu à Alger, le général Schmitt sera condamné pour diffam-

ation en première instance et attend à présent l'appel qu'il a interjeté, prévu pour le 17 mars 2005. L'ancien chef d'état-major a également été condamné, en première instance puis en appel, le 15 octobre 2004, pour avoir traité un ex-appelé, Henri Pouillot, de « *criminel ou menteur* », après que ce dernier eut évoqué les multiples viols commis à la villa Sésini en 1961 et 1962. Le général Schmitt a en revanche gagné en première instance, en mai dernier, à Marseille, une autre procédure pour diffamation, qu'il avait engagée contre Henri Pouillot.

Que faire de cet encombrant passé ? Les Français sont divisés sur cette question. Les uns font valoir que rien ne sert de « remuer la boue » et qu'il faut « tourner la page ». Les autres rétorquent qu'on ne peut la tourner sans l'avoir écrite et lue, ne serait-ce que par égard pour les victimes, puisqu'il n'y a plus de justice possible. D'autres encore soulignent qu'établir la vérité, si pénible soit-elle, permettra peut-être d'en tirer les leçons. Divulguer, pour ne pas répéter...

Florence Beaugé

## Aussaresses, entre menaces de ses pairs et félicitations ambiguës



Si l'on y a une chose qu'il ne comprend pas, c'est bien celle-ci : qu'on ait pu le sanctionner pour ce qu'il a dit, et pas pour ce qu'il a fait. Le général Paul Aussaresses continue d'assumer « *sans remords ni regrets* » ses actes passés en Algérie, mais il a le sentiment d'une profonde injustice. Reconnu coupable d'apologie de la torture dans son livre, *Services spéciaux Algérie 1955-1957*, et condamné pour cette raison à 7 500 € d'amende (tandis que ses éditeurs Perrin et Plon l'étaient à hauteur de 15 000 € chacun), le général (86 ans) attend pour le 9 novembre l'issue de son pourvoi en cassation. Il estime qu'il n'a fait que « *témoigner* » – et qu'il sert aujourd'hui de « *bouc émissaire* ».

Sa condamnation par la justice ? Dans le fond, Aussaresses s'en moque. Une seule chose compte vraiment à ses yeux : la suspension de sa Légion d'honneur, prononcée en juin 2001 par le président Jacques Chirac. Son grade de chevalier, il l'avait obtenu en 1948 pour ses exploits « *dans le feu de l'action* » pendant la seconde guerre mondiale (notamment un parachutage derrière les lignes allemandes, en uniforme allemand). Son grade d'officier, il l'avait décroché en 1952 pour sa participation à la guerre d'Indochine. Et le plus prestigieux, le grade de commandeur, il l'avait obtenu en 1965 pour son rôle... pendant la guerre d'Algérie.

Sa sanction, le général Aussaresses la vit donc comme « *une plaie ouverte* ». « *C'était mon père*

*qui m'avait remis la croix de commandeur. Lui-même en était titulaire. J'ai deux boîtes pleines de décorations, mais il n'y en avait qu'une d'importance pour moi : la Légion d'honneur* », soupire-t-il. Envisage-t-il de se lancer dans la publication d'autres livres ? Cela dépend des jours. Parfois oui, parfois non, répond-il, un petit sourire en coin. Ce vieux provocateur a encore des choses à dire, « *mais pas sur l'Algérie* » et, de toutes les façons, assure-t-il, « *je ne mouillerais personne* ».

Encore que... Raconter les reproches, les menaces et les intimidations de ses pairs de l'armée, ces trois dernières années, ne serait pas pour lui déplaire. « *Boucle-la !* », « *SILENCE RADIO !* », « *Etouffe-toi !* », lui ont écrit ou téléphoné plusieurs généraux, tandis qu'un autre haut gradé entrain en contact avec ses filles pour tenter de le faire mettre sous tutelle.

### « J'AVAIS LE DROIT ET LE DEVOIR DE PARLER »

Des secrets qui intéressent l'Histoire – s'il en avait encore –, c'est au SHAT (Service historique de l'armée de terre) qu'Aussaresses les a confiés, voilà maintenant trois ans, « *avec garantie de confidentialité* » sur du long terme. « *J'avais le droit et le devoir de parler* », répète-t-il obstinément, tandis que son épouse fustige « *ces femmes de généraux qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas et veulent nous imposer le silence* ». A en croire la nouvelle M<sup>me</sup> Aussaresses – car le général s'est remarié en juillet 2002, quelque temps après être devenu veuf –, ce sont ces « *bonnes femmes* », pas leurs époux, qui critiquent Paul et lui reprochent d'avoir parlé.

Ses frères d'armes, des héros, seraient souvent prêts à reconnaître ce qu'ils ont fait, mais leurs épouses et leurs familles les en empêchent. « *Elles leur disent : "Tais-toi, tu vas mettre la honte sur la famille." Ce sont des culs bénis, des grenouilles de bénitier, des chaises...* »

Plus ou moins réconcilié avec ses filles – elles ont du mal à lui pardonner ses révélations, qui ont été, d'après elles, à l'origine de la mort de leur mère –, le général Aussaresses vit désormais loin de Paris, dans l'est de la France. Il voyage beaucoup, participe à de nombreuses réunions d'anciens parachutistes où il est « *accueilli comme une légende* », selon son épouse, une Alsacienne médaillée de la Résistance à 17 ans, qui dit veiller sur lui « *comme une tigresse* ». Aussaresses n'a-t-il pas été président national de l'UNP (l'Union nationale des parachutistes) ? N'est-il pas un ancien « *Jedburgh* », l'un de ces héros des forces spéciales alliées pendant la seconde guerre mondiale ? N'a-t-il pas commandé le 11<sup>e</sup> Choc (bras armé du service Action), dont il est resté membre d'honneur ?

Partout où il passe, il est fêté, dit-il, et félicité. « *Ne vous faites pas d'illusions. On le félicite pour ce qu'il a fait [utiliser la torture], et pas seulement pour ce qu'il a dit* », répond son épouse. *Beaucoup de ses anciens paras lui disent : "Si on chataillait un peu les types en Irak, ça fait longtemps qu'on aurait retrouvé et libéré nos deux otages français..."* »

FL. B.

## Pourquoi si peu d'écho en Algérie ?

ÉVOQUER LES TORTURES ET LES VIOLS HEURTE L'OPINION ET LES INTÉRÊTS DES GOUVERNANTS

### ALGER

de notre envoyé spécial

Le témoignage de la militante du FLN Louise Ighilahriz sur le viol des femmes et la torture par les militaires français (*Le Monde* du 20 juin 2000) durant la guerre, puis les aveux du général Aussaresses sur les meurtres du dirigeant nationaliste Larbi Ben M'hidi après sa torture et d'Ali Boumendjel, jusque-là présentés par la France comme des suicides, ont suscité en Algérie de multiples articles de presse. Pourtant, la question de la torture n'a pas donné lieu à un vaste débat national. Et elle ne constitue pas un objet particulier d'intérêt pour les historiens, ni un thème de mobilisation pour les politiques.

« *En Algérie, on n'a pas dit le poids*

*de nos amnésies* », déplore Abdelmajid Merdaci, professeur de sociologie à l'université de Constantine. Même si – ou peut-être parce que – les manuels d'histoire sont saturés d'images de violence, le poids des souffrances du passé reste intériorisé. « *Le colonialisme, puis la confiscation des idéaux démocratiques se sont superposés pour intégrer la peur et l'anxiété dans le tableau clinique de la société algérienne* », avait expliqué le psychologue algérien Tahar Absi, lors d'un colloque à Paris sur les traumatismes de guerre (*Le Monde* du 7 octobre 2003).

L'ampleur et la nature de ces traumatismes expliquent en partie ces réticences. La destruction des villages et le déplacement forcé d'un tiers de la population algérienne

par l'armée française, les pertes humaines, l'éclatement des familles entre les deux camps, les viols et les tortures ont provoqué de tels déchirements que le silence a souvent été considéré comme la seule issue pour préserver les équilibres individuels et sociaux. Louise Ighilahriz, en rompant le silence sur le viol, a transgressé un tabou et... s'est attiré bien des foudres.

Ces non-dits ont sans doute contribué à la répétition du processus de violence dans l'Algérie des années 1990. Dans les sphères du pouvoir actuel, la discrétion sur la mémoire de la torture à l'époque coloniale renvoie à la crainte de voir évoquer et dénoncer les méthodes similaires utilisées contre les islamistes. L'exceptionnel rajeunis-

sement de la population algérienne fait que les noms d'Aussaresses et même de Ben M'hidi ne sont plus guère familiers à la masse des Algériens.

Les gouvernants, eux, ont une ultime raison de ne pas faire des crimes de l'armée coloniale un thème de mobilisation politique : rouvrir le dossier de la torture au moment où se précise la perspective de la signature d'un traité d'amitié franco-algérien risquerait de heurter l'ancien adversaire devenu partenaire. Les jeunes chercheurs algériens se plaignent que, depuis l'« affaire Aussaresses » en France, l'accès aux archives sur ces questions a été rendu plus difficile à Alger.

Philippe Bernard

### De récentes tentatives de justification

Dans son numéro d'avril 2004, *Le Casoar*, revue trimestrielle des anciens Saint-Cyriens, a publié un dossier de onze pages, non signé, intitulé « *Torture, cas de conscience : le dilemme des deux immoralités* », avec en sous-titre : « *L'éthique de responsabilité confrontée au terrorisme* ». L'avant-propos qualifie ce texte « *d'étude approfondie, courageuse, mesurée* » en dépit de son « *caractère dérangeant* ». Malgré certaines précautions de langage et des « *fausses bornes* », la thèse exposée propose ni plus ni moins de revenir sur la Convention internationale contre la torture de 1984 et d'accepter le recours à la torture, « *sous certaines conditions* », ou de lui offrir « *un cadre juridique* », afin de lutter efficacement contre le terrorisme.

Vingt-trois organisations ont signé une pétition adressée début juillet au président Jacques Chirac pour lui demander de « *condamner fermement de telles théories* » et de veiller à ce que la France « *reste fidèle à l'image de patrie des droits de l'homme, qu'elle revendique* ». Parmi ces organisations : La Ligue des droits de l'homme, Amnesty International, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, la Cimade, la Fédération protestante.

ALGÉRIE  
FIGURES

MOHAMMED HARBI, HISTORIEN RÉPUTÉ DE L'ALGÉRIE, RÉFUGIÉ EN FRANCE DEPUIS 1973, ASSUME SON ENGAGEMENT NATIONALISTE, MAIS IL PROCÈDE À UN BILAN SÉVÈRE DES DÉRIVES AUTORITAIRES DU POUVOIR ALGÉRIEN. ET IL S'ATTACHE À EN COMPRENDRE LES ORIGINES DANS LE FLN

## « Longtemps, l'esprit de résistance fit taire mes critiques »

**EN 1954, vous avez 21 ans, vous étudiez l'histoire à Paris et codirigez le collectif étudiant du MTL, le parti nationaliste de Messali Hadj. Qu'avez-vous vécu, ressenti le 1<sup>er</sup> novembre ?**

En apprenant le matin à la radio ce qui s'était passé en Algérie, j'ai ressenti un choc beaucoup plus qu'une surprise, car je savais que la question de l'insurrection était en débat : à la fin octobre, deux dirigeants du parti avaient débarqué à Paris et nous avaient pris dans un coin : « Nous allons tenter de voir les frères au Caire pour les convaincre de reporter la date de l'insurrection, mais ils sont décidés. Si nous ne les faisons pas fléchir, vous prendrez vos responsabilités. » Le choc a été d'autant plus vif que le parti vivait une scission entre les partisans de Messali et ceux qui voulaient passer immédiatement à l'action armée. Nous pensions que si on devait aller à l'insurrection, il fallait absolument être unis. Avec mes camarades, j'étais partagé entre une grande inquiétude et l'impatience de vivre des événements que nous attendions depuis longtemps.

**Pourquoi étiez-vous favorable au report de l'insurrection ?**

Le parti était déchiré et je me disais que les choses devaient se faire de façon ordonnée, rationnelle. Nous avons appris ensui-

te que les autorités connaissaient nos projets et préparaient une vaste opération de police. Alors, même nous qui étions réservés sur la date de l'insurrection, nous nous sommes dits : « Heureusement qu'ils sont partis ! » Nous pensions que si le peuple prenait en charge l'insurrection, elle pouvait réussir. Sinon, la répression s'abatrait. Or nous vivions dans le souvenir brûlant de la répression des émeutes du 8 mai 1945 à Sétif et Guelma.

**Ces événements ont-ils déterminé votre engagement ?**

Notre génération est arrivée après de grosses secousses. J'ai perdu plusieurs membres de ma famille en mai 1945 à Guelma. Ensuite, il y a eu le trucage des élections d'avril 1948. J'avais 15 ans, j'étais lycéen, je lisais *Le Monde* et *La Tribune des nations* et c'est à ce moment-là que je me suis engagé. Mon grand-oncle était candidat, favorable aux assimilationnistes. J'ai volé tous les bulletins de vote et je les ai jetés. Toute ma famille maternelle était engagée depuis longtemps dans le nationalisme.

**Vous militiez aussi par une sorte de fidélité familiale ?**

Je suis né dans une famille de propriétaires fonciers et je crois avoir connu de très près la misère rurale. Cela me touchait pro-

fondément car j'étais lié à des enfants qui disparaissaient pour aller travailler à l'âge de 10 ans. Si les idées socialistes de mes professeurs du lycée de Philippeville (aujourd'hui Skikda) ont pris tout de suite, c'est que ces références sociales étaient là, sous mes yeux. Nos parents nous avaient élevés dans l'idée de l'égalité, ils pensaient que l'émancipation viendrait par l'éducation. Mais les gens de ma génération ne croyaient plus aux petits pas. Nous voulions l'indépendance du pays.

**Dans votre lycée, l'engagement était la règle ?**

Le jour de la fête du Mouloud, on nous obligeait à aller en classe. Nous, la minorité d'élèves musulmans, nous faisons grève massivement. Le lycée où j'étais interne a été une pépinière de dirigeants nationalistes depuis les années 1930. Nous avions des professeurs communistes et trotskistes auxquels je rends hommage, mais notre activité politique était totalement clandestine. Tous les gens avec lesquels je militais étaient fils de fonctionnaires ou de propriétaires terriens, les autres n'allaient pas au lycée. La plupart de mes camarades sont morts au maquis, ont séjourné en prison ou dans des camps, tous ont fini par militer au FLN.

**La problématique démocratique, essentielle pour vous aujourd'hui, était-elle déjà présente ?**

Nous parlions de démocratie, mais c'était un discours destiné à être opposé aux Français, la question des libertés individuelles n'était pas fondamentale. Nous n'admettions pas que des gens aient d'autres opinions que nous, nationalistes. En quelque sorte, nous avons repris à la religion sa démarche. Dans la tête des militants, le principe de la souveraineté populaire, que nous défendions, signifiait avant tout le rejet de la domination étrangère et l'exigence d'un Etat.

**Quand avez-vous changé ?**

Nous avons été quelques-uns à changer dès le lycée parce que nous avions des enseignants marxistes qui attiraient notre attention sur les limites du nationalisme. Mon professeur d'histoire, Pierre Souyri, a été un pilier de Socialisme et barbarie. Mon professeur de lettres, Jean Jaffré, était au PC. C'est essentiellement grâce à eux que la problématique démocratique a touché certains élèves. Mon militantisme en a été profondément marqué.

**A quel moment de votre itinéraire avez-vous compris que vous ne seriez pas du côté des vainqueurs ?**

Longtemps, l'esprit de résistance nous a soudés et fait taire mes critiques. Mais je

voyais les clivages s'aggraver et, en 1958 et 1959, mon attitude, l'expression de mes désaccords m'ont valu de passer deux fois en conseil de discipline. Lorsque j'ai démissionné de mes responsabilités au ministère des affaires étrangères, en 1960, j'ai exprimé dans ma lettre mon « refus d'accepter la conception policière de l'action politique qui prévaut au sein du FLN ». Pourtant, même à cette époque, l'inquiétude restait mêlée à de l'espoir. Je me disais que ce n'était pas possible qu'une société se laisse faire. C'était peut-être un refus de la réalité.

**Avez-vous attendu d'être vous-même incarcéré pour perdre réellement l'espoir ?**

Non, j'ai pensé quitter les sphères du pouvoir dans les années 1964, 1965. Mais ensuite, le coup d'Etat de Boumediène est arrivé, et partir aurait signifié abdiquer. Jusqu'au bout, je suis resté dans une posture autoréflexive. Je n'avais aucune haine ni mépris pour mes adversaires. Je souffrais beaucoup de cette culture de la haine qui s'est développée après l'indépendance, comme pour donner une assise à un sentiment national un peu fragile.

**Qu'est-ce qui vous a empêché de devenir un apparatchik ?**

Etant donné la famille d'où je venais et les études que j'avais faites, je ne cherchais pas dans la politique un moyen d'ascension sociale. J'ai avalé beaucoup de couleurs en pensant que, le jour où nous serions plus nombreux à nous opposer, les choses changeraient. Malheureusement, la suite m'a montré que le pouvoir qui s'était installé en Algérie avait une capacité d'intégration ou de désintégration de ses adversaires exceptionnelle.

**Quand avez-vous pris conscience de cette capacité du parti à broyer les gens ?**

A partir du moment où, en 1957, j'ai commencé à me poser la question du rapport entre la fin et les moyens. Jusque-là, je militais dans l'esprit de 1789, comme un jacobin habitué par la nécessité d'assurer le changement. La Révolution française me servait à justifier certaines formes de terreur. Petit à petit, en réfléchissant au cas de l'Union soviétique, je me suis rendu compte qu'une révolution sans assises démocratiques finit par avaler ses propres enfants.

**Pourquoi situez-vous en 1957 cette prise de conscience ?**

Cette année-là, j'avais demandé à ce qu'on arrête les attentats entre Algériens, les violences contre les messalistes. J'avais demandé aussi que la contribution financière des Algériens à la Révolution repose sur

des règles et pas sur des formes de pression. Je n'ai été suivi sur aucun de ces points et cela ne me semblait pas de bon augure.

**1957, c'est aussi l'année de l'assassinat d'Abbane Ramdane par d'autres dirigeants du FLN. Est-ce un événement qui a compté ?**

Je l'ai appris en Allemagne, où la fédération de France du FLN s'était repliée, presque un an après les faits, en septembre 1958. Des camarades de passage m'ont dit : « Ils ont assassiné Abbane » [lire page VII]. On était au restaurant et ils parlaient à voix basse, regardant de tous côtés comme s'ils étaient épiés. A l'époque, je ne savais pas que le FLN avait déployé un incroyable dispositif policier pour espionner. Je les ai crus sur parole parce que c'étaient des amis, alors que le FLN prétendait qu'Abbane était mort « au champ d'honneur ». Les Français avaient affirmé qu'il avait été assassiné mais nous pensions que cette rumeur relevait de l'action psychologique. Je savais donc que c'était une éventualité mais j'avais du mal à le croire : Abbane était le dirigeant qui avait réussi à faire du FLN l'interlocuteur de la France. Son assassinat a joué un rôle de catalyseur dans ma démission de la fédération de France en 1958.

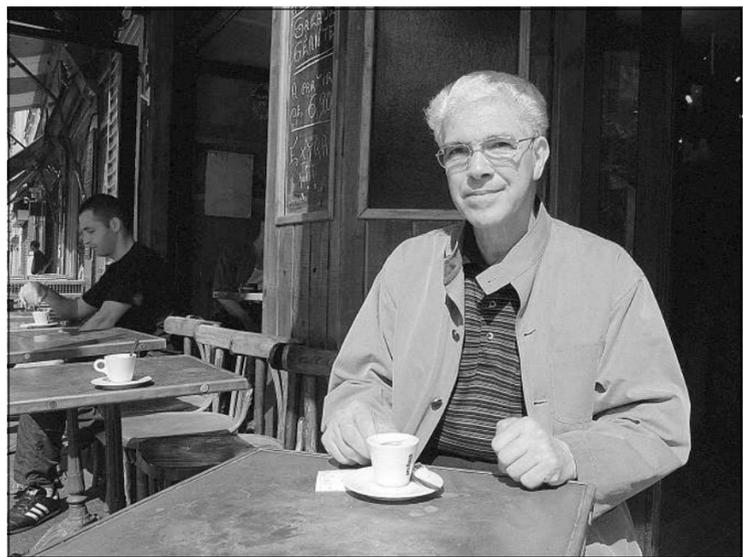
**Depuis votre exil en France, en 1973, vous vous êtes imposé comme un historien reconnu. Peut-on être historien de sa propre histoire ?**

Mon premier livre d'histoire, *Aux origines du FLN*, était partisan, militant. Par la suite, j'ai vu ces défauts et j'ai tout fait pour dépasser les implications personnelles et faire œuvre d'historien, n'ajoutant de commentaires personnels qu'en les signalant comme tels. J'adopte cette démarche parce que je trouve que la chose la plus dure en Algérie, c'est que chacun fait son discours mais personne ne dialogue. Les Algériens sont parfaitement capables de discuter avec des étrangers, mais pas entre eux. Si j'adoptais la même démarche, je n'aiderais en rien à changer les choses. Ce que je n'ai jamais cessé de rechercher.

Propos recueillis par Philippe Bernard

**MOHAMMED HARBI** a occupé des fonctions importantes au FLN durant la guerre. Devenu opposant, il a été emprisonné, en 1965, par le régime algérien. En France depuis 1973, il est professeur à l'université Paris-VIII. Il a récemment publié *des Mémoires* (La Découverte, 2000) et *La Guerre d'Algérie* (avec B. Stora, Robert Laffont, 2004).

■ Mohammed Harbi, militant FLN, puis emprisonné par les siens, aujourd'hui historien en France. Il est le premier à avoir entrepris une historiographie critique « de l'intérieur ».



ISABELLE SIMON/SIPA

## Maurice et Houari, des années folles d'Oran aux retrouvailles

KHALED A RÉUNI DEUX AMIS MUSICIENS, L'UN JUIF, L'AUTRE MUSULMAN, INVENTEURS DU « SWING ARABO-ANDALOU » ORANAIS DES ANNÉES 1950

ORAN, 1954. C'est encore le temps de l'amour, des copains et de l'aventure pour Maurice et Houari, jeunes trentenaires, deux zazous de la médina qui partagent deux passions : la musique en général, et américaine en particulier, et l'envie de plaire à toutes les filles de la Terre. L'un est juif, l'autre musulman. Mais, dans la ville cosmopolite, la seule ligne de démarcation est celle qui sépare riches et pauvres. Tous deux enfants de prolés, Blaoui El-Houari et Maurice El-Médioni forment un duo digne des héros de bandes dessinées de l'époque.

Houari est beau comme un acteur des studios de cinéma du Caire, Maurice drôle comme personne. La place Sidi Blel, dans le quartier populaire de M'dina Jdida, où habite Houari, et la rue de la Révolution, au cœur du quartier juif, où vit la famille de Maurice, sont à un quart d'heure de marche. Les deux amis sont toujours fourrés l'un chez l'autre. « *Le vendredi était jour de repos pour les musulmans. Pour les juifs c'était le samedi. Mais pour nous tous, le dimanche, c'était juste le jour où l'on se retrouvait* », résume Maurice El-Médioni, aujourd'hui installé à Marseille.

Dans les années 1940, le père de Blaoui El-Houari tenait un café, *Chez Tazi*, situé à l'angle du Bain de l'Horloge, à l'entrée du quartier juif. Maurice y rencontre pour la première fois son ami musulman : « *Blaoui jouait, à l'accordéon ou à la guitare, des vieux standards de raï qu'il adaptait merveilleusement aux musiques de l'époque* » se rappelle Maurice, qui, lui, est pianiste. « *Moi aussi, j'ajoute-t-il, j'étais attiré par la musique américaine. Les GI et les marines*

*qui avaient débarqués en novembre 1942 à Oran m'avaient initié au jazz, au boogie woogie et à la rumba.* »

Fêtes juives ou musulmanes, les deux amis animent des orchestres, reprenant des standards français ou américains. Ensemble, ils créent un « style oranais », mêlant swing et sons arabo-andalous. Quand, en 1950, Blaoui El-Houari est nommé chef d'orchestre à l'Opéra d'Oran, où se produisent nombre d'artistes de musique traditionnelle, arabo-



« L'épouse de Houari, qui porte le hidjab, a pleuré pour nous deux »  
MAURICE EL-MÉDIONI



Houari et Maurice ont enregistré avec Khaled une nouvelle version de *H'mama*

andalouse et même moderne, il engage immédiatement Maurice El Médioni. En 1954, les deux amis ont déjà fait, ensemble, plusieurs tournées en Algérie. La presse leur consacre des articles élogieux. Houari s'approprie à enregistrer *H'mama*, « colombe », une des plus belles chansons d'amour dans le style moderne oranais. « *Les ennuis sont venus après. Quand la guerre éclate, les nationalistes algériens nous ont demandés de ne plus jouer pendant les fêtes françaises* », dit-il.

Blaoui El-Houari, comme l'écras-

sante majorité des artistes algériens, espère que son pays va accéder à l'indépendance. A vrai dire, Maurice aussi. Mais, contrairement à ses amis musulmans, une crainte profonde l'accompagne déjà. « *Il y avait le problème du Proche-Orient. Avec Blaoui, on évitait de parler d'Israël. Mais je savais qu'après l'indépendance, le problème de mon peuple et d'Israël se poserait pour les juifs algériens...* »

L'indépendance : elle va, très douloureusement, séparer Maurice et Houari. Le premier, après un bref séjour en Israël, s'installe en France. Blaoui El-Houari est nommé à la

tête de la station régionale d'Oran de la RTA (radiodiffusion et télévision algérienne), avant de diriger, à Alger, en 1967, le Théâtre national. En 1970, il participe, durant sept mois, à l'animation de l'Ensemble musical algérien, qui se produisait à l'Exposition universelle d'Osaka, au Japon. De retour en Algérie, Blaoui transite par Paris. Premières retrouvailles. « *J'accompagnais alors Samy El-Meghribi et Salim Hellali. Bien sûr, Houari s'est joint pour jouer avec nous. Ce fut une soirée magnifique* », dit Maurice. Le contact renoué, les deux amis s'écrivent, se téléphonent. Mais ils ne se voient plus...

C'est Khaled, le chanteur de raï, qui a pensé les réunir à nouveau à Paris. Pour enregistrer avec eux, un demi-siècle plus tard, une nouvelle version de *H'mama* : « *C'était émouvant, admet Maurice El-Médioni, mais aucun de nous deux n'a pleuré. On est resté comme à l'époque d'Oran. C'est l'épouse de Blaoui, une femme apparemment attachée à la religion, qui porte le hidjab, qui a pleuré pour nous deux.* » Il m'a tellement parlé de vous m'a-t-elle dit », confie-t-il, ému.

Séparés à l'indépendance du pays, nombre de musiciens juifs et musulmans d'Algérie ont continué, épiso-

diquement, à travailler ensemble. Jusqu'à sa mort, Reinette « *l'oranaise* » insistait pour que des musiciens comme le pianiste Mustapha Skandrani, ou le violoniste Abdelghani, l'accompagnent dans ses concerts, en France comme ailleurs. Line Monty, Lilli Boniche ou Salim Hellali ont fait de même. Aucune de leurs chansons n'évoque la guerre ou la séparation forcée, mais dans leur répertoire commun la nostalgie de l'Andalousie recouvre désormais une autre perte : celle de l'Algérie multiconfessionnelle.

Tewfik Hakem

## Mekhloufi, « moudjahid du ballon rond »

UN MOIS AVANT LA COUPE DU MONDE DE 1958, LE ZIDANE DE L'ÉPOQUE REJOINT LE FLN

EN avril 1958, l'équipe de France se prépare à participer à la Coupe de Monde, en Suède, où elle va d'ailleurs brillamment s'illustrer. Dans ses rangs, un footballeur de 22 ans à qui chacun prédit une carrière brillantissime : Rachid Mekhloufi. Le 15, la nouvelle tombe comme un coup de tonnerre : une dizaine de footballeurs algériens du championnat de France ont fui vers Tunis, pour rejoindre le FLN ! « *Patriotes conséquents, plaçant l'indépendance de leur patrie au-dessus de tout* », comme le proclame alors un communiqué du Front, ces joueurs, issus d'Angers, Lyon, Monaco, Saint-Etienne, Toulouse, se sont envolés dans le plus grand

secret. Parmi eux, deux membres de l'équipe de France : le défenseur monégasque Moustapha Zitouni et l'attaquant stéphanois Rachid Mekhloufi – qui, un an auparavant, a largement contribué au premier titre de champion de France de son club.

Mekhloufi est l'étoile montante du foot français. Enrôlé à l'époque au bataillon de Joinville (unité de l'armée composée de sportifs d'élite), champion du monde militaire sous les couleurs françaises, le fuyard, devenu déserteur, risque la cour martiale. « *La Coupe du monde ? Bien sûr que j'y ai pensé. Mais ce n'était rien en regard de l'indépendance de mon pays* », expliquera plus tard ce

natif de Sétif, ville martyre qui fut le théâtre d'émeutes nationalistes réprimées dans le sang en mai 1945.



« La Coupe du monde ? Ce n'était rien en regard de mon pays »  
RACHID MEKHOULFI

Rejoints en 1959 et en 1960 par une vingtaine d'autres joueurs originaires d'Algérie, ces moudjahidins du ballon rond vont constituer, à Tunis, l'ossature d'une « équipe du FLN ». « *Outil de la révolution* », elle va multiplier les

matches pendant quatre ans contre des « sélections » étrangères n'ayant pas le label d'équipe nationale en raison du refus de la Fédération internationale (FIFA) de reconnaître ces footballeurs en exil. A l'indépendance, amnistie oblige, Mekhloufi revient comme Algérien à Saint-Etienne. Avec les Verts, il remportera trois titres de champion (1964, 1967, 1968) ainsi qu'une Coupe de France (1968) dont il sera le héros en marquant deux buts en finale contre Bordeaux (2-1).

Des regrets ? « *Aucun. Nous étions des militants, des révolutionnaires au service du peuple. C'était nos plus belles années.* »

F. P.

# Jean-Jacques Susini, de l'OAS au Front national

IL FUT LE MENTOR DU GÉNÉRAL SALAN, CHEF DES « PUTSCHISTES » CONTRE DE GAULLE EN 1961, PUIS LE CHEF DE L'OAS, LES COMMANDOS TERRORISTES DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE. DEUX FOIS CONDAMNÉ À MORT, À 71 ANS, APRÈS UNE CARRIÈRE AU FN, IL NE RENIE RIEN DE SON PASSÉ



L'ALGÉRIE française n'est pas morte. L'extrême droite cultive toujours son souvenir, surtout dans le Midi, où nombre de rapatriés ont pris souche. Cette mémoire douloureuse et revancharde a poussé Jean-Marie Le Pen à confier, en 1997, la direction du Front national dans les Bouches-du-Rhône à Jean-Jacques Susini. Figure emblématique de l'OAS, l'Organisation armée secrète qui s'opposa, jusqu'au bout, à l'« abandon » de l'Algérie française, deux fois condamné à mort, Susini, devenu chef d'entreprise, n'était pas fait pour le rôle et a fini par renoncer. Mais son itinéraire

illustre les affinités qui relient l'extrême droite d'aujourd'hui à celle d'hier, le FN à l'OAS.

Jean-Jacques Susini est né le 30 juillet 1933 à Alger, dans une famille corse. Son père, un cheminot auprès duquel il a peu vécu, est plutôt de gauche et optera pour l'indépendance de l'Algérie. La figure tutélaire est la grand-mère maternelle, corse elle aussi, qui pleurait « en écoutant Mussolini à la radio ». Le grand-père maternel, dont l'ascendant n'est pas moindre, rejoindra la Légion des combattants de Vichy.

Même s'il a adhéré un temps au RPF, le parti gaulliste d'après la Libération, Susini doit beaucoup à ces influences. En 1960, lors du procès des « barricades », dressées à Alger par les opposants à l'« auto-

détermination », il revendique avec emphase cette filiation : « Je désirais (...) réconcilier le mouvement d'émancipation sociale qui secoue le monde entier et le fait national. J'ai tenté (...) d'établir la synthèse générale de ces deux courants qui ont secoué le XX<sup>e</sup> siècle. » Autrement dit le nationalisme et le socialisme.

Élève des jésuites au collège Notre-Dame-d'Afrique d'Alger, Susini est étudiant en médecine en métropole lorsque surviennent les événements de mai 1958. En novembre 1959, de retour au pays, il est élu président de l'Association générale des étudiants d'Algérie, en même temps qu'il adhère au Front national français de Jo Ortiz, le patron poujadiste de la Brasserie du Forum, auprès de qui il participe à la semaine des « barricades ». La rencontre avec Le Pen date de cette époque, puis leur amitié, que le temps ne démentira pas.

Transféré à la prison de la Santé à Paris après l'échec du soulèvement, Susini écope de deux ans d'emprisonnement avec sursis. Avant même sa condamnation, il a fui à Madrid où le pouvoir franquiste ferme les yeux sur les intrigues du général Raoul Salan et de la poignée de comploteurs qui refusent le « bradage » de l'Algérie. C'est dans la capitale espagnole, au début de l'année 1960, que naît le sigle OAS, « inventé » par Susini et Pierre Lagailarde, figure de proue du 13-Mai et de la semaine des « barricades ».

L'Organisation armée secrète ne prendra réellement son essor qu'après l'échec du putsch d'avril 1961. Pour s'imposer parmi les généraux et les colonels qui la

dirigent, Susini dispose de l'appui d'un groupe d'étudiants activistes, le Front nationaliste (le FN, déjà...) et de sa branche militaire, les « commandos Z ». Il bénéficie surtout de la confiance de Salan, chef suprême de l'OAS, dont il est la plume et le mentor. Habitué aux facilités de son rang plus qu'aux désagréments de la clandestinité, l'ex-général d'armée est sous la coupe d'un étudiant de 28 ans dont il loue l'énergie, la dialectique et les talents d'organisateur.

Officiellement chargé de l'action psychologique et de la propagande au conseil supérieur de l'OAS, un poste taillé à sa mesure, Susini est plus que cela. Il a des relations étroites avec le lieutenant déserteur Roger Deguelde, le chef des redoutables commandos « Delta », bras armé de l'organisation. Il veille à tout, supervise tout, jusqu'à devenir le patron de fait de l'OAS à Alger, après les arrestations successives de Deguelde et de Salan, au printemps 1962.

Celles-ci lui ont porté un coup décisif ? Qu'importe ! Susini va tenter un « coup » qui lui ressemble, mélange d'utopie révolutionnaire et de réalisme froid. Si l'indépendance de l'Algérie est inéluctable, il faut en tirer parti. Ainsi, dans la désolation des ultimes soubresauts de l'Algérie française, échafaudé-t-il, via Abderrahmane Farès, le président de l'exécutif provisoire algérien né des accords d'Evian, un accord FLN-OAS destiné à arracher aux vainqueurs des garanties pour les Européens qui choisiraient de rester en Algérie. La manœuvre tourne court, tandis que les activistes les plus intransigeants criaient à

la « trahison », une accusation dont Susini mit longtemps à se remettre.

Réfugié cinq ans en Italie, il est condamné deux fois à mort par contumace, la première comme dirigeant de l'OAS, la seconde pour avoir été l'un des instigateurs de l'attentat manqué contre de Gaulle au Mont-Faron, à Toulon en 1964. Revenu en France après l'amnistie de 1968, il est arrêté en 1970 puis remis en liberté en juillet 1971. La justice le soupçonne d'être le commanditaire de hold-up commis sur la Côte d'Azur au nom de l'OAS. Il est acquitté en février 1974 par la

tâche n'a rien d'exaltant. L'ex-père Joseph de Salan supporte mal l'autoritarisme de Le Pen et ses maladroites, même si sa fidélité demeure. La rupture du « chef » avec Bruno Mégret déclenche une guerre fratricide dans les Bouches-du-Rhône, où Susini a été nommé en octobre 1998 secrétaire de la fédération, en même temps qu'il entrait au bureau politique du parti. Les effectifs locaux fondent, l'argent manque. Susini, à contre-emploi, se lasse de jouer les *missi dominici*, comme il se lasse vite de son siège de conseiller régional, où il a été élu en 1998. La politique locale lui paraît fade, lui qui a tutoyé l'histoire.

Ses scores à Marseille, au second tour des législatives de 1997 (41,63 %) et des cantonales de 1998 (32,91 %), sont conformes à l'audience du FN. Un autre que lui aurait fait aussi bien. En mars 2004, au terme de son mandat de conseiller régional, Susini, qui a 70 ans et plus d'autre responsabilité au Front depuis la fin 1999, rentre à Paris, jurant mais un peu tard...

Orateur précieux et intarissable, c'est en public qu'il donnait le meilleur de lui-même. Pieds-noirs dans leur majorité, militants et élus méridionaux du FN aiment s'entendre dire que « le combat en Afrique du Nord n'est pas terminé ». Surtout par un homme qui revendique son passé de terroriste comme un « honneur ». A l'évocation de ce combat, les foules frontistes entonnent *Le Chant des Africains*, l'hymne de l'Algérie française. Pour elles, ces valeurs-là sont éternelles.

Bertrand Le Gendre

## Ce que fut l'Organisation armée secrète (OAS)

● **Référence.** L'OAS se veut l'héritière de l'Armée secrète de l'Occupation. Ses membres se voient comme des résistants et usent, comme eux, de pseudonymes (Raoul Salan est « Soleil » dans la clandestinité). Successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la résistance, Georges Bidault crée en 1962 un CNR-OAS dont il justifie l'appellation dans *D'une résistance à l'autre* (Les Presses du siècle, 1965).

● **Trois branches.** L'OAS-Algérie (un millier de « combattants », 3 000 militants) est sous l'autorité d'un Conseil supérieur commandé par Salan. Ses subordonnés à la tête de l'OAS-Métropole

sont Paul Vanuxem, André Regard, Pierre Sergent et enfin André Canal. Fixée en Espagne, sa troisième branche (Antoine Argoud, Pierre Lagailarde, Joseph Ortiz...) ne reconnaît pas l'autorité d'Alger.

● **Victimes.** L'OAS est responsable d'environ 2 000 assassinats en Algérie, dont 85 % de musulmans. On lui doit de nombreux attentats et vols d'armes en métropole (18 explosions de plastic à Paris pour la seule nuit du 17 au 18 janvier 1962). Les domiciles du directeur du Monde, Hubert Beuve-Méry, et de trois de ses journalistes (dont Jacques Fauvet) seront plastiqués en 1962.

# Le « porteur de valises » est désenchanté, pas amer

« ON A ÉTÉ ÉTHIQUES PLUS QUE POLITIQUES. IDIOTS, MAIS AUSSI UTILES », DIT JEAN-MARIE BOËGLIN, QUI CRÉA EN 1959 UN RÉSEAU DE SOUTIEN AU FLN. « JE N'AI PAS SU DÉJOUER LES PIÈGES DU NATIONALISME », REGRETTE CET EX-ADHÉRENT FERVENT DE LA « RÉVOLUTION ALGÉRIENNE »

L ne déteste pas les formules, pourvu qu'elles soient drôles. Celle de Lénine, qui qualifiait certains des étrangers, supporteurs de la révolution russe, d'« idiots utiles », l'a toujours amusé. Jean-Marie Boëglin sourit. Un « idiot utile », c'est bien ce qu'il a été, lui aussi !

Chef du réseau lyonnais des « porteurs de valises » à la fin des années 1950, exilé au Maroc en juin 1961, puis installé en Algérie de juillet 1962 à juin 1981, l'ancien « pied-rouge », ami de l'écrivain Kateb Yacine et cofondateur du Théâtre national algérien (TNA),

sait de quoi il parle. De la « Révolution algérienne », il est revenu depuis longtemps. De l'Algérie, pas tout à fait. « Je suis désenchanté, c'est vrai. Mais pas désengagé. »

Dans leur livre, *Les Porteurs de valises* (Albin Michel, 1979), Hervé Hamon et Patrick Rotman ont raconté l'histoire de ces Français de l'ombre, qui ont, dès février 1956, aidé les militants algériens du FLN, hébergeant clandestinement ses responsables ou transportant des fonds, voire des armes. Boëglin et son réseau lyonnais y sont cités, bien sûr. Ce dernier confirme :

« Tout ce que racontent Hamon et Rotman est exact. »

Ne manquent, peut-être, que ces « cauchemars » et ces « fantômes », dont il a mis lui-même des années à reconnaître l'existence. Il n'a pas été seul. Au moment où *Les Porteurs de valises* ont été publiés, le mythe d'une Algérie démocratique et populaire était encore prégnant au sein de la gauche française. Longtemps, Jean-Marie Boëglin y a cru, lui aussi.

C'est aux côtés de son père, un cheminot de Chalon-sur-Saône, responsable FTP (francs-tireurs et partisans) pendant la seconde guerre mondiale, que le futur « porteur de valises » a fait ses premières armes. En 1945, à la Libération, il a 15 ans et s'inscrit « tout naturellement » aux Jeunesses communistes. Il en est exclu deux ans après, sous l'accusation d'« anarchisme ». En 1951, il rencontre l'acteur et metteur en scène Roger Planchon, qu'il rejoindra plus tard à Lyon, quand sera créé le Théâtre de la Cité de Villeurbanne, et un comédien algérien, Mohamed Boudia, avec qui il se lie d'amitié.

Passionné de théâtre, le jeune provincial ne connaît presque rien de l'Algérie. En 1956, son « job » de journaliste à *L'Union* de Reims l'amène à couvrir « toutes les manifestations de rappelés » : dans plusieurs villes de France, les trains assurant le transport des troupes pour l'Algérie sont sabotés. En 1957, alors qu'il a rejoint Planchon à Villeurbanne, il apprend la mort d'un des responsables du théâtre de la cité universitaire de Grenoble. Le jeune homme, Kader, avait été « emmené à Lyon, rue Vauban, et torturé à mort », se rappelle Jean-Marie Boëglin. C'est le déclic. Sans trop réfléchir, il propose ses services aux amis algériens de Kader. La machine est lancée.

« Au fond, je suis devenu porteur de valises par égoïsme. Pour ne pas avoir honte de moi », s'esclaffe-t-il aujourd'hui. Pendant plusieurs mois, il sert de « facteur » aux militants du FLN de la « willaya III » française, qui regroupe la vallée du Rhône et les Alpes. En 1959, à la suite d'une vague d'arrestations, à Lyon et dans la région, de militants algériens et de Français qui leur ont apporté leur aide, le FLN suggère à Jean-Marie Boëglin de former son

propre réseau. En quelques semaines, c'est chose faite.

Le réseau Boëglin, fort d'une cinquantaine de personnes, fonctionne en cellules qui n'ont aucune relation entre elles. Lui-même n'a de contacts qu'avec les chefs de cellule – à charge, pour ces derniers, de recruter leurs propres troupes et d'organiser l'action clandestine.

« Au fond, j'ai fait ça par égoïsme, pour ne pas avoir honte de moi »

JEAN-MARIE BOËGLIN

Comme nom de guerre, Boëglin choisit celui d'Artaud – clin d'œil à Antonin Artaud, le dramaturge.

Son réseau, qui travaille en liaison avec les équipes de Francis Jeanson, puis avec celles d'Henri Curiel, semble rôdê. Jusqu'à ce jour de novembre 1960, où un militant algérien est arrêté et retourné par la police. Plusieurs membres du réseau lyonnais sont jetés en prison. Ils y resteront vingt-huit mois. Lui-même, filant d'une cache à l'autre, de Paris à Milan en passant par Megève, suit de loin, par journaux et informateurs interposés, le déroulement du procès de ses amis.

« Un jour, le juge a demandé à quoi servaient les sacs de ciment que la police avait trouvés, rangés dans une des planques de l'organisation. Je ne sais même plus si quelqu'un lui a répondu », lâche-t-il, avec un rire nerveux, terrible. Lui, il savait ! Rétifs ou trop lents à payer leurs cotisations au FLN, bien des Algériens sont morts pour l'exemple. Les pieds coulés dans le ciment. « Si les eaux du canal de Jonage pouvaient parler... », s'écrite Jean-Marie Boëglin, la voix cassée soudain.

A l'issue du procès, il est condamné par contumace à dix ans de prison et à la privation de ses droits civiques. C'est Jeanson qui le convainc, lors d'une brève rencontre à Bruxelles, d'accompagner clandestinement jusqu'au Maroc les

« évadées de la Petite-Roquette » : quatre « porteuses de valises » que les réseaux militants ont réussi à faire sortir de la prison (aujourd'hui détruite) de la rue de la Roquette, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. En juin 1961, la petite bande arrive à Tanger, puis gagne la capitale, Rabat, – où Boëglin obtient le statut de réfugié politique.

Comme d'autres exilés, eux aussi condamnés par la justice française, il aurait pu rentrer en France en 1966, année où l'amnistie est accordée. L'idée ne lui plaît pas. « *Qu'on nous mette, nous, les anticolonialistes qui avaient aidé l'Algérie, sur le même plan que l'OAS, ça m'a mis hors de moi*, explique-t-il. *J'ai boudé l'amnistie.* » Installé à Alger au lendemain de l'indépendance, il décide d'y rester. « *C'était le temps des utopies, des turbulences, le temps de l'Afrique. Che Guevara nous rendait visite. Nous avons cru vivre une époque nouvelle et contribuer à la naissance d'un homme nouveau !* », rappelle-t-il dans *Alger, chronique urbaine* (Bouchène, 2001), le livre de son ami l'architecte Jean-Jacques Deluz, lui aussi installé à Alger.

Pour le « pied-rouge » Jean-Marie Boëglin, ces années algéroises sont belles. Il ne veut pas voir les lézardes qui menacent l'édifice. Après avoir participé, en 1963, aux côtés de son vieil ami Mohamed Boudia, à la création du TNA, il prend la direction de la section d'art dramatique de l'Institut national de formation dramatique et chorégraphique de Bordj El-Kiffan. L'obliga-

tion de jouer les pièces en arabe littéraire (difficilement compréhensible du grand public, contrairement à l'arabe dialectal et au français) ne le choque pas outre mesure. Pas plus que le mépris où sont alors tenues les femmes qui souhaitent faire du théâtre leur métier.

« *La profession de comédienne ou de danseuse était alors, comme en Europe au début du siècle, plus ou moins assimilée à la prostitution ou, plus exactement, au métier de courtisane* », reconnaît-il en 1995, lors d'un colloque en France. De même, sur la question des harkis, il avoue s'être réveillé bien tard, ayant longtemps minimisé l'ampleur des représailles. De cet « aveuglement » tenace, Jean-Marie Boëglin ne tente pas de se disculper : « *Aujourd'hui, comme beaucoup d'autres, je me sens complice et victime* », ajoute-t-il. *Complice de m'être accommodé du discours dominant sur "la religion, fer de lance de la résistance au colonialisme"*. Victime aussi, parce que je n'ai pas su déjouer les pièges du nationalisme – que j'habillais, moi, le « petit blanc » culpabilisant, de toutes les vertus... »

Dans l'appartement grenoblois, quai de France, où il vit désormais, Jean-Marie Boëglin a accroché deux tableaux de Baya, la grande peintre algérienne, aujourd'hui décédée. « *Tout compte fait, je ne m'en veux pas : on était des gens éthiques, plus que politiques. Et si on a été idiots, on a aussi été... utiles. Malgré tout !* »

Catherine Simon

## Ce que fut le « réseau Jeanson »

Combien furent-ils ? Le secret est, jusqu'à ce jour, bien gardé. Quelques dizaines de vrais activistes, quelques petites centaines de collaborateurs, pas plus : communistes en rupture de ban, chrétiens de gauche anticolonialistes – on comptera plusieurs prêtres dans leurs rangs –, militants des droits de l'homme avant l'heure. De 1957 à 1961, les membres du « réseau Jeanson », organisés en petits groupes clandestins et cloisonnés en France, aident le FLN sans trop poser de questions sur les missions qui leur sont confiées : transmission de messages, transport de fonds, d'armes – d'explosifs, parfois.

A leur tête : Francis Jeanson, spécialiste de Jean-Paul Sartre (il avait publié un *Sartre par lui-même* dès 1955), et Henri Curiel, compagnon de route du communisme et militant anticolonialiste. Le 1<sup>er</sup> octobre 1960, Jeanson sera condamné par contumace à dix ans de prison, lors du célèbre procès de son réseau. Curiel, arrêté peu après, sera libéré en juillet 1962 sans avoir été jugé. Il sera assassiné en mai 1978 à Paris ; ses meurtriers n'ont jamais été retrouvés.

■ C'est avec ces faux papiers que Yacoubi Ahmed, alias Jean-Marie Boëglin, homme de théâtre et membre du réseau Jeanson, condamné par contumace à dix ans de réclusion en 1960, passera du Maroc en Algérie en août 1962 (ci-dessous, à Tlemcen après son arrivée).

D'IDENTIFICATION

N° 1972/6

NOM : YACOUBI

PRENOM : cahmes

Né le : 1932 à Alger

Profession : Docteur

Domicilié à : COUSAA

Marié ou célibataire (1) :

Nombre de personnes à charge : 2

RAPATRIÉ LE 8 AOUT 1962 SUR ALGER

1) Barrer la mention inutile

ALGÉRIE  
IMAGES

## Retour aux sources

SOLDAT EN KABYLIE DE 1960 À 1962, MARC GARRANGER A PRIS DES MILLIERS DE CLICHÉS DE MILITAIRES, DE COMBATTANTS DU FLN ET SURTOUT DES POPULATIONS LOCALES. IL Y EST RETOURNÉ POUR « LE MONDE », À LA RECHERCHE DE CEUX QUE SON OBJECTIF AVAIT HAPPÉS, IL Y A 44 ANS

**P**ARFOIS, ses yeux s'embuent. La voix, brusquement, se voile. Ou, quelques secondes, au bord d'être envahi, il s'arrête de parler. L'émotion remonte, trop forte. Marc Garranger revient d'Algérie. Il a revu les lieux mêmes où il a servi sous les drapeaux, les bourgs et les mechtas dont son bataillon avait la charge, les gens qu'il a photographiés, pendant deux ans. C'était il y a quarante-quatre ans. Des clichés de l'époque, il en a quelque 20 000...

Il a revu Benchérif, le commandant local de l'ALN, qui a connu les prisons françaises (photos 6) et qui, sous Boumediène, est devenu le patron de la gendar-

merie algérienne. Il a rencontré le fils de Bouakli, le commissaire politique du FLN – capturé, torturé et décédé dans la caserne où lui, Marc, servait. Le fils avait alors 7 ans, et il n'avait jamais cette dernière photo de son père, blessé, sur son lit de camp. Celle où il est encore vivant.

Quand Marc la lui a montrée, il l'a embrassée sous ses yeux, éperdu de reconnaissance (photos 8). Mais surtout il a revu tous ces gens, ces hommes, ces femmes, ces enfants qu'il a côtoyés, dans cette Kabylie du sud où, bidasse, il était affecté, et qui se sont reconnus sur ses clichés. Avant de retourner en Algérie, Marc

était partagé entre l'enthousiasme – revoir les lieux et les gens qui ont marqué, dit-il, « l'expérience fondamentale » de sa vie –, l'inquiétude – qui retrouverait-il ? – et une certaine anxiété : comment se passeraient ces retrouvailles entre l'ancien photographe en uniforme et ces Algériens dont la plupart espéraient alors le voir, lui et ses congénères soldats, déguerpir de chez eux.

Leur accueil, dit-il, « a été au-delà de ce que j'espérais, un bonheur extraordinaire ». Étonnante histoire que

celle de Marc Garranger. Il a 15 ans en 1950, lorsqu'il commence à « shooter » de-ci de-là avec un vieux Folding 6 x 9 de 1935 appartenant à ses parents. L'adolescent adore ça. A 17 ans, son père lui offre un Focca 35 mm. Mais pour ce dernier, photographe, ce n'est pas un métier. Marc devient instituteur. Sursitaire, il poursuit des études de sciences naturelles à l'université. Premier grand voyage en 1957, au Sénégal et au futur Mali. Et premier choc. « J'ai découvert les colonies, les gens n'y parlaient que d'indépendance. »



SUIITE PAGE XIV ●●●

## 1. LA FEMME DU BIJOUTIER

**Marc Garranger :** « Lorsque le déplacement des populations dans des "villages de regroupement" a été entrepris par l'armée, il m'a été demandé de faire des photos d'identité de tous les habitants. Cette femme, c'est Cherid Barkouane. Elle était l'une des deux femmes de Ferhat Mansour, le bijoutier du village de Bordj Okhriss, dans notre zone militaire. Il travaillait surtout l'argent et fabriquait des merveilles. Sa femme (à droite) avait 40 ans quand je l'ai photographiée. Tous les villageois devaient "y passer". Au début, les femmes enlevaient le voile, qu'elles posaient sur leurs épaules, mais gardaient leur chèche sur la tête. L'officier a alors exigé qu'elles le retirent aussi. C'était une terrible humiliation, pour elles, d'apparaître "en cheveux" devant des soldats français. La plupart me fusillaient des yeux. Mais regardez le regard de celle-ci : il exprime d'abord une détresse inouïe.

La plupart d'entre elles sont mortes aujourd'hui. Lorsque j'ai montré à quelqu'un du village une vieille photo de Ferhat dans son atelier, il m'a dit que sa femme était encore en vie. Celle-ci a aujourd'hui 84 ans. Elle est encore terriblement vive. Je lui ai montré mon livre sur les femmes algériennes. Elle s'est reconnue, a reconnu d'autres personnes. Elle n'avait jamais vu ces photos. Ensuite, ça a été formidable. Je n'ai plus eu aucun problème pour faire cette photo de Cherid, entourée de ses petits enfants. »

PHOTOS  
MARC GARRANGER  
POUR**Le Monde**

Marc Garranger a publié deux albums sur l'Algérie : *La guerre d'Algérie vue par un appelé du contingent* (Le Seuil, 1984, réédition 2001) et *Femmes algériennes 1960* (1982, réédition Atlantica, 2002).



**2. « MAX LE MENTEUR » ET LA « COMÉDIE » DU PUTSCH D'ALGER**  
**M. G. :** « Lui, c'est "Max le menteur". Ce n'était pas son nom, bien sûr, mais tout le régiment l'appelait comme ça. Il avait 20 ans. C'était un camelot qui écumait les marchés en région parisienne, un gars malin, un hâbleur. Pour lui aussi cette guerre était absurde. Cette photo (à droite), je l'ai prise à Alger. Il est de dos, dans le half-track (photo de gauche). Moi, je suis assis derrière lui. Pendant le "putsch

des généraux" (22-25 avril 1961), le commandant n'avait pas bougé. Lorsque, le 25 à minuit, on a entendu à la radio que les putschistes s'étaient rendus, il a dit "on fait route pour Alger !" Brusquement, il voulait montrer sa "loyauté" à de Gaulle. On est tous montés dans des half-tracks. On a roulé tous feux éteints vers Alger. En route, on a vu un régiment qui avait soutenu le putsch et qui faisait le chemin inverse. On s'est regardés sans un mot.

On est parvenu à 7 heures du matin à Alger. Tout était calme. Des CRS géraient la circulation. Des pieds-noirs, aux fenêtres, comprenant qu'on était des "loyalistes", nous insultaient, nous faisaient des bras d'honneur. Tout ça était bidon. Notre arrivée à Alger était une comédie. On est resté la journée et on est reparti le soir. Démobilisé, "Max" a repris les marchés. On a continué à se voir de temps à autre. Aujourd'hui, il est retraité (photo de gauche). »



# ALGÉRIE

## IMAGES



### 3. LES DANSEUSES DE LA FÊTE DE LA FÉCONDITÉ

M. G. : « J'adore cette photo (ci-contre). Je l'ai prise, en mars 1960, lors d'une fête religieuse de printemps, destinée à assurer la fécondité des récoltes et des animaux. Je venais à peine d'arriver en Algérie. Les populations locales étaient essentiellement des Berbères arabisés. A l'époque, les femmes se paraient de leurs plus beaux atours pour cette fête. Le marabout réglait le cérémonial, faisait les prières, et les gens, à tour de rôle, lui agrafaient un billet sur le gilet. Je suis revenu sur le lieu, et l'une des femmes s'est reconnue sur la photo. Ça a été un moment fou. Elle m'a dit que l'autre vivait encore, et on s'est tous retrouvés chez elle. Elles sont très vieilles, aujourd'hui. Je crois que j'étais encore plus ému qu'elles. Celle de gauche (ci-dessus) se nomme Messaouda Lagounie, celle de droite, qui sourit à la cantonade, Mazia Ouail. Autour d'elles, il y avait leurs familles, plusieurs générations. Tout le monde se passait la vieille photo d'il y a quarante-quatre ans de main en main. Avec la guerre contre les islamistes, ces fêtes de la fécondité ont désormais été annulées pour "raisons de sécurité". »



### 4. HADDA ET SON « MALABAR » DE FRÈRE

M. G. : « Je suis à Aïn Terzine, montrant mes albums, quand, soudainement, une femme dit "c'est moi, c'est moi, la petite fille, là" (ci-dessus). Elle s'appelle Hadda Kahloul. Elle avait 8 ou 9 ans à l'époque. Elle fait partie de tous ces gens que je photographiais de ma propre initiative. Aujourd'hui, elle est mère de famille. "Vous voulez voir mon petit frère, celui qui est dans mon dos ?" me demande-t-elle. "C'est lui, là, dans le champ, qui laboure sur le tracteur". Il s'appelle Saïd, un véritable malabar (assis près d'elle, photo ci-dessus). Il arrive et elle lui montre la photo. Il était dans un état d'émotion indescriptible. Ces gens n'avaient pas d'appareil photo, ils n'ont pas de photos de leur petite enfance. Ils m'ont fait un accueil incroyable. A Aïn Terzine, tous les anciens se souvenaient du "photographe de l'armée"... »



### 5. LE MESDOUR, UN « VILLAGE DE REGROUPEMENT »

M. G. : « J'ai pris cette photo d'hélicoptère. Un "village de regroupement", c'était ça. On construisait un fortin, puis les villageois des environs étaient forcés de quitter leurs fermes isolées, qui étaient ensuite rasées, pour venir rebâtir leurs maisons dans des rues disposées en enfilade pour que, du fort, la mitrailleuse puisse tout contrôler du haut de la tour. L'idée était de vider le djebel des populations, pour le transformer en zone interdite

et isoler le FLN. Sur place, les gens devaient eux-mêmes reconstruire leurs *mechtas* en terre ; ça n'a pas coûté un sou à l'armée. Ce village s'appelait le Mesdour. Aujourd'hui, il est méconnaissable. Je n'ai pas pu y retrouver l'emplacement de la tour du fortin. C'est une cité de HLM comme on en voit partout en Algérie, avec des constructions pavillonnaires qui ont poussé de manière complètement anarchique. Il reste ici et là quelques *mechtas* en terre, qui servent en général de rangement. »

# ALGÉRIE

## IMAGES



### 6. LE « FELLAGA » CAPTURÉ DEVENU COLONEL

**M. G. :** « Le 25 octobre, le colonel m'a fait venir au QG du secteur, à Aumale. Ahmed Benchérif, le chef de l'ALN, l'Armée de libération nationale, venait d'être capturé. Les services psychologiques du régiment avaient préparé un tract, qu'ils s'approprièrent à diffuser dans les douars. L'objectif était de démoraliser les gens. Le tract disait : *"Les échecs du FLN continuent. Le soi-disant commandant BEN CHÉRIF vient à son tour d'être débusqué de sa tanière. Menant à la mort de nombreux chefs de la zone 1 de la willaya 4, il s'est rendu, lui, sans combattre, en agitant à la pointe de son arme un caleçon en guise de drapeau blanc. Djounoud, n'attendez pas d'être obligés d'agiter votre caleçon comme BEN CHÉRIF. Soyez plus dignes, cessez ces combats inutiles."*

Le colonel me dit : *"Prenez une photo du type, on va la mettre au dos du tract."* On n'a pas échangé un mot. Benchérif m'a lancé ce regard, et j'ai shooté (ci-contre). Quand le colonel a vu la photo, il l'a observée et m'a dit : *"On ne va pas la mettre."* Pour la première fois, un officier s'est aperçu que mes photos ne correspondaient pas à son discours. Les autres officiers, eux, n'y voyaient que du feu. Le tract disait que cet homme était un traître et un lâche. Or son regard, sur le cliché, dit exactement l'inverse. Une fierté, une détermination extraordinaire. Personne ne pouvait croire que cet homme-là s'était rendu *"le caleçon à la main"*.

J'ai revu Benchérif une première fois en 1975. Sous Boumediène, il était devenu colonel, commandant de la gendarmerie. Aujourd'hui, il vit, retraité, à Alger. Quand il a su que je venais, il m'a accompagné et il est resté une journée avec moi sur place. Il m'a aidé à retrouver certaines personnes. Là, il est assis avec deux jeunes et deux anciens (ci-dessous), à Aïn Terzine. »



### 7. LE HARKI RESTÉ AU VILLAGE ET LE HARKI DISPARU

**M. G. :** « A l'époque, le mardi était jour de marché à Bordj Okhriss. J'y suis donc allé un mardi : ça l'est toujours. Les gens feuilletaient mes photos quand mon traducteur, montrant l'un d'eux, me dit : *"Celui-là, c'est un harki"* (ci-contre, photo de droite). Il regardait la photo de Bouakli, le commissaire politique de l'ALN, sur son brancard (ci-dessous) après sa capture. On lui a expliqué qui j'étais et il m'a dit : *"Bonjour, collègue."* Collègue ! Ça m'a fait drôle. Ce type avait fait partie de la harka locale. C'était un "collabo" de l'armée française, et il est resté là. Il ne cache pas du tout qu'il a été harki à l'époque. Il y a des lieux, comme ça, en Algérie, où les gens ont surmonté leurs contradictions. Des harkis, j'en avais beaucoup photographié à Bordj Okhriss. Ils portaient un uniforme de combat et un calot distribués par les Français. Le cliché du harki de la photo de gauche a été pris le jour de l'Aïd, en 1961. Sa femme prépare le couscous, sa petite fille rayonne de joie dans les bras de son père. Mais lui a les yeux de la peur. Il porte sur son visage une frayeur incommensurable, comme s'il savait déjà qu'il avait choisi le mauvais camp. J'ai demandé autour de moi, personne ne l'a reconnu. Il a disparu. Peut-être est-il parti, peut-être a-t-il été tué après la victoire du FLN. Ou peut-être que personne, à Bordj Okhriss, n'a voulu se souvenir. »



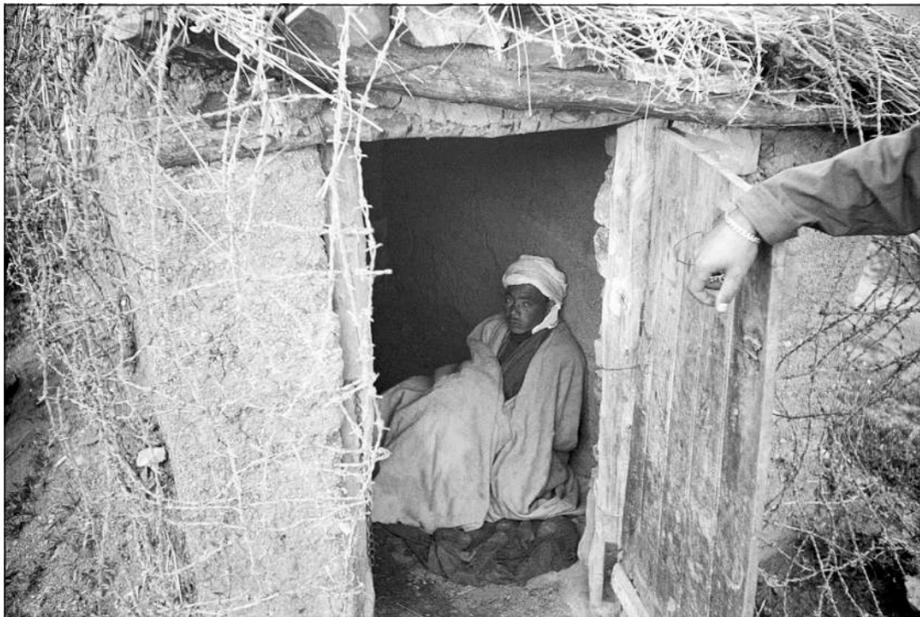
### 8. LA MORT DU PÈRE, L'ÉMOTION DU FILS

**M. G. :** « Pour moi, la photo de droite est peut-être la plus importante de toutes celles que j'ai faites. Je l'ai prise le 19 mars 1960, très peu de temps après mon arrivée en Algérie. Le commissaire politique du FLN, Ameziane dit Saïd Bouakli, avait été blessé à la jambe dans un accrochage et capturé. On m'a demandé de prendre un cliché sur le lit de camp où il gisait, dans le bureau de l'officier de renseignement du bataillon. J'ai pris cette photo, puis une autre. On voit bien que le prisonnier n'a qu'une seule blessure, sa jambe est bandée. En haut à gauche, on voit le genou du type que chacun connaissait pour pratiquer les tortures. Ensuite, je suis allé faire la photo du garde du corps de Bouakli, qui, valide, était resté jusqu'à sa capture avec lui. Il s'appelait Ouail Mohamed. Il a été abattu sur place. On voit nettement la balle en pleine poitrine, tirée à bout portant (ci-dessus, à gauche). A l'époque, on ne faisait pas de prisonniers. Quelques

semaines après, je suis allé prendre la photo du lieu où Bouakli avait été enterré. Surtout, j'ai eu entre les mains le constat de la gendarmerie. *"Le commissaire Meziane, disait-il, commettant une erreur, puisqu'il s'appelait Ameziane, est mort à la suite de blessures par balles à la jambe gauche, au thorax et dans la boîte crânienne."*

J'étais arrivé depuis moins de trois semaines, et là, j'avais tout compris sur ce qui se passait. Ma photo : une balle dans la jambe. Le constat officiel : trois balles, dont une dans la tête. Quand je suis revenu à Bordj Okhriss, c'est son fils, Ahmed Ameziane, qui m'a trouvé. On a d'abord parlé. Il m'a dit : *"J'avais 7 ans quand mon père est mort."* J'ai sorti mes photos. Celle-là, il ne l'avait jamais vue, seulement une petite photo cadrée sur le visage, paru dans un livre d'Henri Alleg. L'émotion l'a alors submergé. Il est resté silencieux devant elle, puis il a porté l'album à ses lèvres et il a embrassé la photo. J'étais bouleversé. Ensuite, on est resté longtemps à parler. »



ALGÉRIE  
IMAGES

## 9. LA « PORCHERIE » ET LE PRISONNIER

**M. G. :** « Cette porcherie de l'ancienne maison forestière du seul pied-noir du coin était devenue le lieu d'incarcération du camp d'Aïn Terzine. A l'époque, elle était entourée de barbelés. L'endroit était très sale : c'est là que l'on parquait

les "fells" en attente de leur interrogatoire. C'était une pièce minuscule ; personne n'y revenait jamais. Ce jour-là, quand quelqu'un a ouvert la petite porte, il n'y avait qu'un seul prisonnier. J'ai shooté instantanément. On voit dans son regard la terreur avant d'être interrogé.

Les gens du FLN savaient à quoi ils s'exposaient, s'ils étaient capturés. Quarante-quatre ans plus tard, à mon immense surprise, j'ai retrouvé cette bâtisse. Elle avait été un peu retapée. Les gens l'appellent "la maison de l'âne", parce que c'est là qu'on le met pour la nuit... »



## 10. L'ÉGLISE, LA MOSQUÉE...

**M. G. :** « C'est jour de défilé des troupes françaises, à Aumale. Au centre, on aperçoit le colonel. Derrière, l'église, avec, juste devant, le monument aux morts, surmonté de la plaque RF, République française. Aumale était la grande ville du secteur. Elle a peu changé, sinon qu'elle se nomme désormais Sour el-Ghozlane, que des HLM ont poussé comme des champignons dans les faubourgs tout autour, qu'on y voit beaucoup de femmes en habit gris islamique, et... qu'une mosquée a remplacé l'église ! Le monument aux morts, lui, est devenu le socle d'une statue (visible sur la photo ci-dessous, à gauche de la mosquée). »



## ●●● SUITE DE LA PAGE XI

Etudiant, Marc est sursitaire. Mais, en novembre 1959, le couperet tombe : il est appelé sous les drapeaux. Et, début mars 1960, au camp Frileuse où il est soldat de 2<sup>e</sup> classe, la nouvelle tombe : « *Le régiment part en Algérie.* » Dans quel état d'esprit y allait-il ? « *Je ne voulais pas y aller. J'espérais rester en France : les services photographiques de l'armée, à Vincennes, m'avaient promis de me prendre, mais l'affectation n'est jamais arrivée. Quand la nouvelle est tombée, j'ai été dans une déprime inimaginable. J'avais une fille de trois mois. Et je savais que tout ça était foutu. L'écrivain [communiste] Roger Vailland m'avait foutu. Je l'avais rencontré plusieurs fois en 1958-1959. Il était en rupture de ban avec le PC. Ses mots m'avaient frappé : "La guerre d'Algérie est une guerre coloniale. Comme celle du Vietnam, elle est vouée à l'échec". En partant, j'étais convaincu qu'elle était inutile et serait perdue.* »

Marseille, le bateau pour Alger, le train jusqu'à Bouira, enfin le camion pour Aumale (aujourd'hui Sour el-Ghozlane) où se trouve le QG du régiment. Son bataillon est affecté à Aïn Terzine, une région montagneuse, rocailleuse, dure. La population est berbère arabisée. Marc a 25 ans. Plus âgé que les autres soldats, il est aussi étudiant. Un intello ? Au secrétariat ! Il laisse traîner quelques photos sur son bureau, le commandant a une idée : il le bombarde « photographe du régiment ». Un poste, dit Marc, « *qui n'avait aucun statut militaire.* » Pourquoi l'officier a-t-il pris cette décision ? « *Il voulait se faire mousser auprès du colonel, lui montrer ses succès.* » La vie de Marc Garranger bascule. « *Je devais photographier ceux que l'on m'indiquait, mais personne ne se préoccupait de ce que je photographiais par ailleurs. Les gars voulaient que je les prenne aussi, ça leur faisait des souvenirs. Moi, je n'avais qu'une idée : shooter au maximum, pour montrer la réalité des gens, ce qu'était une guerre coloniale. Ni les officiers ni les bidasses, ne comprenaient ce qui me motivait. Au contraire, tout le monde était content.* » Alors il va faire, vingt-quatre mois durant, son travail de bidasse photographe officieux,

masquant sentiments et convictions. Et « *shooter* » ce qu'on lui demande – et ce qu'on ne lui demande pas. « *Je recevais des ordres, mais j'avais aussi une liberté inouïe.* » De ces milliers de photos, il fera, plus tard, des livres et de nombreuses expositions.

Son premier choc survient à peine arrivé. Un bidasse le tire par la manche. « *Viens voir, on a capturé un prisonnier important.* » L'homme, Saïd Bouakli, git dans le local du renseignement militaire, une balle dans la cuisse. Il est commissaire politique du FLN de la zone. La photo faite, le commandant lui intime cet ordre qui retentit encore à ses oreilles : « *Garranger, va photographier les fells au tapis !* » Il part en hélicoptère, avec le commando de chasse, jusqu'au lieu où Bouakli et ses djounouds s'étaient fait piéger. Ceux-ci gisent là, morts. Le commando ne faisait pas de prisonniers. Il ramenait celui qui comptait pour l'interroger. Les autres... « *Quand j'ai vu ça, je n'ai plus eu aucun doute sur la nature de cette guerre,* » dit Marc.

« *Le commandant disait "Hop là, on y va." Je devais partir avec lui, généralement en jeep, parfois en hélicoptère. Il avait un quota d'heures de vol mensuel. Parfois, le*



**M. G. :** « Oumerriche Saou, petite fille dans les rues de Mesdour. Aujourd'hui, elle vit près de Paris. »



mois se terminait et il ne l'avait pas atteint. Alors il me lançait "mission photo !" Je montais dans l'hélico avec un pilote et je parlais photographe. Des fois, on faisait la chasse à la perdrix ! C'était dingue ». La grande théorie de l'armée, à l'époque, s'appelle « pacification ». Objectif : regrouper les paysans pour les extraire à l'influence du FLN. D'hélicoptère, Marc va photographier ces « villages de regroupement » construits pour « protéger les populations ». L'alignement des rues, prises en enfilade par une mitrailleuse sur la tour, montre bien qu'il s'agissait d'abord de les contrôler (photos 4). « *C'était une supercherie. Les gens étaient déracinés, les lieux où ils avaient habité rasés et décrétés zone interdite. Quiconque s'y trouvait encore pouvait être tué sans sommation.* »

Une fois ces villages bâtis, « *le commandant a dit : "Il faut que ces gens aient des papiers d'identité." Là, je me suis beaucoup demandé quoi faire. C'était participer à une opération de contrôle policier. J'avais en tête les célèbres photos d'Indiens d'Edward Curtis, réalisées en 1900 aux Etats-Unis. Je me suis dit : ici c'est pareil. J'ai décidé de le faire, mais pas comme on me le demandait. Au lieu de photos d'identité, j'ai fait des portraits en buste. Les gens atten-*

daient, les femmes voilées. Je plaçais un tabouret à l'ombre d'une mechta, ils s'asseyaient l'un après l'autre, et je prenais instantanément un seul cliché. Presque tous avaient le visage de la protestation. Un regard de détestation. La plupart étaient des femmes. Les hommes étaient soit au maquis, soit membres d'une harka. Les femmes m'assassinaient du regard, surtout celles qu'on avait obligées à retirer leur chèche ». Lorsque Marc est rentré avec ses premiers portraits, le capitaine « *jubilait* », dit-il. « *Il a lancé à la cantonade : "Qu'elles sont laides, on dirait des macaques". Lui voyait des animaux, et moi je savais que mes photos disaient toute l'humanité de ces femmes.* »

Garranger sera démobilisé fin février 1962, quatre mois avant l'indépendance. En 1966, Pierre Gassmann, directeur du laboratoire Pictorial Service, le poussera à présenter un dossier devant le jury du prix Niepce. Lauréat, sa carrière est lancée. Plus tard – le milieu peut être cruel – il essuiera des reproches. Les photos de Garranger, diront certains, sont « *ambiguës* ». « *J'en ai entendu ! Surtout sur mes photos de femmes. On disait : "Ces images sont du viol, elles ont été prises de force, sur ordre". Moi, j'ai fait tous mes clichés dans l'unique idée de dénoncer le colonialisme. Et on me renvoie à mon statut de militaire dans l'armée coloniale. Mais mes photos parlent pour moi. Et pas un seul Algérien n'a jamais fait la moindre allusion au fait que j'étais militaire.* »

En août 2004, Marc Garranger est retourné, pour *Le Monde*, à Sour el-Ghozlane, à Aïn Terzine, au Mesdour, à Bordj Okhriss. « *J'avais peu de noms, mais beaucoup de traces. Tout c'est passé comme dans un rêve.* » Les gens se sont souvenus de lui : le fils du marabout, l'épouse du bijoutier... Le colonel Benchérif l'a aidé, les femmes se sont reconnues sur ses albums. « *Le contact a parfois été difficile. Mais dans la plupart des cas, les gens étaient émus au tréfonds. Ils se reconnaissaient, ou reconnaissaient d'autres personnes et m'amenaient les voir. J'ai vécu douze jours durant dans une transe exceptionnelle. Les gens me disaient : "Vous êtes rentré dans nos cœurs". Entendre ça, c'était fou.* » On va le laisser, il en pleurerait.

ALGÉRIE  
PASSAGES

## Les beurs, légataires du « grand bug »

LES ENFANTS FRANÇAIS D'ORIGINE ALGÉRIENNE SOUFFRENT DES SILENCES DE LA MÉMOIRE FAMILIALE. SILENCE SUR LES TERRIBLES CONFLITS INTRA-ALGÉRIENS DURANT LA GUERRE. ET SUR CETTE QUESTION : POURQUOI LEURS PARENTS SONT-ILS RESTÉS OU VENUS VIVRE EN FRANCE ?

**T**AIS-TOI, tu vas réveiller les haïnes ! » A table, la phrase a longtemps servi à la grand-mère Hadjam pour couper court aux questions embarrassantes de sa petite-fille sur les rivalités entre FLN et MNA, les frères ennemis du nationalisme algérien, au sein de la famille. Mimouna Hadjam, responsable de l'association Afrika à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), est de cette génération beur qui a grandi dans le silence assourdissant de la guerre d'Algérie et de ses drames. Assourdissant : Saïd Bouamama, aujourd'hui sociologue, se souvient, lui, que lorsqu'il était enfant, sa mère, à Roubaix, se réveillait parfois en hurlant. Plus tard, il a compris qu'elle avait été torturée (lire ci-dessous).

Les filles et fils d'immigrés algériens ont tous vécu la même épreuve : être né de parents apparemment sans histoire. Ou plutôt de parents terriblement silencieux, incapables de raconter et de transmettre un itinéraire paradoxal : après avoir désiré, cotisé et souvent lutté pour l'indépendance de l'Algérie, puis s'être usés au travail dans l'espoir de pouvoir, un jour, y rentrer, ils ont fait leur vie dans le pays qui leur avait dénié le droit à l'indépendance – chez l'ancien colonisateur, voire « l'ennemi ». De ce passé impossible à justifier au regard des schémas classiques de l'histoire, de ce « grand bug », selon l'expression de Malek Boutih, secrétaire national au Parti socialiste, résultent nombre d'incompréhensions, de craintes et d'obstacles au vivre ensemble.

Différents types de « cadavres » peuplent encore les placards de ces existences. Ils ne se rapportent pas qu'à la guerre. Les affrontements sanglants entre nationalistes algériens (qui ont fait plusieurs

milliers de morts en métropole) ont laissé des traces. Tokia Saïfi, ancienne secrétaire d'Etat aujourd'hui députée européenne (UMP), a appris, dans des conversations familiales, que son père, militant messaliste, avait failli être assassiné par des membres du

Les sifflets contre « La Marseillaise », en octobre 2001, témoignent de l'impossibilité à choisir entre la patrie des parents et la France

FLN.

Nombre de beurs ont également recueilli des confidences, souvent de leur mère, à la fois sur l'espoir formidable que suscitait la perspective de l'indépendance et sur le trouble que jetaient les méthodes coercitives du FLN.

Le nœud se situe en 1962, quand les émigrés, après avoir fêté l'indépendance, ont décidé de rester en France. Certains, après une tentative de retour dans la patrie reconquise, ont fait machine arrière, effarés par le désordre et le naufrage des promesses démocratiques. La mémoire n'a d'ailleurs pas retenu que, au moment même où les pieds-noirs étaient contraints de partir, s'amplifiait une vague inédite d'émigration d'Algériens vers la France (180 000 en 1962, 262 000 en 1963, contre 72 000 en 1960 et 103 000 en 1961). Ce mouvement

témoigne de la perception ambiguë que les émigrés ont eue de l'indépendance. Sociologue, Abdelmalek Sayad a montré comment la guerre, en vidant des zones entières de ses habitants, avait accéléré le phénomène d'émigration déclenché quelques décennies plus tôt par la confiscation des terres, consécutive à la colonisation.

L'indépendance, loin de stopper le mouvement, l'a décuplé. Ni l'Algérie, en pleine fièvre nationaliste, ni la France, gaullienne et pressée de tourner une page humiliante de l'histoire, n'ont jamais eu intérêt à souligner cette réalité qui contredisait les discours officiels mais, en fait, les servait : l'Algérie nouvelle y voyait un moyen de soulager ses tensions sociales, tandis qu'une France en pleine période d'expansion trouvait une main-d'œuvre bon marché. Ironiquement, la clause de des accords de paix d'Evian prévoyant le maintien de la libre circulation entre les deux pays, rendue illusoire par l'exode forcé des pieds-noirs, a trouvé à s'appliquer pour les Algériens.

La mise à l'écart de la Fédération de France du FLN par les clans qui s'emparent du pouvoir

## FLN contre MNA, une mémoire sanglante

La sanglante rivalité entre les deux branches du nationalisme algérien, le Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj et le Front de libération nationale (FLN), fait partie des réalités les plus fortement imprimées dans la mémoire de la « première génération » de l'immigration algérienne et transmises à leurs enfants. Cette violence a causé la mort de quelque 4 000 personnes, des Algériens pour la plupart, en métropole.

D'autres violences fratricides, en Algérie, alimentent cette mémoire douloureuse et occultée : le massacre dit « de Melouza » du 29 mai 1957, où plus de 300 villageois, accusés de sympathies messalistes, furent massacrés par l'ALN. Moins connue, mais présente dans les souvenirs, est la « nuit rouge » du 13 au 14 avril 1956, premier grand massacre de la guerre civile intra-algérienne : les 490 habitants du village kabyle de Tifraten, femmes et enfants inclus, furent égorgés. Le FLN les accusait d'avoir dénoncé aux Français ses exactions.

## Appelés, immigrés : des souvenirs distillés « peu à peu »

LE PÈRE DE CLOVIS GUERRIN ÉTAIT BIDASSE. CELUI DE JÉRÔME GAILDRAUD CHEF DE HARKA. CELUI DE YANN SIGG FUT MÉDECIN MILITAIRE ET DÉSERTEUR. CEUX DE SAMIA MESSAOUDI, SAÏD BOUAMANA, LINDA AMIRI, MILITANTS FLN. COMMENT ONT-ILS APPRIS CE QUE FUT LEUR VIE ?

**L**ES uns ont porté leur honte pendant plus de vingt ans. Les autres ont tu leurs faits de gloire militante. Parler de « sa » guerre d'Algérie, qu'elle ait été vécue du côté de l'armée occupante ou de celle de libération, fût souvent douloureux, voire impossible. Pourtant, la mémoire fut transmise. Par bribes, à des moments particuliers, les anciens appelés de l'armée française ou les militants du FLN ont raconté.

« Ces images m'ont hanté pendant vingt ans », dit Jean-Pierre Gaildraud, ancien chef de harka et professeur d'histoire. Cette obsession de la guerre, de l'horreur des amis tombés sous le feu, des scènes de représailles dans les bleds, de tortures, revient dans chaque évocation des anciens appelés. C'est toute une génération – plus d'un million et demi d'hommes concernés – qui, revenue du front, n'a pas pu, ni su, dire ce qu'elle avait vécu, dans une France alors en plein boom économique et qui ne voulait pas savoir. Alors, ils se sont tus, pendant de longues années.

« Quand je suis revenu, je venais de vivre un drame humain où j'avais été obligé d'abandonner ma compagnie de harkis, après les avoir désarmés. J'avais vu mon second égorgé. Mon père m'a dit : "Ne nous emmerde pas avec ta guerre." Je me suis heurté avec tous mes amis, militants de gauche,

comme avec ma femme... J'ai réalisé que je resterais incompris et je me suis enfermé dans ma coquille », se souvient Jean-Pierre. Son fils, Jérôme, a appris peu à peu. « J'ai posé des questions à l'adolescence. Mon père parlait très facilement de l'Algérie, du pays... mais pas de ce qu'il avait fait. Il ne se livrait qu'à ses réunions de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie » (la Fnaca), commente ce cadre de France Télécom. Pour qu'il comprenne mieux, son père l'a emmené, en 1990, sur le tournage du documentaire *Les Années algériennes*, de Bernard Favre. « Là, j'ai été saisi par ce lien si fort. »

La parole a semblé plus facile à Clovis Guerrin. Son père, Jean, a senti une urgence à se libérer lors de la publication du livre du général Aussaresses sur la torture en Algérie, en 2001 (lire page VIII). Il a alors adressé à chaque membre de sa famille son « droit d'inventaire », une dizaine de feuillets dans lesquels il racontait « sa » guerre : envoyé dans une palmerie de Bisakra comme responsable de poste, il y est resté deux ans « sans tirer un seul coup de feu, ni participé ou assisté à des tortures ou des exécutions », y écrit-il.

Son récit a été « plutôt bien reçu par ses frères, qui s'y sont retrouvés », se souvient Clovis. Lui n'avait pas attendu la prose paternelle pour « savoir qu'il avait fait

ce qu'il avait pu ». « Je n'ai ni honte ni fierté, je suis juste content qu'il ait fait en sorte qu'il n'y ait pas de violences là où il officiait », assure ce jeune lycéen de première.

De la fierté malgré tout, c'est ce que ressent Yvan Sigg, peintre et romancier. « C'était un père dur, autoritaire mais il est resté comme un résistant à mes yeux », admet-il.

« Mon père parlait très facilement de l'Algérie, du pays... mais pas de ce qu'il avait fait »

Alors que son père à l'impression qu'il ne s'est jamais intéressé à son passé – « il n'a jamais voulu en parler avec moi » – Yvan Sigg a le sentiment inverse. Celui d'avoir posé des questions restées sans réponse : « Je ne comprenais pas pourquoi il ne me racontait pas son histoire, au lieu de rédiger des boutiquins de psy sur la transmission de la mémoire ! »

Le trajet de Bernard Sigg, psychanalyste, jeune appelé alors interne en médecine, était pourtant plus facile à porter : un premier séjour au Maroc dans la marine, puis la mutation punitive en Algérie pour propagande pacifiste ; enfin la désertion, par refus de la torture : « Je devais remplacer un médecin aspirant qui "retapait" les prisonniers pour qu'ils tiennent plus longtemps ». Et, dès lors, le passage à la clandestinité, et l'aide aux Algériens, après l'indépendance. Le père a toujours estimé « n'avoir jamais rien caché », avoir même milité pour la libre parole au sein de l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre. Le fils

en Algérie en 1962 puis en 1965 augmentera encore le trouble, niant la contribution pourtant majeure des émigrés au combat pour l'indépendance.

Silences et mensonges ont laissé de lourdes traces. La génération des émigrés a construit sa vie sur la mystification d'un retour jamais accompli – sauf, parfois, au moment d'être inhumé. Les générations suivantes, prisonnières des discours, aussi bien français qu'algériens, niant le lien entre colonisation, guerre d'indépendance et émigration, restent les otages de ces ambiguïtés.

Produits de la décolonisation, héritiers de ce silence et de ces mensonges, les beurs en vivent les conséquences bien concrètes : racisme et discriminations marquées par la survivance des préjugés et des appellations injurieuses forgées pendant la colonisation et la guerre, ambiguïté de la relation avec la nationalité française que la loi, autre ironie de l'histoire, leur attribue à la naissance (car leurs parents sont nés en Algérie avant 1962, donc sur le sol français) alors que les parents, indigènes musulmans colonisés, n'ont jamais été

de véritables citoyens français. Significativement, nombre d'enfants d'immigrés ont attendu la disparition de leur père pour se faire établir une carte d'identité française et revendiquer un lien, souvent passionnel, avec la France.

Les impasses de la mémoire et de la transmission familiales produisent des traumatismes individuels dont témoigne la psychanalyste Alice Cherki dans un article (*Ni honte ni gloire, actualité du trauma*, éditions ERES, 2002). Elle décrit le cas d'un patient souffrant d'une grave asthénie et de la sensation de posséder des souvenirs « appartenant à quelqu'un d'autre ». Elle relie ces troubles à l'impossibilité, pour ce jeune homme, de savoir ce que ses parents ont fait pendant la guerre d'Algérie, et donc de s'inscrire dans une représentation « ni honteuse ni glorieuse » d'une Histoire concernant à la fois l'Algérie et la France.

Quand l'obsession d'un passé de souffrances méconnu domine la construction identitaire, la projection dans un avenir positif devient difficile, analyse Saïd Bouamama, auteur d'une enquête sur les enfants d'immigrés et de harkis. (*Les héritiers involontaires de la guerre d'Algérie*, éditions du Creops, 2002). Le sociologue voit dans le comportement de certains jeunes les traductions du malaise lié au fossé des mémoires : tendance à l'autonégation ou à la survalorisation, rapport méfiant au monde, refus des emplois manuels qui renvoie à des pères méprisés, rapport épidermique à l'injustice, qui évoque aussi le statut des parents.

Les mêmes silences confortent aussi l'usage de l'islam comme patrie imaginaire de substitution. Ils rendent insupportable l'injonction incessante des politiques à

choisir entre la France et l'Algérie, voire entre l'islam et la république. Ravageurs dans le débat politique français, les sifflets contre *La Marseillaise* et l'interruption du match de football France-Algérie, en octobre 2001, témoignent de cette impossibilité à choisir entre la patrie des parents, l'Algérie, et la sienne, la France, entre la fidélité familiale et l'évidence d'un choix de vie...

Et celle de la nécessité de réconcilier, ou du moins d'imbriquer l'histoire de la guerre d'Algérie et celle de l'immigration maghrébine, de mêler les mémoires pour réussir l'intégration. Un défi audacieux dans un pays où, selon Benjamin Stora, pas moins de 6 millions de personnes – anciens appelés, pieds-noirs, immigrés, harkis, porteurs de valise – ont « l'Algérie au cœur ».

Dans cet enrichissement historique, les enfants de l'immigration jouent un rôle moteur : la reconnaissance des événements du 17 octobre 1961, celle du rôle des troupes d'Afrique noire et du Nord dans la libération du pays, sont directement liées à leur action, tout comme la décision de créer une Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Aujourd'hui, nombre de travailleurs sociaux et d'enseignants ont conscience que la rupture avec les silences du passé est un passage obligé de la construction, forcément complexe, des jeunes. Leur existence partagée leur permettra de s'inscrire dans une généalogie collective. Mais combien de temps faudra-t-il encore, cinquante ans après l'insurrection algérienne, pour que les héritiers franco-algériens de la guerre parviennent à arrimer leur histoire familiale à l'Histoire de France ?

Philippe Bernard



■ Scène de la vie quotidienne des appelés : près de deux millions d'entre eux ont effectué leur service en Algérie entre 1954 et 1962.

du FLN, en France. « Il ne m'en avait pas parlé avant que je sois étudiante en histoire et que je l'interroge. Pour lui, cela faisait partie de sa jeunesse, c'était du passé. » Il lui a alors décrit les militants qui passaient relever les cotisations, le « devoir » de solidarité, les gens tués par le FLN pour leur refus de payer, l'angoisse des familles devant la violence policière mais aussi la solidarité concrète entre Algériens d'alors. « Les révélations sur la torture de ces dernières années ont réveillé beaucoup de choses auprès des anciens du FLN », assure la jeune femme.

Les premières commémorations, dès 1991, de la manifestation du 17 octobre 1961, à l'appel de la Fédération de France du FLN, que la préfecture de police prépara dans une violence inouïe (lire page VII), ont sonné aussi l'heure du souvenir. « Chaque année, depuis l'adolescence, mon père nous a bassinés avec cette manif. Il pensait avec raison que c'était important que nous sachions

que des Algériens, allant manifester dignement en famille contre le couvre-feu, s'étaient fait tirer dessus », relate Samia Messaoudi, écrivaine. Cette histoire, avoue-t-elle, a marqué sa génération.

Avec d'autres, elle a fondé une association – Au nom de la mémoire –, pour réclamer la reconnaissance officielle des massacres. « Mon père nous a raconté par bribes la violence et la peur, les jours suivant la manif d'octobre, où il fallait se compter pour savoir qui manquait à l'appel. » Elle se souvient – elle avait 7 ans – des sorties de son père pour la collecte des dons pour le FLN, la liste des contacts à la main ? De la boîte métallique où il rangeait soigneusement ses enveloppes. Des bijoux de la mère vendus pour la cause. Des espoirs déçus, aussi, quand elle questionnait sur ce qu'était devenue la révolution algérienne : « Il n'aimait pas qu'on critique l'Algérie. »

Sylvia Zappi

## Deux millions d'appelés

● **Appelés.** Deux millions de Français ont effectué leur service militaire en Algérie entre 1955 et 1962. Dès août 1955, le gouvernement Edgar Faure rappelle 60 000 jeunes soldats récemment libérés et maintient sous les drapeaux 180 000 recrues libérales. Un an plus tard, le gouvernement Guy Mollet accélère l'envoi du contingent en Algérie et

porte de 18 à 27 mois la durée du service militaire. Au plus fort de la guerre, 400 000 militaires français, dont 80 % d'appelés, quadrillent l'Algérie.

● **Victimes militaires.** Les pertes militaires s'élevaient à près de 25 000 morts, dont plus d'un tiers par accident (manipulation d'armes, transports, etc.), auxquels s'ajoutent 65 000 blessés et 485 disparus.

# Enquête sur l'enseignement de l'histoire en Algérie

DÉÇUS PAR DES MANUELS SCOLAIRES LONGTEMPS STÉRÉOTYPÉS, LES JEUNES VONT CHERCHER L'INFORMATION « AILLEURS : DANS LA PRESSE, À LA TÉLÉVISION OU CHEZ LES ISLAMISTES ». MAIS, MIRAGE OU RÉALITÉ, LA VOLONTÉ D'AGGIORNAMENTO S'EXPRIME DÉSORMAIS PARTOUT

**ALGER**

de nos envoyés spéciaux  
Entre l'ennui des commémorations rabâchées, la fierté d'être un petit enfant de moujahid et la vertigineuse perplexité, Amel, Hamane ou Naïma, adolescentes algéroises d'aujourd'hui, balancent. « Pour moi, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, c'est de l'histoire ancienne. Tous les ans ça recommence », lâche la première, élève en terminale rencontrée à la sortie du lycée, place Maurice-Audin. « Les Français considéraient nos ancêtres comme des esclaves. J'admire les héros qui nous ont libérés », proclame la seconde, lycéenne en section scientifique. « L'histoire qu'on nous enseigne en classe n'a rien à voir avec ce que me raconte ma grand-mère de 89 ans qui a vécu la guerre », confie la troisième, rencontrée à la porte du lycée Ourida-Meddad entre Bab el-Oued et la Casbah. Nombriil à l'air, visage voilé ou T-shirt-baskets, les élèves algériens sont enclins à considérer la « Révolution » vieille d'un demi-siècle à l'aune du temps présent : ils s'emportent, comme Zoraïda, 17 ans, contre des dirigeants qui puisent leur légitimité dans leur passé d'anciens combattants mais n'ont « rien à voir avec ceux qui ont fait la révolution de 1954 » et ont amené le « foutoir actuel, énorme ». Evoquent avec

émotion le portrait d'un grand-père mort pendant la « guerre de libération nationale », toujours en bonne place, comme chez Hamane. Racontent, avec Naïma, comment ils ont assouvi un fort besoin d'en savoir davantage sur la torture pratiquée par l'armée française, en regardant... France 2 via la parabole. Que s'est-il passé dans l'école algérienne pour qu'un tel désenchantement, un tel désarroi s'installent par-

## « L'histoire est devenue une discipline proche de l'instruction civique »

mi les jeunes Algériens à l'évocation d'une histoire pourtant enseignée comme glorieuse et fondatrice de la nation depuis plus de quarante ans ? Pour que les manuels soient accusés de « mentir » à longueur de pages ? « Après l'indépendance, nous avons sacralisé notre histoire et empêché le développement de l'esprit critique, reconnaît Mahfoud Kaddache,

doyen des professeurs d'histoire à l'université d'Alger. L'histoire est devenue une discipline proche de l'instruction civique. On a exalté les valeurs portées par notre révolution, comme vous l'avez fait en France avec 1789. On a donc enseigné que la révolution avait apporté la liberté et la justice. Le problème est que les jeunes d'aujourd'hui se demandent où sont la liberté et la justice. »

En dépit des amendements apportés depuis la fin du parti unique, en 1989, les manuels en usage dans les classes où la « guerre de libération » est au programme (derniers niveaux du primaire, du collège et du lycée) demeurent fidèles à leur conception d'origine : une approche manichéenne, mythique et apologétique qui fait débiter l'histoire du pays le 1<sup>er</sup> novembre 1954. Du passé colonial, « il ne sera retenu que les séquences de résistance violente plus ou moins dégagées de leur contexte et considérées comme une sorte de proto-histoire dont la finalité (...) ne pouvait être que la révolution du 1<sup>er</sup> novembre », analyse Hassan Remaoun, professeur de sociologie politique à l'université d'Oran et précurseur dans l'examen critique de l'enseignement de l'histoire. Cette date « est présentée comme le moment véritable de rupture avec le système colonial et l'acte de naissance de l'Etat nation-

nal ». Dans ce nouveau catéchisme historique, chaque Algérien est présenté comme résistant, la nation se construisant autour de la figure du peuple algérien, présenté comme « le seul héros ».

Ce choix de la « table rase », selon l'expression de l'historien Mohamed Harbi, était destiné à l'origine, à légitimer le régime du parti unique en place, permettant de passer sous silence non seulement les rivalités entre nationalistes avant 1962, mais la guerre interne au FLN qui a engendré le régime autoritaire.

Pendant trois décennies, des figures emblématiques du nationalisme comme Messali Hadj, Ferhat Abbas, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Boudiaf ou Ahmed Ben Bella avaient purement et simplement disparu des manuels avant de réapparaître dans les années 1990. Quant à Abbane Ramdane, apôtre des « politiques » au sein du FLN étranglé en 1958 par ses rivaux militaires, il a longtemps été présenté comme « martyr » (sous-entendu : tué par les Français) avant que sa disparition ne soit gratifiée de l'euphémisme sibyllin « mort au Maroc ».

« A l'instrumentalisation politique par le colonisateur qui prétendait que nous n'existions pas en tant que peuple, renchérit Mahfoud Kaddache, a répondu l'instrumentalisation par

ceux qui avaient combattu pour l'indépendance. »

Il est vrai qu'après 1962, l'Algérie indépendante s'était trouvée face à un double défi : assurer brutalement une scolarisation massive (moins de 20 % des enfants musulmans fréquentaient l'école auparavant) et écrire une histoire nationale se substituant au sempiternel « nos ancêtres les Gaulois » de l'école coloniale. « Notre nation avait été ébranlée pendant cent trente ans, déculturée. Il nous fallait un Panthéon », écrit Ahmed Taleb Ibrahim, ministre de l'éducation entre 1965 et 1970.

De ces chocs linguistiques, culturels et religieux, de cette Histoire mythique souvent transmise avec zèle par des professeurs sans formation, résultent une immense rigidité

et quelques impasses. « Les étudiants ont tendance à confondre l'enseignement et la scolastique. Je me bats pour qu'ils ne considèrent pas mes paroles comme la vérité révélée, témoigne l'historien Daho Djerbal. L'ennui est que 80 % d'entre eux ne parlent qu'arabe alors que 80 % des ressources bibliographiques en histoire sont en français. Certains n'ont jamais rencontré un Européen de leur vie. La plupart ignorent que leur campus est une ancienne caserne française ».

Paradoxe lourd de conséquences, l'Histoire, censée cimenter le pays, est devenue suspecte et compte parmi les disciplines les plus méprisées par les élèves. « Les étudiants nous disent : "On nous a menti." Et comme on ne leur a pas appris leur histoire, ils ont été la chercher ailleurs : dans la

## « J'enseigne que la guerre n'a pas opposé les bons aux méchants »

Hayat, 37 ans, professeur dans un lycée d'Alger : « Mes élèves ne considèrent pas les Français comme des ennemis. Ils sont inquiets pour leur avenir et ont tendance à penser que les choses allaient mieux avant (...). Le chapitre de notre programme sur la guerre de libération n'a aucune prise sur eux et je ne peux pas m'en contenter au moment où les tabous sur notre histoire tombent à la télévision (...). L'école a une responsabilité dans la fabrication des jeunes terroristes. Elle enseigne que ce qui a été pris par la force ne peut être repris que par la force. Moi, j'explique que les problèmes politiques peuvent trouver une issue politique et non violente. »

Karim, 36 ans, professeur à Azaga (ex-Michellet), en Grande Kabylie : « Je suis amené à me démarquer du programme officiel pour donner un minimum de crédibilité à mon enseignement. Par exemple, je leur dis que la nation arabe est une fiction et qu'il faut mieux se contenter de dire "les pays arabes" ou à la rigueur "le monde arabe" (...). Certains de mes élèves sont persuadés que seule la Kabylie a souffert de la guerre de libération. Je leur expli-

que que c'est toute l'Algérie qui s'est soulevée contre l'occupation française. »

Houriia, 35 ans, professeur à Bechar (Sud algérien) : « Je suis la fille d'un maquisard torturé par l'armée française. Pourtant, j'enseigne à mes élèves que la guerre de libération n'a pas opposé les bons aux méchants. Je leur parle d'Alleg, d'Audin. Je leur montre que, sans les ultras, une issue pacifique aurait été possible. Je leur explique que la France est une chose et le colonialisme une autre. Je considère que le rôle de tous les professeurs d'histoire est de faire détester la guerre. Etant donné ce que les Algériens viennent de vivre, les élèves comprennent bien le message. »

Malika, 30 ans, professeur dans un collège de Seine-Saint-Denis : « L'an dernier, j'ai fait le choix militant de consacrer quatre heures de cours à la guerre d'Algérie. Le cours de géo sur les USA en a pâti et le sujet est tombé au brevet... Mais les élèves ont été passionnés : le clivage juste-injuste les intéresse toujours. Pour sortir du manichéisme sur la guerre d'Algérie, il faut être extrêmement compétent, d'autant que les élèves, selon leur origine, croient

savoir ce qu'il faut en penser. Il faut commencer par déconstruire leurs préjugés tout en sortant du message de nos manuels qui met tous les protagonistes sur le même plan. »

Isabelle, 29 ans, professeure dans un collège de Seine-Saint-Denis : « Lorsque je présente le programme en début d'année, c'est la première question de mes élèves : "Parlez-vous de la guerre d'Algérie ?" Le sujet est abordé après la deuxième guerre mondiale et les élèves, quelle que soit leur origine, font le parallèle entre les maquisards algériens et les résistants français, notamment à propos de l'usage de la torture. Je ne me fais pas l'avocate de l'armée française, mais j'explique que les soldats n'étaient pas des nazis (...). Les élèves découvrent aussi l'existence des pieds-noirs et cela modifie leur vision du conflit. Beaucoup d'élèves issus de l'immigration se mettent dans la peau de ces gens forcés de quitter un pays qu'ils considéraient comme le leur. »

Propos recueillis par Philippe Bernard et Tewfik Hakem

ABDELMADJID MERDACI, ENSEIGNANT À L'UNIVERSITÉ DE CONSTANTINE, REVIENT SUR LA « BÉANCE MÉMORIELLE » DANS SON PAYS, LE MONOPOLE POLITIQUE SUR L'HISTOIRE ET LA POSSIBILITÉ DE BÂTIR, DES DEUX CÔTÉS DE LA MÉDITERRANÉE, UN RÉCIT COMMUN

## « Il faut aujourd'hui reconstruire l'identité algérienne sur une connaissance du passé et non plus sur sa mystification »



Cinquante ans après que les Algériens nomment la « guerre de libération nationale », quelle relation entretiennent les jeunes Algériens avec ce passé ?

Pendant longtemps, les jeunes ont été saturés de discours mémoriels. Les commémorations incessantes et un enseignement scolaire de l'histoire calibré pour légitimer le pouvoir en place ont provoqué une grande lassitude à l'égard de ces « vieilles histoires ». Tout a changé avec les années 1990, qui marquent une rupture tragique sur la question de l'identité algérienne.

La décennie sanglante que nous venons de vivre repose une question fondamentale : qu'est-ce que cette nation algérienne qui a légitimé l'insurrection de 1954 ? Autant les premières générations d'après l'indépendance ont été abreuvées de mensonges d'Etat, autant les jeunes d'aujourd'hui font face à un silence officiel qui n'est guère apaisant. Ils butent sur une béance mémorielle et sont invités à s'identifier à des ailleurs imaginaires, à une « francalgérie » relayée par les paraboles. Pour eux, la France, c'est Star Ac' ou M6, et le colonialisme une abstraction archaïque.

Le silence sur la séquence qui fonde la citoyenneté algérienne reflète un délitement du lien social d'autant plus inquiétant qu'il intervient au moment précis où nous avons le plus besoin de le renforcer, de le repenser. Les programmes scolaires ont-ils une responsabilité dans cette impasse mémorielle ? Notre enseignement de l'histoire a été sys-

tématiquement héroïque. Il a fait grand cas des sources islamiques du nationalisme, mais passé à la trappe certains fondateurs du FLN. Il a présenté la lutte pour l'indépendance comme une réaction non pas au colonialisme, mais à une agression contre notre identité arabo-musulmane. Il a glorifié la lutte armée et occulté la dimension politique du conflit. Cette violence transmise par les manuels a été institutionnalisée par l'Etat algérien, notamment lors de la répression des émeutes de 1988. Aujourd'hui, la refonte des programmes scolaires est un thème récurrent du débat algérien.

Cette insistance sur la violence comme unique source de règlement des conflits et sur les sources religieuses du nationalisme a-t-elle préparé la « décennie sanglante » des années 1990 ?

Dès l'arrivée de Boumediène au pouvoir en 1965, la gestion des questions identitaires a été déléguée aux réformistes musulmans. Leur conception n'a cessé d'imprégner les programmes dans le contexte de scolarisation massive de l'après-indépendance. Pourtant, ceux qui prétendent qu'un système scolaire sinistré a fabriqué les terroristes des années 1990 ont perdu le sens de la mesure : les maquis n'ont jamais accueilli plus de 2 % ou 3 % de la jeunesse scolarisée. En réalité, les GIA ont commencé de perdre la bataille lorsque les parents d'élèves ont refusé leur mot d'ordre de boycott de l'école du « pouvoir impie ». L'institution école, considérée comme plus sacrée que certaines formes de religiosité, aura été le socle de la résistance patriotique contre l'islamisme. Pendant toute cette période, nous n'avons eu ni le temps ni peut-être le courage de questionner la place que tient la violence dans notre imaginai-

re collectif. Le moment d'engager ce travail est venu.

On parle souvent d'une « amnésie française » à propos de la guerre d'Algérie. La mémoire algérienne n'est-elle pas, elle aussi, défaillante ?

Les Algériens, eux aussi, ont eu envie d'oublier : il faut du temps pour cicatriser des blessures comme la torture, le viol ou le déplacement forcé de plus de 2 millions d'habitants. Le régime du parti unique n'a pu organiser l'histoire sans un certain consentement de la société. Le deal a longtemps été le suivant : le peuple n'interpellait pas le pouvoir sur sa légitimité politique, tandis que ce dernier se gardait de questionner le degré d'héroïsme des uns et des autres pendant la guerre. Le maintien du mythe d'un FLN homogène et d'un peuple unanimement héroïque était à ce prix.

La fin du parti unique en 1989, la montée de la revendication berbère et surtout le terrorisme islamiste ont frappé d'obsolescence la conception de l'identité algérienne projetée par les discours institutionnels. Il faut aujourd'hui la reconstruire sur une connaissance du passé et non plus sur sa mystification.

La multiplication des publications de Mémoires d'acteurs de la guerre et la libre diffusion d'ouvrages critiques en Algérie ne contredisent-ils pas l'impression de silence et d'amnésie ?

Pendant longtemps, le monopole du politique sur l'histoire a contribué à la disqualifier aux yeux de l'opinion, d'autant que les acteurs restaient silencieux et les sources difficilement accessibles. Aujourd'hui, on assiste à un phénomène inédit : on passe de l'histoire idéalisée d'un acteur collectif forcé-

ment héroïque, le « peuple algérien », à l'histoire d'individus, anciens responsables du FLN et de l'ALN qui témoignent dans leur diversité sans pour autant être des opposants politiques. Un matériau neuf émerge. Dans notre univers marqué par le terrorisme et la négation de l'individu, l'émergence de ces témoignages individuels marque un pas vers l'accès aux vérités historiques. Elle illustre les rivalités de pouvoir qui jalonnent notre histoire, et rompt avec nos mythes unanimistes. Cette amorce de construction d'un rapport algéro-algérien à l'histoire permet d'espérer une sortie des relations d'allégeance qui ont survécu à la guerre de libération, et la construction d'une véritable citoyenneté qui consacrerait enfin la proclamation du 1<sup>er</sup> novembre 1954.

Quel regard portez-vous sur la vision française de la guerre ?

J'apprécie le fait que la parole sur cette période passe progressivement des politiques aux universitaires, et la forme d'apaisement qui en résulte. Pour moi, la reconnaissance officielle de l'expression « guerre d'Algérie » par les députés français en 1999 ne lève aucune hypothèque sur les responsabilités du conflit. Il faut aller vers une reconnaissance de sa singularité et de sa multiplicité, de tous ses aspects, qu'ils soient glorieux ou non. Il faut aussi voir que l'indépendance n'a pas fait cesser le rapport de domination. La France s'est libérée du statut de puissance coloniale. Mais elle a accouché d'un monstre néocolonial sur son territoire avec l'immigration algérienne et reproduit à son égard les rapports coloniaux. Vos médiateurs dans les cités et vos élus municipaux évoquent pour moi les bachagas de l'époque coloniale. Côté algérien, la visite du président

Chirac m'a rappelé mon enfance, lorsqu'on nous distribuait de petits drapeaux français à agiter sur le passage des officiels. Sans l'impensé de l'Algérie française, pareil accueil aurait été impossible.

Concevez-vous une réconciliation franco-algérienne sur le modèle franco-allemand ?

On peut l'imaginer sur le long terme, à condition que les Algériens acceptent une vision plus complexe de leur histoire, et que les Français se libèrent de l'hypothèque de la colonisation. Tant qu'à Alger la fracture algéro-algérienne qu'a creusée, aussi, la guerre ne sera pas assumée, nous courrons le risque de la voir resurgir. Nous en avons fait la cruelle expérience dans les années 1990. Quant aux Français, ils doivent se libérer de la peur que nous leur inspirons en tant que musulmans. Même sans être un prosélyte musulman, on se sent heurté par cette stigmatisation si lourde de souvenirs. Mais le jour où les Algériens comprendront, par exemple, qu'en 1962 les juifs de ce pays ont été expatriés et non rapatriés, le jour où les Français cesseront de nous percevoir comme des colonisés héréditaires, il sera possible de transmettre autre chose que de la haine.

Propos recueillis par Ph. Be.

ABDELMADJID MERDACI, 59 ans, docteur en sociologie et diplômé en histoire, enseigne à l'université Mentouri de Constantine. Editorialiste au quotidien *La Tribune*, il est un spécialiste de l'histoire du mouvement national algérien et de la musique contemporaine. Son dernier essai est consacré à l'évolution de la fonction présidentielle.

### DOCUMENT

#### Témoignages sur la guerre d'Algérie (1954-1962)

En 1954, un million de Français vivent en Algérie. Ce territoire, colonisé depuis 1830, est divisé en trois départements. Devant l'indépendance des colonies européennes (les pieds-noirs) et la communauté musulmane, le Front de libération nationale algérien (FLN) déclenche une insurrection armée. La 1<sup>re</sup> République y répond en envoyant un contingent pour maintenir l'ordre. C'est le début de la guerre d'Algérie. Jusqu'en 1962, l'opinion publique française est profondément divisée quant à la politique à tenir pour mettre fin au conflit.

OBJETIF  
Comprendre l'importance de cette guerre dans l'histoire française et algérienne.

#### 1. L'impossible entente

##### 1a. L'Algérie n'est pas une terre française

« Pour progresser notre destin de paix, il faut les pertes en vies humaines et les effusions de sang. Le FLN veut une plus-bonne honnête de discussion aux nationalités françaises si ces dernières reconnaissent une fois pour toutes aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes. »

— l'ouverture des négociations avec les porte-parole armés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne ;  
— la reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogant les actes, décrets et lois basés de l'Algérie une terre française.

Proclamation du Front de libération national algérien, 1<sup>er</sup> novembre 1954.

##### 1b. « L'Algérie, c'est la France »

« À la violence continuelle de quelques hommes doit répondre une répression sans faiblesse. [...] On ne traitera pas l'ennemi d'Algérie de la même manière que le nation et l'ennemi de la République. Les départements d'Algérie font partie de la République, ils sont français depuis longtemps. Jamais la France, jamais aucun Parlement, jamais aucun gouvernement ne cédera sur ce principe fondamental. L'Algérie, c'est la France, et tout un pays, étranger que nous protégeons. »

Déclaration de René Maréchal, président du Conseil, 4 novembre 1954.



2a. Suspects arrêtés dans la région d'Oran, décembre 1954.



2b. Contrôle de police près de Constantine en 1959.

2. « Guerre » ou « maintien de l'ordre » ? Arrestations et opérations de police menées par l'armée française se multiplient à partir de 1956.

« Histoire-géographie, classe de 3<sup>e</sup> », de Vincent Adoumié (Hachette). Les manuels français insèrent l'Algérie dans le thème de la « décolonisation ».

ALGÉRIE  
PASSAGES

## 16 - الاستعمار الفرنسي يعذب ويقتل

أحسّ العدو بالضربات الموجعة التي يتلقاها يوميا من قبل جنود جيش التحرير الوطني، وشعر بلهيب الثورة يتسع يوما بعد يوم. فلجأ إلى استعمال أساليب جهنمية لخنقها. فصار يعذب ويعذب ويقتل.

هل تعلم بالأساليب التي استعملها العدو في تعذيب وتقتيل الجزائريين؟

## 1 - الاستعمار يختطف ويقتل :



1 - جنود الاحتلال يعقلون ويهينون الجزائريين قبل إعدامهم

- لاحظ الصورة رقم 1. ماذا تشاهد؟

- ماذا ينتظر هؤلاء المقيدون في نظرك؟

- لاحظ الصورة رقم 2. ماذا ترى؟

- إلى أين يُقاد الطفل في رأيك؟ لماذا؟

- لم يفرق العدو في التكتيل بين الكبير والصغير. على ماذا يدل ذلك؟

2 - وحتى الأطفال لم يسلموا من جنود الاحتلال

95

■ Le martyrologe est central dans l'éducation algérienne. Ici, le manuel unique de CM1 (enfants de 9 ans). Titre : « Le colonialisme français torture et tue ». Cadre gris : « L'ennemi a senti que les coups portés quotidiennement par les soldats de l'Armée de libération nationale faisaient que la révolution gagnait jour après jour. Il a donc opté pour des moyens infernaux pour l'étouffer : arrestations, tortures, assassinats. »

presse, à la télévision et chez les islamistes », témoigne Fouad Soufi, universitaire et conservateur en chef aux Archives nationales d'Algérie.

Aujourd'hui, moins d'un tiers des candidats au baccalauréat choisissent le sujet sur la « guerre de libération nationale » immanquablement proposé parmi deux questions au choix. « Seuls les élèves les plus faibles choisissent ce sujet car ils pensent s'en sortir en glorifiant la révolution, témoigne Saïd Abidi, professeur au lycée Bouamama (ex-Descartes) d'Alger. La plupart l'évitent car ils ont peur de déplaire au correcteur. Ils sèchent les cours en avril, au moment où la guerre est abordée et font l'impasse à l'examen. » Pour eux, le réveil a dû être difficile en juin dernier : pour la première fois depuis l'indépendance, aucun sujet sur la « guerre de libération » n'a été proposé aux candidats au bac littéraire.

Un signe des temps, car l'heure est au grand ménage de l'histoire dans l'Algérie, qui se réveille sonnée après une décennie de terrorisme. Avec l'avènement du multipartisme et de la presse indépendante, la fin des années 1980 avait déjà fait sortir quelques cadavres des oubliettes et délié les langues. Tandis que la plupart des professeurs, peu formés, s'en tiennent à la lettre des manuels et ne dialoguent pas avec les élèves, d'autres prennent des libertés avec les programmes pour éviter d'être discrédités.

La multiplication des témoignages d'anciens militants indépendantistes, la floraison d'ouvrages d'historiens publiés en France et autrefois interdits et la généralisation des paraboles ont fendillé la langue de bois. Nombre d'observateurs évoquent en outre la « catharsis » provoquée par la décennie islamiste. « La jeunesse bouillonne, n'éprouve aucune haine à l'égard des Français et exige la vérité. Elle a vécu trop de drames et veut comprendre. Les autorités n'ont plus le choix », témoigne un professeur d'histoire.

Dans le cadre d'une réforme globale du système éducatif, une Commission nationale des programmes, composée d'inspecteurs et d'universitaires, a été chargée par le ministère de réformer les contenus d'enseignement, dont ceux d'histoire. Ouverture sur le monde, remise en perspective, brassage des identités avec la reconnaissance de la « berbéricité » et pacification des esprits en sont les maîtres mots. Mais le monopole de l'Etat sur l'écriture et l'édition des manuels d'histoire ne semble pas remis en cause. « Nous allons vers une histoire plus authentique et plus vivante des événements, pour expliquer que 1954 n'est pas tombé du ciel, déclare Farid Adel, le président de la commission. Nous élaborons un nou-

veau dosage entre identité et ouverture, mais nous devons veiller à ce que l'histoire soit rassembleuse et ne crée pas de cassures nouvelles. »

L'omniprésence de la violence dans les manuels - tous édités par l'Etat - se trouve aussi remise en cause. Nombre d'historiens imputent en effet une part de responsabilité à l'enseignement dans le recours réitéré à la violence pour régler les problèmes politiques. « 7,5 millions d'élèves reçoivent de manière répétitive un discours où la figure de l'homme en armes l'emporte toujours sur le politique », déplore Daho Djerbal. « Il ne faut plus que chaque génération transmette ses traumatismes et ses fantasmes aux suivantes. Il faut laisser le temps aux jeunes de réinterpréter le passé de façon critique », ajoute Hassan Remaoun, membre de la commission, pour qui le « drame de l'école algérienne est d'avoir enseigné la haine ».

Le responsable de la réforme des programmes assure que l'école doit aider à « refermer doucement les plaies ». Il pense d'abord aux enfants qui, dans la période de terrorisme récente, « ont vu des camarades égor-

## Pendant trente ans, de grandes figures du nationalisme ont disparu des manuels d'histoire

gés sous leurs yeux ». « Il faut faire entrer le sourire dans les classes, oublier cette période en attendant qu'elle entre dans l'histoire, prône-t-il. La décennie 1990 a exacerbé la dichotomie entre l'Algérie et l'Occident, dont la France en particulier. Cette blessure-là aussi, l'école doit aider à la cicatriser. »

A propos de la guerre de 1954-1962, concernée par la réforme à partir de la rentrée 2006, M. Adel pense qu'à terme il faudra arriver à une histoire méditerranéenne, commune aux Français et aux Algériens. « Le colonisateur a remis en cause son propre rôle, explique-t-il, le citoyen français d'aujourd'hui doit être perçu autrement que comme un tortionnaire. » Mais une telle vision, dans un pays où les traumatismes physiques et psychologiques de la « guerre de libération » restent très présents, ajoute-t-il, « ne peut être obtenue sans consensus ». Ainsi, parler des harkis en classe ne semble guère envisageable. « Sans doute faudra-t-il dire que leurs enfants ne sont pas eux », admet cependant M. Adel. Le nombre de « martyrs » de la

guerre - 1,5 million - inscrit lui aussi au panthéon du nationalisme algérien ne devrait pas non plus être ébranlé en dépit de sa réputation par les historiens. D'ailleurs, le pouvoir a-t-il réellement la volonté de favoriser les débats sur un passé si lourd et si présent ? De recoller les morceaux du récit national, source première de l'identité en s'ouvrant à la pensée critique, en un mot, de « libérer l'histoire » ? La plupart des historiens francophones veulent y croire, vibrant aux propos ouverts d'Abdelaziz Bouteflika. « Le président sait qu'à l'heure de l'ouverture sur l'Europe, cette vision tronquée de l'histoire n'a plus cours, commente Fouad Soufi, que les jeunes ne considèrent plus la France comme une ennemie. »

Nettement plus sceptique, Daho Djerbal assimile le mouvement en cours à un ravalement de façade, « parce que la société n'a pas encore les moyens de s'exprimer pour accéder au statut de nation, parce que l'esprit du parti unique est encore là ». Il entrevoit des changements « non planifiés, sous la forme de crise entre l'offre de contenus historiques et la demande de savoir » et une résistance des enseignants « arabistes », dont une moitié « au mieux » seulement est moderniste, d'après lui. « Quand il s'agira de parler de la place dans l'histoire des laïcs, des communistes, des juifs et des chrétiens, il y aura blocage », pronostique-t-il.

Mirage ou réalité, affichage ou nécessité, la volonté d'engager l'aggiornamento historique s'exprime de toutes parts. Reste à ne pas recréer dans l'histoire récente le fossé que l'on prétend combler pour la guerre d'indépendance. A cet égard, la manière dont les dernières éditions des manuels officiels traitent les événements qui ont secoué l'Algérie des années 1990 peut inquiéter. Les élèves apprennent bien que le président Chadli Bendjedid a démissionné en 1992, « laissant un vide constitutionnel », mais leur livre « oublie » de leur dire que les élections législatives remportées par le FIS - dont le nom n'est jamais cité - avaient été auparavant annulées par les militaires qui avaient obligé le président à quitter la scène politique, alors que nul ne l'ignore en Algérie. « L'enseignement de l'histoire sera digne de ce nom lorsqu'il ne fera pas l'impasse sur ce que les autorités considèrent comme mauvais », commente un historien. D'autres demandent « un peu de temps » pour que l'Algérie affronte, enfin, « son réel ». En attendant qu'un jour, peut-être, Amel, Hamane et Naïma puissent raconter à leurs petits-enfants une Histoire qui ressemble à leurs manuels scolaires.

Ph. Be. et T. H.

## En France, un conflit enseigné mais perdu dans le programme

« C'EST DEVENU UN CHAPITRE ASSEZ PLAN-PAN, SANS COMMUNE MESURE AVEC CE QUI PEUT SE PASSER AVEC L'ISLAM OU LE PROCHE-ORIENT »

Sur le papier, tout est clair ou presque. S'offusquer, comme il est de bon ton de le faire, de ce que la guerre d'Algérie serait oubliée dans les programmes et les manuels scolaires relève de l'erreur de fait ou du discours rebattu sur l'amnésie. « La décolonisation » figure dans les instructions officielles pour la classe de troisième et les manuels consacrent au drame algérien un chapitre succinct mais non négligeable. Il en est de même a fortiori en terminale, dont le programme publié en 2002 prévoit l'analyse de « l'émancipation des peuples dominés », illustrée, dans les livres scolaires, par un court récit et des documents assez abondants.

Ainsi, chez Hachette (coll. « Lambin »), quatre pages denses consacrées à la période 1958-1962 se demandent « Que faire en Algérie ? », tandis que chez Nathan (coll. « Marseille »), le thème « Les Français et la guerre d'Algérie » et la question de « la place importante et douloureuse » de cette guerre « dans la mémoire des Français » occupent aussi quatre pages.

Pourtant, la guerre d'Algérie n'occupe pas une place clairement identifiée ni dans les programmes ni dans les manuels. Son traitement, nécessairement succinct, apparaît insuffisant en comparaison de l'importance accordée aux réalités de la colonisation (aspects curieusement exclus du programme des séries ES et L). Surtout, le conflit algérien n'est pas étudié en soi. En terminale, son traitement se trouve écartelé entre le vaste chapitre « Colonisation et indépendance », où il n'occupe pas plus de place que l'indépendance de l'Inde ou du Congo belge, et le chapitre institutionnel sur « La France de 1945 à nos jours », où il apparaît prin-

cipalement pour expliquer la chute de la IV<sup>e</sup> République. Ce statut ambigu amène bon nombre d'ouvrages à traiter de la guerre de 1954-1962 non pas dans le cours lui-même mais dans des pages « documents », où le récit fait la place aux textes et aux illustrations, notamment pour évoquer le recours à la torture.

Cette dispersion des éléments d'information sur une guerre déjà éloignée jette un doute sur la compréhension que peuvent en retirer des élèves unanimement décrits comme « très demandeurs » sur cette période, et rend d'autant plus déterminant le rôle de l'enseignant, astreint à aborder la guerre d'Algérie en une heure maximum (beaucoup moins en lycée professionnel, où 14 heures annuelles doivent couvrir la période allant de 1939 à nos jours).

## « ILS COLLENT AU MANUEL »

« 85 % des professeurs se sentent un peu paniqués par la pression des élèves et craignent d'être débordés, de ne pas être à la hauteur. Leur cours n'est jamais faux, jamais enflammé non plus : ils colloquent au manuel pour ne pas prendre de risques, constate Jean-Pierre Rioux, inspecteur général d'histoire honoraire de l'éducation nationale et spécialiste de la période. Les 15 % restants "y vont" sereinement mais carrément. Il y a un décalage très fort entre la vision très planifiée, banalisée des premiers, et l'activisme de la mémoire des seconds. »

Pourtant, selon l'historien, l'idée selon laquelle un cours sur la guerre d'Algérie peut facilement mettre le feu à une classe relève du « fantasme ». « C'est devenu un chapitre relativement plan-plan, témoigne-t-il, sans commune mesure avec ce qui peut se passer lorsqu'on aborde l'islam

ou la question du Proche-Orient. » « La guerre d'Algérie, pour la plupart des élèves, c'est comme la guerre de 1914-1918 », confirme Eric Till, professeur à Paris (XX<sup>e</sup>) dans le numéro que vient de consacrer la revue *Historiens et géographes* à l'enseignement de la guerre d'Algérie.

Si la période 1954-1962 peine à trouver sa place dans l'enseignement, c'est non seulement à cause des mémoires conflictuelles qui coexistent à son sujet dans les classes, mais surtout parce que, estime Claude Manceron, historien et responsable à la Ligue des droits de l'homme, « l'école et les institutions françaises n'ont pas de vision claire du fait colonial ». « Quand ils font cours sur la révolution française ou le nazisme, les enseignants transmettent un certain nombre de valeurs, analyse M. Manceron. Sur la guerre d'Algérie, ils sont un peu gênés. »

Attaché à cantonner l'enseignement de l'histoire « dans le camp du savoir » en le protégeant des assauts du « devoir de mémoire » et de l'embrigadement des élèves « dans le champ clos de la culpabilité », Jean-Pierre Rioux reconnaît néanmoins que le lien entre la guerre d'Algérie et l'apprentissage de la citoyenneté est « une question non réglée ». Mais il constate aussi que les jeunes enseignants s'intéressent à la guerre d'Algérie moins en référence aux valeurs républicaines que pour son lien avec des sujets actuels comme le terrorisme, l'islamisme et même l'« absurdité camusienne des choses ». Ainsi, la guerre d'Algérie n'échapperait pas au principe selon lequel chaque génération cherche dans l'histoire les réponses à ses propres questions.

Philippe Bernard

## Les mots pour dire ou ne pas dire « la guerre »

**EUPHÉMISATION** en France, glorification en Algérie : le vocabulaire utilisé pour désigner le conflit de 1954-1962 a connu une évolution qui reflète la perception que les autorités ont cherché à en véhiculer.

## En Algérie.

- « Révolution » : le mot désigne à la fois la guerre contre le colonialisme français et la naissance du régime algérien après l'indépendance, singulièrement après le coup d'Etat militaire de Houari Boumediène, en 1965, et l'arrestation d'Ahmed Ben Bella. Adoptant alors des orientations socialistes et une structure de pouvoir autoritaire, la « République algérienne démocratique et populaire » est alors dirigée par un Conseil de la révolution qui concentre tous les pouvoirs.

- « Guerre d'indépendance » et « guerre de libération nationale » sont les expressions courantes aujourd'hui pour désigner cette époque. La seconde est directement calquée sur le nom du principal artisan de l'indépendance, le Front de libération nationale (FLN) et son Armée de libération nationale (ALN).

## En France.

- « Opérations de maintien de l'ordre », « événements » : ce sont les euphémismes utilisés par l'administration française et les politiques dès 1954 et que

l'envoi du contingent, en 1955, ne modifiera pas.

- « Opérations effectuées en Afrique du Nord » : l'expression est contenue dans le code des pensions militaires jusqu'en 1999.

- « Guerre d'Algérie » : courante depuis l'époque dans le langage courant, l'expression n'a été reconnue officiellement que par le vote de la loi du 18 octobre 1999, fruit d'une proposition de loi du député (PS) Jacques Floch. Le texte substitue l'expression « la guerre d'Algérie et les combats en Tunisie et au Maroc » à la tournure « les opérations effectuées en Afrique du Nord » et reconnaît la qualité d'anciens combattants aux appelés de la guerre d'Algérie.

## Dans les manuels scolaires actuels.

- En Algérie, les livres utilisés dans les classes, dont l'Etat a le monopole de la conception, de l'édition et de la diffusion, parlent de la « Révolution », des « soldats de l'occupation » et de « libération nationale ».

- Les manuels français traitent de la « guerre d'Algérie », voire de « guerre de décolonisation ». Ils évoquent la « cause nationaliste » algérienne, l'envoi du « contingent » et l'accession à « l'indépendance ».

Ph. Be.

## Des chants patriotiques au rap

CONTRE LE « POLITIQUEMENT CORRECT », DES GROUPES CONTESTENT AUJOURD'HUI « CEUX QUI ONT PROFITÉ DE LA MORT DES MARTYRS »

En Algérie, l'histoire de la « guerre de libération nationale » n'est pas seulement cantonnée aux programmes d'histoire. Dans les cours d'arabe et de français, les élèves algériens étudient des textes d'auteurs qui témoignent de la période coloniale. D'Albert Camus à Abdelhamid Ben Badis et Mouloud Feraoun, la palette est large. Les auteurs étudiés ont eu certes chacun des visions sensiblement différentes de ce que fut la guerre d'Algérie, mais les textes choisis pour les manuels scolaires ne contredisent jamais la version officielle de l'histoire de la guerre de décolonisation. Pourtant, c'est à travers la littérature que les élèves algériens ont le plus de chances de pouvoir développer un sens critique.

De tous les auteurs algériens étudiés, Mohammed Dib figure en bonne place, entre autres parce que sa trilogie sur l'Algérie en pleine fièvre nationaliste à la fin des années 1940 a été adaptée en feuilleton, *El-Harik* (L'Incendie) qui a eu beaucoup

de succès et qui continue, près de trente ans après sa réalisation, à être rediffusé.

Prendre le risque de contredire ce qui est écrit dans les manuels scolaires pour ne pas mentir à ses élèves, tel était le dilemme de M. Hassan, l'instituteur du petit Omar dans le roman de Mohammed Dib *La Grande Maison* (édité en 1952) - et du feuilleton à succès. Un passage important que tous les enseignants et lycéens algériens connaissent par cœur se déroule en 1939 dans une école algérienne, pendant une leçon de morale consacrée à la patrie : « Ce n'est pas vrai si on vous dit que la France est votre patrie, finit par lâcher M. Hassan à ses élèves, d'une voix basse, où perçait une violence qui intriguait. »

## EXEMPLE ÉDIFIANT

Aujourd'hui à Alger, quelques enseignants profiteraient, entre autres exemples, de ce chapitre a priori « politiquement correct » puisqu'il légitime la guerre de décolonisa-

tion, pour aborder en filigrane des sujets qui le sont beaucoup moins : la liberté de conscience, et dans certains cas la nécessité de désobéissance. Cet exemple édifiant a été rapporté par des jeunes rappers d'Alger. Nourris par les chants patriotiques à l'école, marqués par les musiques urbaines du monde, dont le rap américain, certains de ces jeunes rappers n'hésitent pas à contester l'histoire officielle algérienne. Le groupe Hamma a été le premier à oser sampler un poème du très officiel Moufidi Zakaria (auteur de l'hymne national algérien), pour raconter dans *L'Algérie, le conte de fêtes* toutes les promesses trahies de la guerre d'indépendance. Le groupe Intik lui a emboîté le pas avec *Soldat*, un rap sans concession avec « ceux qui ont profité de la mort des martyrs de la guerre ». Aujourd'hui, Lotfi, le raper d'Annaba, continue en Algérie à alimenter ce rap contestataire qui refuse une lecture simpliste de l'histoire.

Tewfik Hakem

# Le cinéma et la guerre, très loin de l'épopée

LES FILMS FRANÇAIS SONT RADICALEMENT DIFFÉRENTS DE CEUX D'HOLLYWOOD SUR LE VIETNAM. LES PRODUCTIONS ALGÉRIENNES, ENCADRÉES PAR L'ÉTAT, QUI EN DÉFINIT LES FORMES ET LES VISÉES POLITIQUES, ONT UNE CONNOTATION PLUS MYTHOLOGIQUE

CONTRAIREMENT à une idée reçue, le cinéma français n'a pas ignoré la guerre d'Algérie. On en a l'impression parce que l'on recherche systématiquement la comparaison avec les films américains sur la guerre du Vietnam. Or, le cinéma français a fréquemment évoqué celle d'Algérie, mais pas de la même manière. Les bibliographies consacrées au sujet – *France-Algérie, images d'une guerre*, ouvrage collectif sous la direction de Mouloud Mimouni (*Cahiers de Cinéma* n° 1, 1992) et *La Guerre d'Algérie à l'écran*, ouvrage collectif sous la direction de Guy Hennebel, avec Mouny Berah et Benjamin Stora (*Cinéma* n° 85, 1997) – attestent du nombre de titres, documentaires et fictions. Mais la très grande majorité de ces films ne sont pas des films de guerre.

Ce sont des films le plus souvent situés en métropole, qui réfractent la manière dont celle-ci a majoritairement perçu la « guerre sans nom » : pas comme une guerre, justement, mais comme un ensemble d'événements inquiétants, mettant en péril des personnes, des intérêts, un certain mode de vie, une éthique de l'action, des illusions issues de l'après-guerre. C'est cela qu'évoquera surtout le cinéma français d' alors.

Encore faut-il remarquer – comme le fait Benjamin Stora dans l'ouvrage le plus approfondi consacré à cette

question, qu'il vient de republier sous le titre *Imaginaires de guerre, les images des guerres d'Algérie et du Vietnam* (La Découverte, 2004) – qu'aucun film concernant la guerre d'Algérie ne sera un succès public.

Il y eut, bien sûr, les films militants, engagés aux côtés des combattants algériens. Ceux-là furent impitoyablement censurés – d'autant plus efficacement que, longtemps, l'indépendance algérienne ne disposa pas de soutiens puissants en France, notamment de la part du Parti communiste et des syndicats. Aussi *Une nation, l'Algérie*, de René Vautier – film disparu –, *Algérie en flammes*, du même, *Les Réfugiés*, de Cécile de Cuijs – monteuse des premiers films de la Nouvelle Vague avant d'être emprisonnée pour son soutien au FLN –, *Réfugiés*, de Pierre Clément, *58-2/B*, de Guy Chalon ou *Secteur postal 89098*, de Philippe Durand (première fiction), ne connurent-ils qu'une diffusion ultraconfidentielle.

Ce sera aussi le destin du montage de documents tournés durant le massacre commis par la police parisienne le 17 octobre 1961, *Octobre à Paris*. A l'époque, l'événement qui « fait image », c'est la répression (sanglante, mais de bien moindre proportion), au métro Charonne, de la manifestation organisée par le PCF et les syndicats, l'année suivante, pour protester contre les atten-

tats de l'OAS. Interdit encore, ce film extraordinaire à bien des égards, date dans l'histoire du cinéma, *Le Petit Soldat*, tourné en 1960 par Jean-Luc Godard, et qui dérogeait à toutes les habitudes du « cinéma politique ». Si le lieutenant Le Pen appelait contre cet « étranger » les foudres de la justice, la gauche dénonça cette œuvre exceptionnelle, qui appelait à réfléchir quand il n'était convenu que de s'engager, qui posait la question de regarder en face la torture, et demandait avec quel regard cela était possible, quand, à l'omerta imposée par l'armée et à l'indifférence collective, répondait une dénonciation minoritaire, à la fois nécessaire et insuffisante.

Si la guerre d'Algérie, c'est-à-dire ce qu'en perçoivent la majorité des Français, l'envoi de l'autre côté de la Méditerranée des appelés, constitue l'horizon ou le ressort dramatique plutôt que le sujet de films importants de l'époque, comme *Cleo de 5 à 7*, d'Agnès Varda (1961), *Les Parapluies de Cherbourg*, de Jacques Demy (1963) ou *Adieu Philippine*, de Jacques Rozier (1963), si la situation historique est au centre des deux premiers films d'Alain Cavalier, *Le Combat dans l'île* (1962) et *L'Insoumis* (1964), et bien sûr de l'œuvre majeure quoique mal connue de Chris Marker, *Le Joli Mai* (1963), parmi bien d'autres tournés entre 1962 et la fin



COLLECTION CHRISTOPHE

■ « Muriel », d'Alain Resnais (1963), exprime la place du conflit algérien dans l'imaginaire collectif français : celle d'un secret toujours dissimulé.

de la décennie 1960, c'est clairement *Muriel*, d'Alain Resnais (1963), qui désigne la place du conflit dans l'imaginaire collectif : celle d'un secret que chacun, pour des motifs différents, préfère ou accepte de ne pas laisser remonter à la lumière.

Le film de fiction met également en question le statut des images documentaires, ces plans de torture ramenés par le soldat traumatisé et que hante douloureusement un pas-

sé qui passera d'autant moins qu'il ne trouve pas à être partagé. C'est ce blocage, cette forclusion minoritaire, chez ceux qui « y sont allés », que mettra en scène le beau documentaire de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman *La Guerre sans nom* (1991).

Au début des années 1970 – après Mai 1968 puis le départ du général de Gaulle – *Elise ou la vraie vie*, de Michel Drach (1970), *Avoir 20 ans dans les Aurès*, de René Vautier (1971), *RAS*, d'Yves Boisset (1973) évoqueront, sur le mode de la fiction, une histoire devenue légende sans avoir jamais pu se charger de dimension mythologique. Là est la différence avec Hollywood. Il n'y a pas de films américains sur le Vietnam, il y a plein de films américains sur l'Amérique telle que l'idée qu'elle s'est faite d'elle-même s'est jouée au Vietnam. « L'idée de la France », quoi qu'en pensent ceux dont l'existence a été tragiquement marquée par les événements de 1954-1962, ne s'est pas jouée en Algérie. Le cinéma français, qui a fait de la mythologie avec la Résistance, n'a jamais eu matière à faire quoi que ce soit de comparable avec les djebels.

Depuis les années 1970, quelques bonnes volontés et quelques nostalgies alimentent la production, de temps en temps, d'un nouveau film, qui ne changera rien à cet état de fait : du tranchant *L'Honneur d'un capitaine*, de Pierre Schoendorffer, au magnifique *Liberté la nuit*, de Philippe Garrel, ou à l'opiniâtre *Cher frangin*, de Gérard Mordillat, en passant par le rageur *La Question*, de Laurent Heynemann, sans oublier

*Les Frères des frères*, le beau documentaire de Richard Copans sur le réseau Jeanson, la guerre d'Algérie ressemble toujours à une page fantôme de l'histoire de France.

Côté « européen », il faut enfin mentionner un ensemble de films consacrés moins à la guerre d'Algérie qu'à ce qu'a été, pour les pieds-noirs, la vie là-bas. Depuis le magnifique *Les Oliviers de la justice*, de James Blue (1963), jusqu'au très fin *Certains nouvelles*, de Jacques Davila (1979), et à *Outremer* (1990), de Brigitte Roüan, plusieurs films ont évoqué sans manichéisme, mais non sans mélancolie, un mode de vie qui aura également un droit à son chantre spectaculaire et anecdotique, Alexandre Arcady (*Le Coup de sirocco*, 1978, *Le Grand Carnaval*, 1983, *Là-bas... mon pays*, 2000).

## ACCENTS LYRIQUES

Côté algérien, la situation est différente, mais moins antinomique qu'on aurait pu croire : si la guerre d'indépendance, événement fondateur de la collectivité, joue naturellement un rôle mythologique, le fait qu'il s'agisse, en ce qui concerne le cinéma (et la télévision), de productions soigneusement encadrées par l'Etat, qui en définit les formes et les visées politiques, limite la puissance émotionnelle et esthétique des films. Le FLN se dote, dès 1957, d'un service cinéma, qui réalise des documents consacrés à différents aspects de la lutte sur le terrain, lesquels formeront l'ossature du programme *Djazairouna (Notre Algérie)* en 1961. *Le Taleb* (1962), court métrage d'Abdelhakim Nacef, offre à l'Algérie son premier film de fiction. Après l'indépendance, une importante production de documentaires précise la version que le régime entend donner de la lutte et affiche ses objectifs.

Mais le premier grand film de l'Algérie indépendante est incontestablement *Le Vent des Aurès*, de Mohamed Lakhdar Hamina (1966), récit de la longue quête d'une paysanne cherchant son fils arrêté par les Français, où on perçoit, pour le meilleur, l'influence du cinéma soviétique classique et du néoréalisme italien. Le même Hamina offrira à l'Algérie la reconnaissance internationale avec la Palme d'or en 1975, pour sa *Chronique des années de braise*, fresque aux accents lyriques qui témoigne que, à la différence d'en France, la guerre est bien matière à mythologie.

Hormis *L'Opium et le Bâton*, d'Ahmed Rachedi (1969), les autres tentatives en ce sens (comme le film collectif *L'Enfer à dix ans*, ou *La Voie de Mohammed Slim Riad, Décembre*, de Lakhdar Hamina, *Sueur noire*, de Sidi Ali Mazif) ne donneront pas dans quelles conditions ses parents se sont embarqués avec un bébé de trois mois. Elle a préféré la fiction, pour laisser cette pudeur demeurer. Aujourd'hui, « devenue fille de harki à 40 ans », elle emmène sa fille dans les réunions de son association, Harkis et droits de l'homme. Pour qu'elle sache d'où elle vient.

Sylvia Zappi

★ *Fille de harki*, de Fatima Besnaci-Lancou, éditions de l'Atelier, 2003. *Mon père, ce harki*, de Dalila Kerchouche, éditions du Seuil, 2003. *Mohand, le harki*, de Hadjila Kemoum, éditions Anne Carrière, 2003. Lire aussi, p. XXIII, le compte-rendu du livre de Zahia Rahmani, *Moze*.

Jean-Michel Frodon

## Slimane Azem, chantre exilé des sacrifiés de la guerre



LE 28 janvier 1983, à 65 ans, mourait Slimane Azem, que les Kabyles désignent comme leur « plus grand poète du XX<sup>e</sup> siècle ». Né à Agouni Gueghrane, village de Grande Kabylie, il est enterré à Moissac (Tarn-et-Garonne), où il aura fini sa vie avec son épouse Lucienne, dite Malika.

A sa mort, la communauté kabyle de France pleure « le chantre de la chanson de l'exil ». A Barbès, le quartier parisien de la diaspora algérienne, tous les artistes arabophones et berbérophones lui rendent hommage. En Algérie, l'émotion est la même. Mais la Kabylie retient ses larmes : dans son pays, Slimane Azem est banni des ondes et interdit de séjour. Ses disques, ramenés par les travailleurs immigrés, circulent sous le manteau. Aucune raison officielle n'a jamais été formulée pour expliquer cette interdiction, mais chacun sait que le chanteur populaire est fortement suspecté d'avoir été un « traître » pendant la guerre.

Écoulé clandestinement en Kabylie, Azem se produisait en France. Ses deux derniers albums, les 30 et 31 janvier 1982, affichaient complet. En juin 1970, « Dda Slimane », comme on l'appelait

respectueusement, est le premier artiste algérien Disque d'or. Dans la réception organisée à l'occasion par Pathé Marconi, il y avait un représentant de l'ambassade d'Algérie et un autre de la très officielle Amicale des Algériens, se souvient l'ethnomusicologue Mehenna Mahfoufi, auteur d'une enquête fouillée, *Chants kabyles de la guerre d'indépendance. Algérie 1954/1962*, éditée en novembre 2002 (Séguier éd.). « *Même les Kabyles qui travaillaient pour l'Etat algérien appréciaient en privé Slimane Azem. Certains ont tout fait pour tenter une médiation entre le chanteur banni et Alger, dit-il. Pourtant Azem avait été un des premiers chanteurs à demander l'indépendance du pays.* »

En 1955, Azem compose, à Paris, deux chansons crypto-nationalistes : *Le Croissant de lune apparaît et, surtout, Criquets, quittez mon pays : « Criquets, vous avez abusé du pays, je me demande pourqu'où/vous en avez rongé le cœur et dilapidé l'héritage de nos pères/Même si vous devenez perdrix, il n'y aura plus de concorde entre nous (...). Criquets, retournez d'où vous venez.* » Quand, en février 1956, il propose ces deux titres à Pathé Marconi, Ahmed Hachelaf, qui s'occupe du catalogue arabe et kabyle, mesure les risques. « *C'était la guerre, personne ne pouvait y échapper !* » se souvient l'auteur-

compositeur Kamel Hamadi. Pour se protéger, Hachelaf lance un défi à Azem : si Radio Paris (station dirigée par les officiers des affaires musulmanes) accepte la diffusion des deux titres, il s'engage à les presser. Ce qui fut fait trois mois plus tard. Quand les responsables français se rendent compte des propos subversifs des chansons, le programmeur, A. Nessakh, a déjà rejoint la clandestinité.

En Algérie, Slimane Azem subit les pressions des militants du FLN, qui lui demandent une bonne partie de ses recettes, et celles des Français. A-t-il réellement enregistré pour l'émission « La Voix du bled » l'*Hymne des harkis*, comme cela lui sera reproché ? Des artistes pro-FLN comme Kamel Hamadi et Akli Yahyaten l'ont toujours défendu. « *Il était MNA plutôt que FLN, mais il a toujours été nationaliste* », juge Hamadi.

Deux frères de Slimane Azem étaient harkis, un troisième, député à l'Assemblée, partisan de l'Algérie française. En 1962, la famille s'exile en France. Tous les artistes contestataires kabyles, de Lounis Ait-Menguellet à Maatoub Lounès, ont rendu hommage, en chansons et en allant lui rendre visite, à « Dda Slimane », le « *fabuleux fabuliste* »...

Tewfik Hakem

# Harkis : 40 ans pour que les filles racontent les parents

« ÉTRANGÈRES » POUR LES FRANÇAIS, ENFANTS DE « TRAITRES » POUR LES IMMIGRÉS, TROIS FEMMES TÉMOIGNENT

PETITS paysans analphabètes, ils se sont engagés, plus ou moins forcés, auprès des troupes françaises, avant d'être abandonnés. Les harkis l'ont chèrement payé, mais ont souvent préféré se taire. Aujourd'hui, des filles prennent la plume. Trois femmes, qui ont essayé de s'approprier cette histoire pour mieux comprendre leur père.

D'abord il y eut le silence. Celui du déshonneur qui a anéanti leurs pères, considérés comme traîtres à leur peuple et oubliés par une France qu'ils avaient servie. Ils se sont alors murés : trop douloureux, trop de drames derrière la fuite. Les paroles venaient des mères et des grand-mères, racontant les familles de harkis massacrées, quand les militaires français les ont désarmés, en 1962, ou la survie, due à un officier compatissant. Les mots disant cette « chance inouïe », Fatima Besnaci-Lancou les a entendus.

Cette directrice d'une petite maison d'édition médicale se souvient de sa mère, chuchotant dans la caserne où des dizaines de réfugiés étaient entassés. « *A travers une cloison, elle racontait à une voisine berbère ce qui nous était arrivé* », relate-t-elle. L'assassinat du grand-père, le supplice de l'oncle et la tante, la mise en sécurité du père à la caserne, puis la fuite... Tout s'est éclairci alors : « *J'ai compris pourquoi certains membres de ma famille étaient devenus harkis* », explique cette femme de 49 ans, d'une voix douce.

« *Le jour, les familles du village*

*étaient harcelées par les militaires. La nuit, les maquisards venaient se servir dans nos vivres. Un matin, mon grand-père, mon père et mon oncle ont été arrêtés par les Français, et relâchés trois jours plus tard. Soupçonnés d'avoir parlé, ils ont été condamnés à mort par les fellagas. Il a fallu fuir et rejoindre la harka.* » Quand le président algérien Abdelaziz Bouteflika est venu en France et a traité ces hommes de « collabos », M<sup>me</sup> Besnaci-Lancou s'est sentie « anéantie » : « *Je l'ai vécu comme un deuxième abandon. Alors, j'ai voulu montrer comment une famille pouvait basculer du côté du colonisateur.* »

## DÉSŒBÉISSANCE AUX ORDRES

C'est par sa mère et ses frères et sœurs que Dalila Kerchouche a « appris ». Elle n'avait qu'un an et demi quand la famille (onze enfants) est arrivée au camp de Bias (Lot-et-Garonne). Sauvés grâce à un colonel qui avait combattu avec son grand-oncle durant la seconde guerre mondiale et a désobéi aux ordres, emmenant avec lui les Kerchouche. Les camps à Rivesaltes et Bias lui ont été rapportés. Des bribes qui racontent le froid en arrivant d'une terre de soleil, quand on n'a qu'une robe légère et des sandales en plastique ; le couvre-feu, l'électricité coupée, les douches collectives une fois par semaine ; le regroupement séparé des « associés », ces célibataires devenus fous ou invalides, assommés de calmants après les massacres ; l'école à 80 enfants sous un

hangar ; les adolescents remuants, arrachés aux parents et placés en foyer de redressement...

La famille est sorti de cet univers en achetant une maison à crédit, avec les allocations familiales et quelques économies. A l'école, les enfants rattrapèrent leurs quatre ans de retard scolaire grâce à un couple d'instituteurs. « *Voilà dix ans que j'ai miri mon envie de raconter mon père. J'ai cherché à comprendre pourquoi j'étais fille de harki* », explique cette jeune journaliste à *L'Express*. A l'adolescence, elle fut pleine d'amer-tume de ne pas avoir un père héros de l'indépendance, comme ses copines. Les insultes – « *fille de traître* » –, les graffitis « *sale Arabe* »

griffonnés sur sa table, au lycée de Villeneuve-sur-Lot, l'avaient laissée pleine de rage. « *Je lui en ai tellement voulu de subir les conséquences de ce qu'il avait fait...* »

Le père ne se livra qu'en 2003. S'installant chez lui, sa fille le « har-cèle » : « *Avec les témoignages que je recueillais, je l'ai amené à se lâcher.* » Le petit paysan de la région de l'Ouarsenis, devenu policier parce que la terre ne nourrissait plus après deux ans de famine, découvre la guerre lorsqu'il est envoyé en Kabylie. « *Il a été complètement brisé d'être rejeté par les Algériens et méprisé par les Français. Il avait un tel respect de la France qu'il n'imaginait pas les années de misère*

## Ils sont aujourd'hui 400 000

● **Population.** Ces musulmans pro-français, nommés tous improprement harkis, sont estimés à 265 000 hommes, soit, avec leur famille, près d'un million de personnes. Outre les appelés et les engagés musulmans, l'armée française a aussi recruté des « supplétifs », les harkis. On dénombrait 60 000 harkis, qui auront des fonctions diverses : militaires de carrière, élus, fonctionnaires, anciens combattants et éléments de police ou de sécurité (moghaznis ou groupes mobiles de protection des villages).

● **Massacres.** Alors que les accords d'Evian prévoient que « *nul ne peut être inquiété (...)* en raison d'actes commis en relation avec les événements politiques survenus en Algérie », le 25 mai 1962, Louis Joxe, ministre des affaires algériennes, signe une circulaire secrète menaçant de sanctions les militaires débarquant des supplétifs en métropole. Le nombre de supplétifs massacrés par le FLN varie entre 30 000 et 100 000, selon les estimations.

● **Rapatrifiés.** Grâce à l'aide de rares officiers désobéissant aux ordres, quelque 20 000 harkis ont trouvé refuge en France en 1962, rejoints par leurs familles. La plupart ont longtemps été parqués dans des camps isolés. Avec leurs descendants, leur nombre atteint aujourd'hui 400 000 « Français musulmans ».

# ALGÉRIE

## HÉRITIERS ALGÉRIENS

### Parler arabe ou français ? Un débat « schizophrénique »

L'ARABISATION DES ÉLITES À MARCHE FORCÉE A ÉTÉ UN SUCCÈS. ELLE A ENGENDRÉ AUTANT DE PROBLÈMES QU'ELLE EN A RÉSOLU

#### ALGER

de notre envoyé spécial  
« Aujourd'hui, les Algériens peuvent s'exprimer en français sans avoir l'impression de commettre un crime », résume Mustapha Hadad, professeur de sociologie à Alger et parfait bilingue, comme la plupart des universitaires algériens. Quinquagénaire, il a fait toutes ses études en français. Dans les années 1970, enseignant à l'université des sciences humaines, il s'est adapté, comme ses congénères, à l'arabisation menée par les gouvernements successifs du FLN.

Voulue par Ben Bella, lancée par Boumediène et parachevée par Chadli, les trois premiers présidents, cette politique volontariste va scinder en deux camps distincts – « arabisants » et « bilingues » – les premières élites formées après l'indépendance. Pour les premiers, le français constitue le dernier vestige colonial, dont il faut se débarrasser ; pour les seconds, il est « un butin de guerre » – la formule est de l'écrivain Kateb Yacine – à préserver au nom de l'ouverture et du progrès.

A partir des années 1980, les arabisants sont nettement majoritaires sur le marché du travail, mais les débouchés sont maigres : ils ont le choix entre l'administration, l'éducation ou la justice. Les autres secteurs préférèrent encore recruter dans la minorité bilingue. La crise économique de 1986 va accentuer les rancœurs. Les élites se déchirent. Pour les francophones, les arabisants sont coupables de tous

les maux dont souffre l'Algérie : montée de l'intégrisme, échec de l'école, fuite des cerveaux, persistance du système clanique et du parti unique... De leur côté, les élites arabophones stigmatisent « la secte des néo-colonisés », qui empêche la nation de « se reconstruire sur la base de ses constantes », et une « élite occidentalisée », accusée tout à la fois d'être « hizb fran-

Depuis la rentrée scolaire de cette année, le français est enseigné à partir de la deuxième année du primaire

ça », le « parti de la France », et un « suppôt du pouvoir ».

Le cinéaste Mohamed Latrèche, 33 ans, se souvient de la schizophrénie de ces années 1980. Il était alors lycéen à Sidi-Bel-Abbès : « Le français ne devait pas sortir des murs du lycée. Parler français dans la rue, c'était comme renoncer à sa virilité. Pour une fille c'était toléré, en revanche, un garçon était traité d'efféminé. »

« L'arabisation a fait autant de mal à la langue arabe qu'à la lan-

gue française, si ce n'est plus », estime Khaoula Taleb Ibrahim, professeur de littérature arabe à la faculté d'Alger et auteur d'un essai intitulé *Les Algériens et leur(s) langue(s)* (éd. ENAG). « La conséquence, dit-elle, est que pour une majorité de mes étudiants l'arabe est associé à un devoir, à des sujets comme la religion, la morale, l'histoire. Le français est au développement technologique, à un plaisir d'évasion porteur de plus de liberté, aux relations amoureuses... »

Décembre 1996, sous la présidence du général Zeroual, une assemblée désignée (le Conseil national de transition) vote une loi sur la « généralisation de l'utilisation de la langue arabe ». Elle stipule qu'à partir du 5 juillet 1998 (et en 2000 pour l'enseignement supérieur) « les administrations publiques, les institutions, les entreprises et les associations, quelle que soit leur nature, sont tenues d'utiliser la seule langue arabe dans l'ensemble de leurs activités ».

Noté à l'unanimité, le texte se veut résolument répressif : « L'utilisation de toute langue étrangère dans les délibérations et débats des réunions officielles est interdite. » La loi a fait couler beaucoup d'encre dans la presse tant francophone qu'arabophone, nourri quelques discussions passionnées dans les cafés universitaires... sans jamais être scrupuleusement appliquée.

En 2004, le français revient d'une manière ostentatoire dans les grands centres urbains. L'économie de marché à l'algérienne a ren-



du caduque la loi sur l'arabisation : sur les murs de la capitale, les panneaux publicitaires vantent – en français – les mérites d'une boisson américaine, d'une voiture japonaise ou d'un yaourt hexagonal. Pour tourner la page du terrorisme, attirer les investisseurs étrangers et rêver de concurrencer ses voisins maghrébins dans le tourisme, l'Algérie de Bouteflika semble, s'être réconciliée avec le français. Signes inimaginables il y a dix ans : à la télévision, le président de la République et ses ministres n'hésitent plus à discourir dans la langue de l'ancien colonisateur.

Enfin, première mesure de la réforme de l'éducation décidée par Abdelaziz Bouteflika et appliquée cette année à la rentrée scolaire, le français est enseigné à partir de la deuxième année du primaire. « Je

ne suis pas certaine que cette francisation à rebours réglera les problèmes de l'Algérie », note Khaoula Taleb Ibrahim, membre de la commission de réforme de l'éducation. « La commission a failli éclater à deux reprises. Il n'y a pas eu de consensus à propos du français. Le débat idéologique l'a emporté sur le débat de fond », ajoute-t-elle. Officiellement, l'Algérie, le pays le plus francophone d'Afrique, ne participe pas au Sommet de la francophonie. Mais cette année le ministre des affaires étrangères, Abdelaziz Belkhadem, a brisé le tabou, en évoquant un éventuel changement d'attitude.

« J'insiste pour que mes romans soient traduits en français, déclare l'écrivain Tahar Ouettaf, qui les rédige en arabe. Je ne suis contre aucune langue. Mais quand notre

■ A Alger, en 2004, cette publicité vantée en arabe la boisson à la framboise Sultan. Mais, afin d'attirer les investisseurs étrangers et les touristes, le français revient en force sur les produits de grande consommation.

ministre des affaires étrangères s'exprime en français, à l'occasion de l'ouverture de l'Année de l'Algérie en France, je maintiens ce que c'est honteux, et que le colonialisme perdure. C'est une atteinte à ma dignité, à notre indépendance, à la mémoire de nos martyrs. »

Moins radical, mais tout aussi critique, l'ancien secrétaire général du FLN, Abdelhamid Mehri, cite Frantz Fanon : « Le Noir a tendance à croire qu'il devient blanc quand il parle la langue des Blancs. » Artisan de l'arabisation, M. Mehri a été secrétaire général du ministère de l'éducation de 1965 à 1976 : « L'arabisation par décret a été une politique nuisible, admet-il, mais on oublie que c'était une profonde revendication des Algériens. On oublie aussi que le premier décret d'arabisation en Algérie a été voulu par le général de Gaulle, qui l'a cosigné avec Michel Debré en 1961. De Gaulle a senti que les Algériens voulaient se réapproprier leur langue. A l'indépendance, on a fait ce qu'on pouvait avec les moyens qu'on avait... »

En disgrâce, M. Mehri ne détient aujourd'hui aucune fonction politique. Cela n'empêche pas cet ancien ambassadeur de son pays en France (1984-1988) d'exprimer ses désaccords avec le régime, y compris dans sa récente réhabilitation du français : « Les accords d'Evian stipulaient que les deux pays s'engageaient chacun à enseigner la langue et la civilisation de l'autre. Malgré tout ce qu'on a dit sur l'arabisation, on a tenu nos engagements : le français a fait des progrès considérables en Algérie. Sans contrepartie : l'enseignement de l'arabe a périclité en France », affirme-t-il.

Tewfik Hakem



#### TROIS QUESTIONS À... YASMINA KHADRA, ÉCRIVAIN

##### « IL EST TEMPS D'ARRÊTER DE RENIFLER NOS AISSELLES »

Comment vivez-vous le fait d'être un écrivain algérien écrivant en français ?  
Pour moi, la langue française n'est ni un butin de guerre ni une assimilation. Je l'aime, un point, c'est tout. Elle m'a fourni l'essentiel de ce que je possède et m'a enseigné tout ce que je sais. Elle reste, pour moi, d'abord d'une grande générosité. Je suis fils du Sahara. Je sais dire les choses comme je les ressens, pas comme il sied aux débats ambiants.

A partir de cette année, le français sera enseigné dès la deuxième année du primaire, qu'en pensez-vous ?

C'est une excellente chose, une initiative que je loue et cautionne pleinement. Il est grand temps d'arrêter de renifler nos aisselles, comme on dit chez nous, et de relever la tête pour aller de l'avant. Le retour de la langue française dans l'éducation nationale n'est qu'un retour aux sources, naturel et longtemps attendu. Celui qui y voit le retour du joug colonial est un imbécile. Le prophète ne nous recommandait-il pas avec insistance de nous ouvrir à la langue des autres ? Alors, où est le problème ?

Pour de nombreux Algériens, le français reste la langue de la colonisation et de la déculturation...

Des écrivains arabophones s'étaient félicités lorsque Malek Haddad avait renoncé à son génie, simplement parce qu'il écrivait dans la « langue de l'ennemi ». De prime abord, on croit assister à une guerre froide dressant l'arabité contre les influences sulfureuses de la culture occidentale. Mais la vérité est ailleurs. Il y a, chez les écrivains et intellectuels algériens, aussi bien chez les arabisants que chez les francisants, une haine implacable envers celui qui, parmi eux, parvient à se faire un nom quelque part. Répétez-vous la manière avec laquelle Kateb Yacine était traité par ceux-là même qui, aujourd'hui, parce qu'on enterme mieux les vivants en honorant les morts, lui rendent hommage à chaque coin de rue. Essayez de comprendre pourquoi Mohammed Dib préférerait se calfeutrer dans son coin plutôt que de se frotter à ses congénères. La France – comme sa langue – m'a appris une chose fondamentale : être seul est, parfois, la meilleure façon de rester lucide... et digne. Aussi, cette histoire de conflit arabophono-francophobie ne me stimule pas plus qu'un attouchement dans le sens du poil. Par conséquent, je renonce à y tomber.

Propos recueillis par T. H.

### Etre « enfant de martyrs », ça aide...

LOBBY FIDÈLE A TOUS LES POUVOIRS, L'ONEC, PUISSANTE ORGANISATION, EST EN PREMIÈRE LIGNE

#### Alger

de notre envoyé spécial  
En Algérie, la « guerre de libération nationale » est une sorte d'héritage sacré. Y avoir participé est un passeport qui ouvre les portes de la fortune aux audacieux. Etre le fils (ou la fille) d'un de ceux qui sont « tombés au champ d'honneur » est un atout tout aussi important – et monnayable. Pour qui sait en jouer, il peut déboucher sur un emploi, l'octroi d'un logement, d'un prêt bancaire... Comme le disait un colonel – aujourd'hui décédé –, ancien maquisard : « J'ai fait la révolution pour moi et pour ma famille. »

Une institution représente ces orphelins de la guerre : l'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC). Installée dans un immeuble du front de mer, à Alger, elle revendique actuellement plus de 800 000 adhérents (dont une brochette de parlementaires) : un bureau dans chaque préfecture, une présence dans des milliers de communes et d'entreprises publiques...

Dotée du statut d'organisation non gouvernementale, « l'ONEC n'est pas financée par l'Etat mais, pour l'essentiel, par les cotisations de ses membres, même si elle est placée

sous la tutelle du ministère des anciens combattants », assure son secrétaire général actuel, Tayeb El-Houari. Ce n'est pas tout à fait exact : par le biais de dizaines de rapports commandés à l'ONEC, le gouvernement subventionne bel et bien l'association. L'un des plus récents concernait « la solidarité familiale comme facteur de réussite de la cohésion de la famille algérienne »...

L'aide gouvernementale récompense une organisation qui n'a pas ménagé sa peine pour venir au secours du pouvoir, lorsque celui-ci était chancelant. Créée en 1989 alors que le pays s'enfonçait dans la guerre civile, l'ONEC a été un instrument de combat dans la lutte contre les islamistes. « On était en première ligne. Les institutions publiques étaient aux abonnés absents. Il y avait un vide à combler. Nous avons pris nos responsabilités », explique celui qui en fut le premier secrétaire général, Tahar Benbaïbèche.

L'ONEC va partir en croisade contre le Front islamique du salut (FIS) puis contre les groupes terroristes. Elle le fait les armes à la main. Ses membres forment les premiers Groupes de légitime défense (GLD) nés dans les villes et les campagnes

des carences des forces de l'ordre. Les « patriotes » en paient le prix en termes de morts.

Lorsque le président Lamine Zeroual, méfiant vis-à-vis d'un FLN devenu difficile à contrôler, décide de créer un parti malléable, le Rassemblement national démocratique (RND), ce sont encore les cadres de l'ONEC qui en forment l'ossature. « Les trois quarts des fondateurs du RND sont des enfants de chouhada », confirme M. Benbaïbèche, qui un temps cumula le poste de secrétaire général et du RND et de l'ONEC.

Depuis sa création, cette dernière a toujours soutenu le pouvoir en place à Alger. Elle était aux côtés du général Zeroual au plus fort de la guerre contre les groupes islamistes. Elle soutiendra Abdelaziz Bouteflika lorsqu'il briguera la succession en 1999, puis en 2004.

Les responsables politiques ont su récompenser l'appui sans faille de l'ONEC aux heures sombres. En avril 1999, quelques jours avant de quitter le pouvoir, Lamine Zeroual fait adopter une loi taillée sur mesure pour les enfants de chouhada (et les anciens combattants). Elle leur garantit « une priorité dans la formation, l'emploi et la promotion »,

une retraite anticipée, des facilités bancaires ; et elle interdit, de facto, le licenciement d'un enfant de chouhada. La loi était peut-être trop belle : les décrets d'application n'ont jamais été publiés et exceptionnelles sont les entreprises qui appliquent la nouvelle législation sans y être contraints.

Il n'empêche qu'avoir sa carte de l'ONEC procure des avantages matériels. « Ça aide pour trouver du travail et un logement. On règle beaucoup de problèmes, concède M. Benbaïbèche. De mon temps, on était un lobby puissant. » Il le reste. La meilleure preuve en est l'augmentation continue du nombre d'adhérents malgré les années qui passent. D'ailleurs, l'ONEC n'entend pas disparaître avec la fin de la génération des enfants de chouhada.

« On changera de nom et de sigle s'il le faut, mais nous allons rester pour perpétuer les idéaux de novembre 1954 et combattre la culture de l'oubli, dit l'actuel patron de l'ONEC. Il y a bien des associations qui cultivent le souvenir d'Hiroshima. Pourquoi pas celui du 1<sup>er</sup> Novembre ? »

Jean-Pierre Tuquoi

blir, disent-ils, entre une « guerre de libération », d'essence « progressiste », et une « guerre contre les civils », obscurantiste. Pourtant, dans le conflit qui va plonger l'Algérie des années 1990 dans le chaos, la référence à novembre 1954 est souvent brandie par les acteurs de la nouvelle tragédie algérienne. En voici trois exemples.

**Ali Benhadj.** Quand, au début des années 1990, le FIS commence à faire le plein des diverses voix contestataires d'un pays en crise, le régime, qui tient sa légitimité de la « guerre de libération », fait circuler le bruit, largement repris par la presse, qu'Ali Benhadj, le numéro deux du FIS, n'est « même pas algérien ». Comme par hasard, au même moment, les premiers « terroristes » arrêtés sont aussi pour une bonne partie des « fils de harkis ».

En mai 1991, Benhadj, dans sa dernière conférence de presse avant son arrestation, exhibe une vieille photographie d'un homme portant un fusil : « Ce moujahid, c'est mon père », clame-t-il. Et il ajoute, menaçant : « Si je dois prendre les armes pour défendre nos droits comme a fait mon père contre le colonialisme, je le ferai ! » Prédicateur radical, Ali Benhadj jouissait auprès de la jeunesse islamiste d'une grande popularité. Mais le FIS a préféré mettre à la tête de son parti Abassi Madani, qui avait l'avantage, lui, d'avoir la « légitimité historique ».

**Abassi Madani.** Nationaliste dès la fin des années 1940, celui-ci fut effectivement un activiste FLN de la première heure. Arrêté le 17 novembre 1954 par les autorités françaises pour avoir participé à un attentat contre Radio-Alger, il passera les sept années de la guerre d'indépendance en prison. Arrêté le 30 juin 1991 avec Benhadj, Abassi Madani accuse le régime algérien de « saborder toute entreprise d'édification de l'Etat algérien tel que stipulé dans l'appel du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 ». Contacté par *Le Monde* au Qatar, où il est exilé

depuis sa sortie de prison en 2003, il refuse, lui aussi, mais pour d'autres raisons, de comparer l'Algérie en guerre de 1954 à celle de l'insurrection islamiste récente. « En 1954, les protagonistes avançaient à visage découvert. Le conflit s'est terminé par des accords qui ont été respectés par les deux parties. Le général de Gaulle et Benyoucef Benkhedda [chef du gouvernement provisoire algérien] avaient, tous deux, un vrai courage et le sens des responsabilités que n'ont pas ceux qui, aujourd'hui, détiennent le pouvoir en Algérie », dit-il.

Néanmoins, dans son livre-interview *Le Fis du peuple*, Madani pointe « la similitude frappante » entre ces deux incarcérations. Dans les deux cas, il s'agissait, dit-il, de « défendre le droit du peuple algérien à la liberté et à la souveraineté, à une vie honorable et décente et à édifier le projet civilisationnel qui lui a été ravi ».

**Mohammed Saïd.** Les premiers grands massacres punitifs attribués aux GIA dans les villages algériens dès 1992 ont tout de suite été comparés aux massacres d'Algériens perpétrés par d'autres Algériens entre 1954 et 1962. Ainsi le massacre de Melouza (lire page XV), 300 villageois assassinés en 1957 par le FLN, aurait été exécuté par le lieutenant Abdelkader Bariki, dit Sahnoun, agissant sous les ordres de Mohammed Saïd, colonel de la wilaya 3. Le même homme sera, trois décennies plus tard, l'un des fondateurs du FIS.

Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1997, à Benthalha, 400 personnes sont assassinées dans des conditions aussi barbares qu'à Melouza en 1957. Les massacres sont attribués aux GIA par le régime. Abassi Madani, comme certains observateurs, récuse la version officielle et induit l'idée du complot ourdi par le pouvoir militaire pour discréditer les islamistes. Comme cela se faisait aussi pendant la guerre d'Algérie...

T. H.

# ALGÉRIE

## HÉRITIERS ALGÉRIENS

# Les « moudjahidates » sortent lentement de l'oubli

LA GUERRE EST AFFAIRE D'HOMMES... EN ALGÉRIE, ILS L'ONT FAIT SAVOIR ET SENTIR AUX MILITANTES DÈS L'INDÉPENDANCE. LES FEMMES ONT ÉTÉ EXCLUES DE L'HISTOIRE OFFICIELLE. AUJOURD'HUI, SOCIOLOGUES ET ROMANCIERS COMMENCENT À ÉVOQUER CE QUE FUT LEUR RÉALITÉ

**H**OURIA H. avait 16 ans quand les soldats français l'ont violée devant les gens de son village. C'était en 1959, dans la région de Jijel. « Les soldats avaient trouvé des armes, près de chez elle, dans une cache. Comme Houria était l'aînée des enfants, ils ont décidé de la punir », raconte Khadija Belgendour, ancienne maquisarde. Brisée, l'adolescente ne sortira plus jamais du cercle de la tragédie : « Le village l'a rejetée, ses parents l'ont reniée et elle a dû s'enfuir. C'est comme ça que je l'ai rencontrée : quand elle est arrivée au maquis, après je ne sais combien de jours et de nuits d'errance, nous l'avons prise en charge », explique l'ancienne « moudjahida » de la Wilaya II. Dans son malheur, la jeune villageoise a eu, si l'on peut dire, de la chance : après l'indépendance, Khadija Belgendour ne l'a pas laissée tomber, bataillant pour la faire suivre médicalement à Alger, lui trouver un travail et un logement – une chambre de bonne, où elle habite encore.

L'histoire de Houria H., petite main anonyme de la révolution algérienne, victime de la soldatesque coloniale, n'est pourtant mentionnée dans aucun registre offi-

ciel. La place des femmes dans la guerre d'Algérie, les discriminations et les supplices qu'elles ont subis, mais aussi le rôle actif qu'elles y ont joué, comme maquisardes, agents de liaison (chargées de transporter du courrier, des médicaments ou des armes), offrant hébergement, soins, nourriture, vêtements parfois, aux « frères » de l'Armée de libération nationale (ALN), mais aussi comme poseuses de bombes, cette place reste encore, cinquante ans après le 1<sup>er</sup> novembre 1954, largement méconnue ou occultée.

Le seul ouvrage de référence à ce jour – *Les Femmes algériennes dans la guerre*, de Djamilia Amrane (Plon, préface de Pierre Vidal-Naquet) – a été édité en 1991. Quant au premier documentaire donnant la parole à des moudjahidates, *Barberousse, mes sœurs*, d'Hassan Bouabdellah, il fut diffusé à la télévision d'Etat algérienne le 1<sup>er</sup> novembre 1985. « Pendant des décennies, le discours officiel a voulu qu'on raconte l'histoire algérienne sans citer aucun nom – sauf celui des condamnées à mort ou des martyres "officielles", comme Hassiba Ben Bouali – et, surtout, sans jamais livrer aucun témoignage per-

sonnel. Il a fallu attendre la fin des années 1980 pour que les choses commencent à changer », explique Malika El Korso, chargée de conférences à l'Institut d'histoire de Bouzaréah, chercheur au Centre national d'études et de recherches sur le mouvement national. Elle avait organisé à l'université d'Oran, en juin 1988, l'une des premières tables rondes sur ces questions, en présence de moudjahidates.

Ignorées, marginalisées, renvoyées « aux fourneaux » dès les lendemains de l'indépendance, les combattantes algériennes n'ont, il est vrai, pas été très nombreuses à participer à la guerre, du moins si l'on s'en tient aux chiffres du ministère des moudjahidins – cités par Djamilia Amrane : sur quelque 336 748 militants recensés en 1974, on ne trouve que 10 949 femmes, « soit 3,10 % du total ». Ce pourcentage, dont sont exclues un très grand nombre de militantes, toutes n'ayant pas eu l'audace ou les moyens de se faire enregistrer comme telles, n'est pourtant pas négligeable, compte tenu de ce qu'était l'Algérie des années 1950.

« Que des femmes, souvent adolescentes, s'engagent, militent ou décident de partir au maquis, qu'elles

imposent ce choix à leur père, c'était, pour l'époque, une petite révolution », souligne la psychanalyste Alice Cherki. « Elles étaient des femmes de leur temps : elles ne se projetaient pas dans un destin politique personnel, elles pensaient qu'à l'indépendance les "frères" s'occuperaient de tout – y compris de leurs droits », ajoute Caroline Brac de la Perrière, membre du col-

lectif Maghreb-égalité et auteur de *Derrière les héros*, une étude sur les « employées de maison en service chez les Européens à Alger durant la guerre d'Algérie (1954-1962) » (L'Harmattan, 1987).

Jusqu'en 1989, année de l'ouverture démocratique – vite réfrénée, montée de l'islamisme et guerre civile obligent –, langue de bois et autocensure ont prévalu, sacrifiant la lutte d'indépendance et

interdisant tout regard individuel ou critique. L'émergence d'un fort mouvement féministe, soutenu par une partie des moudjahidates, puis, paradoxalement, la médiatisation des atrocités commises, durant les années 1990, à l'encontre des femmes ont contribué au réveil des mémoires.

Le viol, sujet tabou entre tous, apparaît dans les discours publics. A l'été 2000, Louissette Ighilariz, ancienne « moudjahida », révèle avoir subi, en 1957, la torture du viol (lire page VIII). Un an plus tard, en 2001, une journée de débats sur les violences contre les femmes est organisée à Alger par l'Institut national de santé publique, avec la participation non seulement d'associations de femmes, mais aussi de représentants de la justice, de la police et du corps médical.

Mais ces premiers pas sont timides. « Au lendemain des révélations de Louissette, on a cru qu'il y aurait un déclin, que les langues allaient se délier. Mais rien. Silence total. Il y a eu des comptes rendus sympathiques dans la presse et puis la porte s'est refermée », explique Dalila Djerbal, sociologue et membre du réseau féministe Wassila, seule

structure collective à avoir apporté un soutien public à M<sup>me</sup> Ighilariz après la sortie de son livre, *Algérienne* (Fayard-Calmann-Lévy, 2001).

La question du viol, difficile à aborder quand elle met en cause des étrangers, en l'occurrence des soldats français, l'est plus encore quand il s'agit de compatriotes. Le seul à l'avoir fait est un romancier algérien, Azzedine Bounekeur, ancien maquisard. Dans son dernier roman, *La Pacification* (L'Harmattan, 1999), il raconte l'histoire d'une jeune militante, partie au maquis et violée par l'un de ses camarades de combat. Le livre d'Azzedine Bounekeur n'a jamais été diffusé en Algérie.

Bien d'autres questions mériteraient d'être étudiées. Quel a été le poids de l'islam (et de la coutume) dans les relations hommes-femmes, durant la guerre de libération ? Quel rôle ont joué les Algériennes de la fédération de France ? Quelles étaient les sensibilités politiques dominantes parmi les militantes du FLN ? Autant de chantiers sur lesquels la recherche algérienne a commencé, discrètement, à se pencher.

Catherine Simon

# Baya El-Kahla, peau noire, blouse blanche, bilan mitigé

ELLE AIMAIT LE CHA CHA ET LE MAMBO. INFIRMIÈRE AU MAQUIS, ELLE A CONNU LA PRISON, LA TORTURE. ET UNE INDÉPENDANCE DOULOUREUSE

BOUFARIK

de notre envoyé spécial

Toumia Laribi, une des premières infirmières à rejoindre les maquis du FLN en 1956, devait avoir suffisamment de caractère pour y surmonter sa double singularité : être femme, et être noire. Dès son arrivée, à 19 ans, dans le djebel de Palestro, « les frères », comme elle dit toujours, lui donnent son nom de guerre : Baya El-Kahla, « Baya la Noire ». « Je n'ai jamais eu de complexe vis-à-vis de la couleur de ma peau », dit-elle. Encore aujourd'hui, à Boufarik, à 35 kilomètres au sud d'Alger, où elle vit, Toumia n'est connue que sous son pseudonyme.

Quand la jeune « moudjahida » fait son apparition au maquis, les « frères du Front » sont troublés. D'abord Baya est une très jolie Noire venue d'Alger la Blanche. C'est aussi une fille de famille relativement aisée, installée dans une coquette maison du quartier Fontaine-Fraîche, majoritairement européen, de la capitale. Une citadine qui n'a jamais connu la misère des montagnes ; une lettrée, qui plus est, formée au métier d'infirmière par les Sœurs de la Croix-Rouge.

Dans « les maquis de misère », Baya El-Kahla intrigue les combattants et effraie les paysans : « La première fois que je me suis présentée dans un village en tant que nouvelle maquisarde qui soigne les blessés et

■ Toumia Laribi, dite Baya El-Kahla, « Baya la Noire », ici écolière, en 1950-51, au collège Gambetta d'Alger. Seule Noire, elle en a déjà l'habitude. Elle figure au deuxième rang, deuxième de la gauche.



tous les villageois qui le désirent, tous ont pris peur. » Son chef, le commandant Ali Khodja, lui aurait rétorqué en riant : « Espèce de Noire, tu leur as foutu la frousse ; ils sont persuadés qu'un contingent de soldats sénégalais est arrivé... »

Arrêtée, renvoyée à Alger, violée puis relâchée, son éclatante beauté lui a plutôt facilité sa vie de « moudjahida » recherchée. Quand il a fallu

fuir clandestinement l'Algérie, elle n'a eu aucun mal à passer en France avec de faux papiers la faisant passer pour sénégalaise. Le FLN la cache. Elle rencontre, enfin, quelqu'un d'aussi « différent » qu'elle. « Mon contact était un jeune Kabyle barbu aux cheveux longs et blonds, un étudiant que ses copains appelaient Jésus, se souvient-elle. J'adorais aller danser la biguine, le cha-cha-cha ou

le mambo avec Jésus. Je passais pour une Antillaise, lui pour un Français. Personne, dans les boîtes de nuit parisiennes, ne pouvait se douter de qui nous étions. »

Baya El-Kahla rentre à l'indépendance. Les rues algéroises sont en liesse, mais la jeune héroïne préfère rester chez elle, volets clos : « Pour éviter de mentir aux voisins qui me demandaient des nouvelles de leurs

proches, dont je savais qu'ils étaient morts au combat ou au maquis. » Sa sœur, Mama, précise : « Pour se remettre aussi des traumatismes. » Car, de cette guerre, Baya a tout connu : la prison, la torture, le viol.

En juillet 1962, à 26 ans, elle est marquée. L'Algérie, chantre du tiers-mondisme et du panafricanisme, déroule le tapis rouge à Myriam Makéba, reçoit les Black Panthers américains. Elle aurait pu faire d'elle une icône vivante des décolonisa-

ne français « m'a violée dans un commissariat d'Alger. "Tu es noire, qu'as-tu à voir avec l'Algérie ?", me disait-il pour m'humilier, entre deux séances de torture. » Sans oublier « la violence sadique des goumiers, plus cruels que les trouffions français ».

A ce discours, Baya El-Kahla en ajoute un autre, moins commun : « Les maquis avaient perdu la guerre. Nous ne pouvions rien contre la puissance militaire de la France. L'indépendance est une victoire politique. » Ce n'est pas la version officielle. « Le jour de l'indépendance ? « Pour moi, c'était un jour de profonde mélancolie. La joie a été gâchée par la perte des amis. Ceux morts au maquis, ceux qui ont quitté l'Algérie... » Elle cite les noms des voisins français, maltais, juifs et espagnols, partis « du jour au lendemain ». Sur-tout, insiste-t-elle, la famille Blange-nois. « Ces voisins français savaient que j'étais une activiste. Jamais ils ne m'ont dénoncée. Au contraire, grâce à eux mon père, arrêté par ma faute, a échappé aux représailles. »

Depuis cet été 1962, plus de nouvelles de ces anciens voisins. Pas plus de Magali Lopez, « ma meilleure amie d'enfance. Je pensais naïvement qu'à l'indépendance les méchants allaient partir et que les autres allaient rester avec nous pour construire l'Algérie », regrette-t-elle.

Tewfik Hakem

« Je ne regrette rien, mais c'était horrible, il faut tourner la page »

tions africaines et de la révolution algérienne. Mais Baya n'est pas du genre à se formater au discours sans nuances des nouveaux chefs d'Alger. La guerre ? « Je ne regrette rien, mais c'était horrible, et il faut tourner la page », martèle-t-elle. Elle se range, devient sage-femme.

Tourner la page, « sans oublier » que la France, pays des droits de l'homme, pouvait envoyer « des escadrons de la mort liquider des activistes du FLN blessés ». Sans oublier ce « salaud de Graziani ». Le capitai-

JURISTE ET FÉMINISTE, WASSILA TAMZALI VIT ENTRE ALGER ET PARIS. CRITIQUE DU POUVOIR, ELLE ANALYSE LA GRANDE DIFFICULTÉ DE SES COMPATRIOTES À ACCEPTER « L'HÉRITAGE DE L'AUTRE EN EUX ». L'AUTRE, C'EST LE COLONIALISTE QUI A, AUSSI, APPORTÉ LES LUMIÈRES

# « L'enjeu est de sortir de la libération pour accéder à la liberté »



**Vous aviez 21 ans à l'indépendance de l'Algérie. Vous êtes aujourd'hui très critique sur nombre de ses évolutions. L'avez-vous été immédiatement ?**

Au contraire : je suis longtemps restée insérée dans la grande nébuleuse de la « révolution algérienne », des « années de fraternité » du « socialisme spécifique » algérien. Presque tout le monde l'a été. Ferhat Abbas et Aït Ahmed, quand ils entrent en opposition, ne rompent pas avec le régime : ils se présentent comme « plus légitimes » que ceux qui sont au pouvoir. En 1962, j'adhère au FFS d'Aït Ahmed parce qu'il est le seul à avoir prononcé à l'Assemblée un discours sur le respect des droits de l'homme. Je viens d'une grande famille propriétaire, qui faisait partie d'une élite occidentaleisée, opposée au nationalisme populiste islamique de Messali Hadj, même si mon père avait été membre du PPA. Une famille qui a compté de très nombreux responsables dans la résistance. Le 10 mai 1964, Ben Bella s'en prend nominalement à ma

famille, symbole du « capitalisme international ». L'ennemi n'est plus le colonialiste, mais le capitaliste intérieur. Je me retrouve stigmatisée. Là s'ouvre la première faille.

**Vous dites : « C'est aussi la France qui nous a fait progressistes. » Qu'entendez-vous par là ?**

Les Français ont été les maîtres de la valise à deux poches. La question du legs de l'héritage colonial est très difficile pour nous, parce qu'il est double. Une poche est douloureuse, sanglante. Nous avons été colonisés en profondeur, dépersonnalisés, déculturés. Il y a eu une destruction physique de l'identité, basée sur une approche raciale. On oublie en France que la loi de l'indigénat fut la première loi moderne d'apartheid. Tout un appareil scientifique avait formalisé le racisme colonial. Par exemple, les règlements militaires stipulaient qu'un conscrit algérien a besoin d'un cubage d'air inférieur à un Européen. C'était écrit : l'indigène avait besoin de moins d'oxygène pour respirer. Les chambrées de Nord-Africains pouvaient être donc plus nombreuses que celles des Français. La première poche du colonialisme, c'est ça : « L'indigène n'est pas un homme comme nous. »

La seconde poche, c'est ce que le colonialisme apporte, à son corps défendant, par l'école : l'idée de progrès, d'émancipation. Une partie des élites indépendantistes algériennes récupèrent du colonialisme français les Lumières : liberté, égalité, fraternité. Elles ont été rejointes par une partie des élites françaises, qui ont été vers l'anticolonialisme. Ce sont les introductions de Sartre aux livres d'Albert Memmi et de Frantz Fanon qui nous ont aidés à penser individuellement.

**Pourquoi reconnaître ce double héritage est-il si difficile ?**

Parce qu'il est très dur de reconnaître en soi l'héritage de l'autre, lorsque cet autre a été si destructeur. Notre pensée est bridée par le passé de destruction. Il nous empêche de penser en liberté. Le grand enjeu actuel de l'Algérie est de sortir du carcan de la libération, pour accéder à la liberté. La libération induit l'affirmation de sa différence vis-à-vis de l'autre, avec la haine qui l'accompagne. Elle entretient l'esprit tribal, communautaire. Fanon disait : « Dans le regard de l'autre, on est un. » Dans la libération, l'individu s'inscrit obligatoirement dans un tout collectif unique. La liberté, elle, permet de reconnaître la

part de l'autre en soi. Kateb Yacine disait : « La langue française est mon butin de guerre. » Dans la guerre d'Algérie, l'Occident a été délégitimé en tant que civilisation par ses exactions. Mais la « libération » va jeter le bébé avec l'eau du bain. Or le bébé, c'était nous, les femmes, et aussi les intellectuels.

**Vous êtes aussi une militante féministe. Le féminisme vous a permis de passer de la libération à la liberté ?**

J'ai, dès le départ, défendu les droits des femmes, mais je me suis d'abord inscrite dans l'Algérie révolutionnaire. Or, on a tous été tétanisés par le martyrologe, lorsque le mort saisit le vif. Ma génération a considéré que le féminisme était une idée « gauchiste » – donc occidentale. L'Union des femmes algériennes était une courroie de transmission du pouvoir. Elle pensait surtout à ne pas remettre en cause les « grands frères » et prônait l'amélioration de la situation des femmes par petits pas. Nous avions deux âmes : l'une du côté des femmes, l'autre au service d'un pouvoir qui promouvait progressivement l'islam. Juriste, je suis entrée à la direction de la législation du ministère de la justice, où se concoctaient les projets de loi, en 1966. J'ai vu évo-

luer le statut de la femme dans le sens des religieux, jusqu'à son adoption en 1984. Pendant vingt ans, les femmes algériennes ont été manipulées. La loi s'était rangée sous la bannière de l'islam, et le discours des mosquées devenu agressivement féminicide. Durant les manifestations de 1988-1989, les jeunes filles scandaient « Laissez-nous vivre ». Ensuite est venue une guerre entre un pouvoir islamisé contrôlant l'armée et l'économie et des islamistes que ce pouvoir avait laissés maîtres de l'opinion. Le problème de l'Algérie, comme des autres pays musulmans, au-delà des clivages politiques, est celui du « parti de la masculinité », qui domine tout. On retrouve dans la lutte des femmes en Algérie non pas une trace, ni une influence du colonialisme, mais une confluence avec les idées d'émancipation que la présence française a apportées.

Propos recueillis par Sylvain Cypel

**WASSILA TAMZALI**, née à Bejaïa (Bougie), avocate, a été longtemps haut fonctionnaire internationale à l'Unesco, chargée des questions des femmes dans le tiers-monde.

ALGÉRIE  
LIEUX

## Ici, il n'y a toujours rien d'autre à faire que travailler

LIEU MYTHIQUE, LES GISEMENTS DE HASSI MESSAOUD ONT FAIT LE BONHEUR DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES, AVANT D'ÊTRE NATIONALISÉS EN 1971. HYPERPROTÉGÉS, ILS ONT FONCTIONNÉ NORMALEMENT DURANT TOUTE LA GUERRE RÉCENTE ENTRE LE POUVOIR ET LES ISLAMISTES

HASSI-MESSAOUD  
de notre envoyé spécial

C'est une stèle banale que flanque un trépan de forage. Gravées dans le marbre, quelques lignes en arabe rappellent qu'ici, à près de 900 kilomètres au sud de la capitale, le 18 juin 1971, au milieu de ces baraquements rustiques où logent des pétroliers, le « président du conseil de la révolution », Houari Boumediène, inaugura la « base du 24 février 1971 » – jusqu'alors baptisée Maison-Verte.

L'événement peut paraître mineur. Il était alors hautement symbolique, car il renvoyait à une décision spectaculaire prise quatre mois auparavant : la nationalisation des sociétés pétrolières françaises. Deux surtout étaient touchées : Elf-Erap, qui, par le biais de filiales locales, extrayait près de 40 % du pétrole algérien, et la Compagnie française des pétroles (CFP, l'ancêtre de Total), qui en produisait environ le quart, via la CFP-A. Le solde était entre les mains de la Sonatrach, la compagnie nationale.

A Hassi-Messaoud, le cœur de l'Algérie pétrolière, la visite du président Boumediène fut l'occasion de festivités variées : méchoui géant, pièce de théâtre... – et de quelques phrases bien senties du chef de l'Etat contre les tentatives du « colo-

nialisme français », pendant la « guerre de libération », pour « séparer le Sahara algérien et l'Algérie ». Il fut aussi question de la « bataille du pétrole » remportée sur la France. Invité à Hassi-Messaoud au même titre qu'une soixantaine de diplomates étrangers venus d'Alger, l'ambassadeur de France, M. Basdevant, ne souffla mot.

La nationalisation – « un coup de force », titrait *Combat* : une « méthode de force », selon *Le Figaro* – avait pris de court Paris, surpris l'opinion publique française et assommé les compagnies pétrolières. Brutale, elle ne pouvait être vécue que comme une spoliation. Car, comme l'écrivait *Le Monde* le lendemain, « la découverte et l'exploitation des hydrocarbures du Sahara ont été sans aucun doute l'aventure technique, industrielle, et simplement humaine, la plus spectaculaire menée par la France après la dernière guerre. Cette entreprise (...) a permis notamment la constitution du groupe pétrolier à capitaux publics Elf-Erap, qui est l'une des toutes premières sociétés françaises ».

Hassi-Messaoud symbolisait cette aventure tricolore dans le Sahara. Le gisement avait été découvert en 1956 – l'année où les chefs de la résistance algérienne tenaient clandestinement, en Kabylie, leur premier congrès. Ce n'était pas le premier

champ découvert, mais c'était – de loin – le plus gros.

Pur hasard, les deux compagnies qui ont « inventé » Hassi-Messaoud, comme disent les pétroliers, se partageaient à égalité le gisement. Le nord est exploité à partir de 1961 par la CFP-A et le sud par la S.N.Repal.

Les deux firmes ont des cultures opposées et elles s'ignorent superbement. L'une loge son personnel à Maison-Verte, l'autre à Maison-Blanche. Elles utilisent des techniques de forage incompatibles entre elles. Et chacune a construit son terrain d'aviation – mais les pistes sont parallèles. « Résultat, quand il y avait un vent de sable, les deux étaient fermés », se souvient André Salaber, un ingénieur de Schlumberger qui, à l'époque, travaillait pour les deux sœurs ennemies. Extrait d'une cinquantaine de puits, le brut est acheminé par camions-citernes à Toggourt, 160 kilomètres plus au nord, puis vers le port de Skidda par chemin de fer. En 1964, un premier pipeline transsaharien sera posé.

La guerre d'Algérie ne s'est pas fait sentir au Sahara. Les troupes de la légion étrangère campent non loin du gisement, dont les têtes de puits sont parfois protégées par un blindage. Avec le personnel algérien, pas davantage de problème. De cet

époque qui court jusqu'à la nationalisation de 1971 subsistent des témoignages. Le puits MD1, le premier foré à Hassi-Messaoud, après un demi-siècle de bons et loyaux services, continue à cracher ses 8 mètres cubes/heure d'un brut si léger que l'on pourrait presque l'utiliser tel quel dans un moteur. Restent

« La production n'a jamais été interrompue.

Le seul parti admis à Hassi-Messaoud, c'est le parti de la Sonatrach »

KACEM KHATARA, DIRECTEUR TECHNIQUE

aussi des dizaines de baraquements austères où logent désormais des salariés de la Sonatrach. Et, pour les plus anciens de la compagnie algérienne, le souvenir d'une vie d'aventuriers, où l'on travaillait dur en échange d'un bon salaire.

A Hassi-Messaoud-Nord, la nationalisation n'a pas fait sentir ses

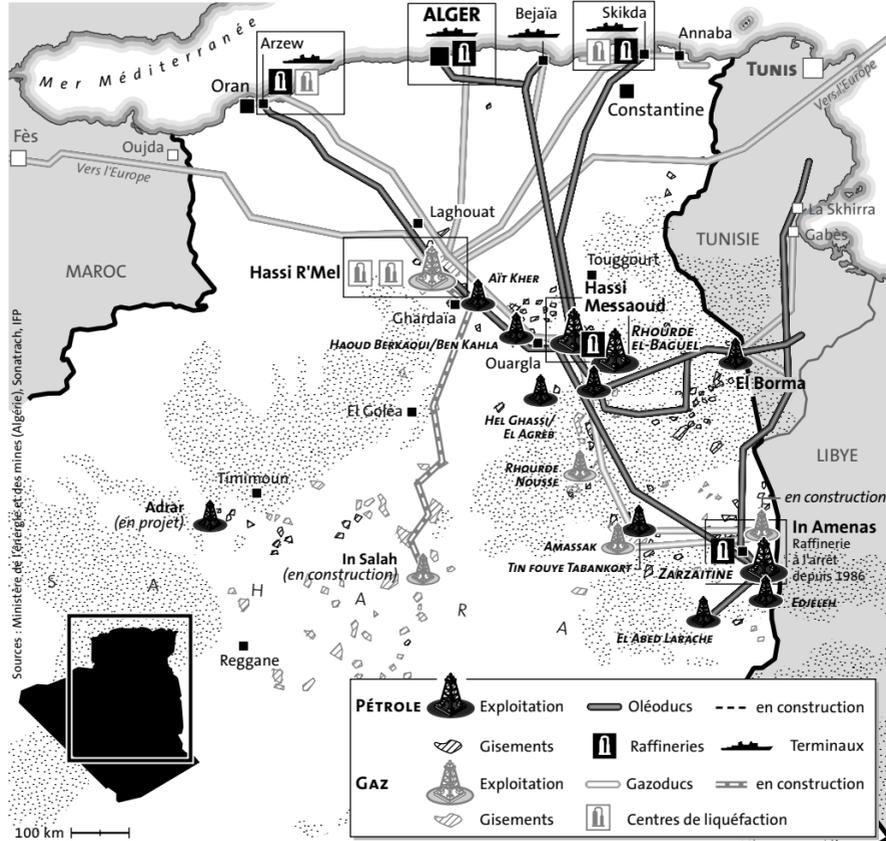
effets immédiatement, mais un peu plus tard, le 1<sup>er</sup> mai. Ce jour-là, tous les Français de la CFP-A ont quitté les lieux. « Ils avaient reçu de leur direction l'ordre d'évacuer. Ils étaient aussi surpris que nous. Certains pleuraient », raconte Larbi Sakhrî, alors jeune opérateur de puits. La raison de cet exode soudain ? L'échec des négociations sur l'indemnisation des intérêts français en Algérie. « On était une vingtaine de techniciens, dont douze Français. Du jour au lendemain, il a fallu tout prendre en main. Mais on était motivés et fiers. Nos responsables nous encourageaient : "La presse internationale a les yeux braqués sur vous", disaient-ils. »

En fin de compte, non sans accrocs, la relève a été assurée. Plus d'un millier de puits supplémentaires ont été forés à ce jour. Certains donnent du pétrole. D'autres servent à l'injection d'eau ou de gaz dans le sous-sol pour « pousser » le brut vers la surface. Des complexes industriels ont surgi au milieu du sable, que la Sonatrach exploite sans aide étrangère. Des centaines de kilomètres de canalisations courent parmi les dunes.

Après un net fléchissement à la fin des années 1980, faute d'investissements, la production de Hassi-Messaoud s'est redressée. Elle avoisine actuellement 400 000 barils/jour (bls/j) et devrait doubler d'ici une dizaine d'années, moyennant de lourds investissements. La taille du gisement le justifie. A lui seul, Hassi-Messaoud représente 60 % des réserves pétrolières prouvées du pays. « En 2060, on produira encore du pétrole », assure le directeur de la production, Lakhdar Bechina.

J.-P. T.

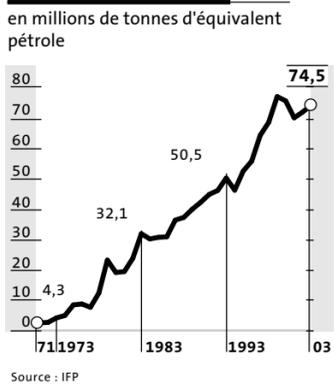
## LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DE L'ALGÉRIE ET LEURS VOIES DE SORTIE



## La production de pétrole



## La production de gaz



## 20 % de l'approvisionnement européen en gaz

C'est en 1954, l'année même où commença l'insurrection algérienne, qu'une société française découvrait les premiers indices d'hydrocarbures en Algérie. Il s'agissait d'un gisement de gaz naturel, à Berga, dans le sud du Sahara, mais difficile à exploiter en raison des distances.

Deux années plus tard, les pétroliers français, dans des conditions matérielles épouvantables pour l'époque, décelaient les premiers gisements exploitables de grandes dimensions : le gaz d'Hassi-R'Mel, au sud du Mzab, et le pétrole d'Hassi-Messaoud, dans le centre, deux noms qui allaient devenir familiers à l'opinion publique française.

Un demi-siècle plus tard, l'Algérie fait figure de pays pétrolier prometteur. Les réserves prouvées sont évaluées à 11 milliards de barils mais les réserves récupérables pourraient être multipliées par quatre, de l'avis des experts.

Depuis une dizaine d'années, l'Algérie s'est lancée dans une politique d'ouverture – contrôlée – qui commence à porter des fruits. La production de pétrole brut, d'une qualité excellente, devrait passer de 1,2 million de barils/jour à 1,5 million en 2005 et à 2 millions à la fin de la décennie. Pour la seule année de 2004, huit découvertes de pétrole ont été faites dont trois avec le concours de compagnies étrangères, désormais courtisées. L'essentiel de la production est exporté en Europe (Italie, Allemagne, France).

Grâce à Hassi-R'Mel, l'Algérie est un pays gazier plutôt que pétrolier. C'est vrai par le montant des réserves qui l'ont hissée parmi les dix premiers pays au monde. Et par ses exportations, qui se font par gazoduc ou par bateaux spécialisés. L'Algérie fournit ainsi le cinquième du gaz consommé en Europe.

Conséquence de la montée régulière des exportations d'hydrocarbures et de la hausse des cours internationaux, l'Algérie engrange des dollars comme jamais : 24 milliards de dollars de recettes pétrolières et gazières en 2003 ; sans doute 30 milliards en 2004.

J.-P. T.

## A la Casbah et à Bab El-Oued, la mue et l'amnésie

CES QUARTIERS D'ALGER SONT ENTRÉS DANS L'HISTOIRE. DÉSORMAIS, « LA SALETÉ Y EST PROPORTIONNELLE À LA MÉCONNAISSANCE DES LIEUX »

## ALGER

de notre envoyée spéciale

L'un habite la haute Casbah, dans une maison à étages finissant en terrasse. Il n'en sort pas beaucoup. L'autre ne quitte guère son appartement de la rue Bouzrina, ex-rue de la Lyre. Moustapha Ben Debbagh, 98 ans, et Mohamed Abdelhaoui, 78 ans, sont de vieux enfants de la Casbah, où ils sont nés et ont vieilli sans jamais se rencontrer. L'un en haut, l'autre en bas.

Le premier, artiste peintre réputé pour ses tableaux miniaturistes, se rappelle le temps où la vieille Casbah, bijou hérité de l'époque ottomane, était encore si propre « qu'on pouvait, sans crainte de se salir, faire sa prière dans la rue ». Il parle avec nostalgie des « vrais citadins » d'autrefois. Et avec dépit des « blédards » [venus du « bled », de la campagne] arrivés à Alger au lendemain de l'indépendance et à qui nombre de propriétaires ont loué leurs maisons. « Chaque locataire faisant venir une ou deux familles avec lui, c'était la ruine assurée ! »

soupire le vieil artiste, qui évoque, l'œil aigu, ses amis disparus – les peintres Mohamed Temmam et Abderrahmane Sahouli, ou le fameux poète Himoud Brahimi, surnommé Momo de la Casbah. Murs effondrés, maisons croulantes, cafés et boutiques évanouis : de la Casbah lumineuse chantée par ce dernier (Joëlle Losfeld, 1993, présentation de Marie-Odile Delacour et Jean-René Huleu), il ne reste que des miettes.

## « LES GENS ÉTAIENT MÉLANGÉS »

C'est rue du Sphinx, aujourd'hui envahie par les monceaux d'ordures, qu'est né Mohamed Abdelhaoui, petit-fils de montagnards kabyles. Lui, ce qu'il se rappelle, c'est le tournage de *Pépé le Moko* et la silhouette de Jean Gabin – « un malabar aux cheveux blancs » – en train de dévaler les venelles du quartier. Plus tard, à la fin des années 1940, le jeune Abdelhaoui rencontre Ali la Pointe, l'un des futurs « martyrs » de la bataille d'Alger, au Croissant Club algérois, un club

de boxe. La guerre est encore loin. « La Casbah, avant novembre 1954, c'était vivant, cosmopolite. Il y avait des cafés, des bains maures, des artisans du tissu, des épiciers, des bijoutiers... Les gens étaient mélangés. Il y avait beaucoup de juifs. Des Arabes juifs – des gens très bien, insiste-t-il. En plus des Algériens, il y avait des Espagnols, des Italiens... »

L'appartement qu'occupe la famille Abdelhaoui était d'ailleurs celui d'un juif algérien, un certain Alim Aboukaïa. « Lui et les siens ont pris la fuite, en 1962 », indique-t-il en passant. La faute à l'OAS ? Pas seulement. Devenu un militant actif du FLN, Mohamed Abdelhaoui, arrêté en janvier 1957 par les soldats français, garde dans sa poche la photo de son frère Omar, « mort au maquis en 1959 ». Derrière, il est juste noté : « Pour que vive l'Algérie libre et musulmane ». Quarante-cinq ans plus tard, ce vœu s'est (presque) réalisé. « Maintenant, remarque le vieil homme, tous les lieux de culte sont des mosquées. »

C'est l'un des fils de l'ancien mou-

djahid qui nous emmène, à travers le dédale des ruelles, jusqu'à la rue des Abderrames, où furent tués, le 8 octobre 1957, Hassiba Ben Bouali et Ali la Pointe (de son vrai nom, Omar Ali), ainsi que deux jeunes de la Casbah, Mahmoud Ben Hamed et Yacef Omar, dit « petit Omar », âgé de 12 ans. L'endroit est sale, gardé par un fonctionnaire en civil, en tee-shirt crasseux, dont l'haleine empest la bière. Quelques phrases elliptiques, gravées sur une plaque de marbre, évoquent, en arabe, l'explosion meurtrière qui a causé la mort des quatre « nobles martyrs ».

D'autres hauts lieux de la lutte anticoloniale, comme cette cave, qui fut l'un des premiers refuges du FLN et où survint, en 1955, le premier accrochage entre un « fidaï » [volontaire pour mourir] et des policiers français à l'intérieur de la Casbah, sont carrément gommés du paysage. « Aucun signe permanent de reconnaissance ni aucune manifestation ponctuelle n'évoquent [leur] souvenir », constate le sociologue et urbaniste Djaffar Lesbet, dans « La

Casbah, une cité en reste », article d'une minute terrible publié dans l'ouvrage collectif *La Ville dans tous ses états* (Casbah éditions, 1998).

« La saleté des rues, ajoutée-t-il, est proportionnelle à la méconnaissance du lieu, dont l'histoire ne se transmet plus. » Tout aussi féroce, son confrère Rachid Sidi-Boumedine, qui travailla, dès 1971, au premier plan de sauvegarde de la Casbah, fustige l'« effacement des mémoires » et la « folklorisation des cultures » à l'œuvre depuis des décennies, signe du « mépris » persistant à l'encontre des quartiers populaires.

## LE MUSÉE DES TROIS HORLOGES

Plus radicale qu'à la Casbah, la mue du quartier de Bab El-Oued a quelque chose d'hallucinant : ici, l'amnésie est totale. Vidé, en juin 1962, de sa population pied-noir et juive, l'ancien faubourg de l'époque coloniale a été aussitôt rempli par une nouvelle vague d'occupants, surgis souvent des bidonvilles ou des campagnes miséreuses de l'Algérois.

Aujourd'hui, les Européens de Bab El-Oued se comptent sur les doigts de la main. M<sup>me</sup> X (elle veut garder l'anonymat), une Française de 80 ans, femme de ménage à la retraite, passe encore parfois devant les trois horloges, cœur de l'ancien quartier pied-noir. « Ces horloges, c'est notre musée », rit-elle bravement.

A la librairie Chihab, située à deux pas de l'ancien cinéma Marignan, on ne trouve aucun livre qui dise le passé du quartier. Sur l'ex-avenue de la Bouzaréa (rebaptisée Colonel-Lotfi), il n'y a que la Grande Brasserie, autrefois tenue par un Espagnol, qui soit intacte : salle à manger années 1940 et paella chaque semaine. L'actuel patron est un Algérien de Biskra, marié à une Bretonne. Un peu plus loin, l'ancien café-restaurant Au roi du barbouche (couscous juif algérois, parfumé avec une plante appelée barbouche) a eu moins de chance : il est devenu un fast-food-pizzeria...

Catherine Simon

# La « nostalgérie » pied-noir n'est pas ce que l'on croit

JAMAIS IL N'Y A EU AUTANT DE « PÈLERINAGES » DE RAPATRIÉS VERS LE LIEU QUI LES A VUS NAÎTRE. CERTAINS N'ONT PAS ATTENDU QUARANTE ANS POUR Y RETOURNER. TÉMOIGNAGES DE JEUNES DÉBARQUÉS À MARSEILLE EN 1962, ET D'AUTRES, TELS GUY BEDOS, ARRIVÉS EN FRANCE AUPARAVANT

LONGTEMPS on ne les a pas entendus : rétifs aux démonstrations nostalgiques, à ce qu'ils appellent parfois « le folklore cous-cous merguez », ces pieds-noirs se réfugiaient dans le silence. Le retour sur les lieux de la première enfance, d'autant plus violent qu'il est tardif, les libère du deuil caché, rouvre la blessure. Et autorise l'apaisement.

Pierre-Henri Pappalardo, 56 ans, est un industriel en semi-retraite. L'élégance discrète, il a toujours répondu qu'il était « de Marseille » quand on lui demandait d'où il était. Il a travaillé dur dans cette ville qui l'avait mal accueilli quand il y a débarqué, en 1962, à 14 ans. En mars 2003, pourtant... « Chirac fait un discours intelligent. » Il s'inquiétait de l'entretien des cimetières européens d'Algérie. Et en novembre 2003, le président de la région, Michel Vauzelle, « reprenant la balle au bond, organise un voyage en Algérie sur ce thème ».

M. Pappalardo, comme s'il attendait l'occasion, s'y joint. Un jour, il s'échappe du groupe « pour me rapprocher de mon cimetière », là où reposent les siens. Le voilà, troublé mais encore solide, descendant l'allée centrale du cimetière Saint-Eugène d'Alger. Il retrouve la tombe familiale après « quarante-deux ans d'abandon ». Il est « suffoqué, bouleversé », submergé de larmes, de douleur, d'il ne sait quoi encore. « Aux miens qui reposent là, j'ai fait la promesse que je ne les laisserais plus et

que je leur emmènerais ma maman. » Il appelle ses deux enfants, 32 et 28 ans, leur lance : « Tout va bien. » En quelques secondes, il est redevenu « très serein ». Ce voyage qui lui a fait découvrir qu'il avait deux pays lui a aussi permis de renouer le fil de la généalogie, depuis l'arrière-grand-père, pauvre pêcheur napolitain débarquant sur une plage d'Algérie, fondant avec son clan le petit port de pêche Nemours, avant que ses successeurs ne créent la plus grosse industrie de salaison du Maghreb. Après ce voyage, Pierre-Henri Pappalardo a créé la Fondation France-Maghreb, qui finance la réhabilitation de huit cimetières chrétiens et juifs d'Algérie – dont Saint-Eugène.

Jean-Jacques Jordi, lui, n'a jamais oublié qu'il était pied-noir : il a été un pionnier de leur histoire. De sa thèse sur les Espagnols d'Algérie – dont il descend – au récit de leur arrivée à Marseille, le responsable du futur Mémorial de la France d'outre-mer n'a eu de cesse de se pencher sur ce passé. « Assuré du côté historique », il ne s'est décidé qu'en décembre 2001 à revoir Fort-de-l'Eau, où sa famille vivait des maigres revenus du papa coiffeur. « Sensation curieuse, les murs sont là, décrépits, les trottoirs éventrés, mais les boutiques et leurs fonctions sont les mêmes. » Il retrouve le salon de coiffure et sa maison, occupée par un homme de son âge qui s'y est installé trois ans après son exode : « Sur le

coup, je n'ai pas pleuré. J'ai pris ça très bien. »

Mais Jean-Jacques a un secret. Le jour du départ, en juin 1962, le volume de bagages est tellement compté que sa mère le force à choisir entre son jeu de boules et sa petite diligence. Il prend les boules mais va secrètement « enterrer la diligence sous un arbre ». En 2001, il découvre que l'arbre a été coupé, remplacé par des parpaings et de la tôle, fixés sur du

## Le retour libère du deuil caché, rouvre la blessure, et autorise l'apaisement

ciment : « Cela m'a fait beaucoup de peine. Si elle avait servi de jouet à un enfant, j'aurais été ravi, la vie continuait. Mais cette disparition... »

L'historien se tait et revient à Marseille, calme. Au lendemain du retour, il se réveille dos bloqué, énorme bouton de fièvre sur la lèvre. Consulté, le médecin lui conseille seulement de « raconter ». Il raconte donc l'histoire à ses filles et fond dans un torrent de larmes irrépressible. « C'était ressenti comme ça, brusquement. Maintenant, je suis apaisé. Je suis un enfant d'Algérie, pas un Algérien. Je sais que là-bas c'est chez eux, je suis content qu'on me souhaite la bienvenue. Mais bienvenue chez eux, pas chez moi. » Ces deux quinquagénaires auront attendu presque quarante ans pour « retourner ». Mais le flux croissant de retours similaires, en ce début de siècle, ferait presque oublier qu'il y déjà eu des périodes où nombre de pieds-noirs sont revenus sur leurs pas.

Paul Saadoun, né en 1949 à Constantine d'un père commis de préfecture, se souvient bien des années 1980, où il a recommencé à fréquenter l'Algérie. La municipalité de Gaston Defferre organisait des

voyages et ce réalisateur, devenu producteur de cinéma, a filmé ces retrouvailles. Il est « retourné » plusieurs fois, jusqu'à la fin des années 1980, où lui et ses équipes ont senti « le vent tourner, avec la montée intéressante ». Vingt-huit ans après un départ qu'il n'a « absolument pas compris », Paul conservait « des images très précises des rues, de la place, de la topographie ». Pourtant il n'était pas « en pèlerinage » : « ce n'est pas mon truc... » Bien accueilli, « avec ce sentiment très ambigu, celui d'être le colon qui revient, mais aussi celui qui a été vaincu, le tout dans une extrême complicité », il n'a jamais éprouvé le besoin d'aller revoir sa maison ou le quartier juif de l'enfance. Pourtant, il n'a jamais renié ses origines : quand on lui demandait s'il était arabe – son nom pourrait l'être – il a toujours répondu : « Non, pied-noir. »

C'est à cette période, en 1984, que Guy Bedos « a fait le voyage initiatique » sur les traces de son enfance algérienne, escorté d'une équipe de télévision. « Je flottais dans les décors dont j'avais rêvé la nuit, j'étais entré dans mes rêves. » Le comédien tentait aussi d'exorciser les fantômes

d'une enfance triste, au milieu d'une famille déchirée, qui détestait autant les Arabes que les Juifs et qui, « sentant le vent », avait quitté le pays dans les années 1950. Bedos achève de rédiger des *Mémoires d'outre-mer*. Il y raconte son Algérie où, enlevé à la partie de la famille qu'il aimait et respecte encore, il a tout appris d'une « Finouche », institutrice mariée à un républicain espagnol, dont il ne connaît rien d'autre que ce nom : « Elle m'a appris à lire, écrire, mais surtout aussi les droits de l'homme. » Il y dit aussi que, désormais, sa « vision autrefois compacte des pieds-noirs est devenue plus nuancée : tous n'étaient pas des colons, loin de là. »

Marité Nadal, elle, ne dit pas si facilement qu'elle est pied-noir. Née d'un ébéniste catalan, elle n'a pas attendu longtemps pour revenir à Oran, où elle a vécu jusqu'à 16 ans. Dès 1970, huit ans après l'arrivée dans une métropole dont elle ne connaissait rien, elle y allait avec son compagnon antillais. Convertie à la gauche par Mai 68, alors qu'elle avait – « comme tout le monde » – penché vers l'Algérie française, elle a connu une Algérie effervescente et militante. Durant ce premier séjour

d'un mois, elle a beaucoup parlé, écouté, et a pu comprendre son histoire : « Je savais qu'il y avait eu des attentats meurtriers du FLN à Oran, le 5 juillet 1962, alors que nous sommes partis le 8, dans un arrachement terrible. Mes interlocuteurs me confirmaient ces épisodes sanglants : tout se mettait en place. » Elle y gagnait aussi une vision débarrassée des mythes de l'Algérie d'antan : « Les pieds-noirs sont gonflés de dire que tout le monde vivait en harmonie. Je me souviens que, dès le lycée, il n'y avait plus une fille arabe avec nous. » Cela aussi lui était confirmé. S'ils l'ont rendu compréhensible, les mots n'ont pas empêché le choc : « L'atelier de mon père était intact, il aurait pu continuer son boulot. Mais devant l'appartement, je pleurais tellement que je n'ai même pas tapé à la porte. »

Elle s'étonne que les pieds-noirs de son âge aient tellement attendu pour revenir sur leurs pas. « Ils voient l'Algérie comme l'Atlantide, le continent disparu. Moi j'ai su très vite qu'elle existait après 1962... et qu'elle existe encore. »

Michel Samson

## André Akoun, juif, Algérien... et rapatrié

Né dans une famille juive oranaise, André Akoun, communiste et athée, s'est battu aux côtés du FLN pour la libération de son pays. Il revient en Algérie deux ans après l'indépendance, en 1964. Ce sont ses impressions qu'il raconte, cinquante ans plus tard, dans *Né à Oran* (Bouchène, 2004), un court récit désenchanté et souvent plein d'humour écrit à la troisième personne, qui aurait pu s'appeler, comme il le dit, « Requiem pour un impossible retour au pays natal ». L'Algérie, écrit-il, a « pris l'initiative du divorce en se proclamant musulmane », l'obligeant, de ce fait, « à accepter une citoyenneté de second rang ou à s'exclure ». André Akoun, à contre-cœur, a choisi la seconde solution. « L'Algérie indépendante qu'avaient défendue sa raison politique, sa conscience morale et tout un engagement qu'il ne regrette pas, était là, sous ses yeux ; et il sentait que ce n'était pas son Algérie, que celle-ci n'existait que dans des souvenirs ambigus, ceux de son enfance, de son adolescence. (...) Cette Algérie n'était ni morte ni vivante, juste le point aveugle d'un imaginaire. »

# Ces « Français » qui ont choisi de devenir Algériens

CHRISTIANE CHAULET-ACHEOU, MARIE-FRANCE GRANGAUD ET SON ÉPOUX JEAN-PAUL SONT QUELQUES-UNS DE CES RARES PIEDS-NOIRS QUI ONT OPTÉ POUR RESTER VIVRE DANS L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE, EN 1962. ILS Y RÉSIDENT TOUJOURS, « ALGÉRIENS PAS COMME LES AUTRES »...

### ALGER,

de notre envoyée spéciale

Au commencement était le nom. Ou plutôt le prénom. Le sien n'est pas particulièrement léger à porter. Une Algérienne qui s'appelle Marie-France ? Elle en rit parfois. « On m'a demandé si je ne voulais pas changer. Mais ce prénom, mes parents l'ont choisi, pourquoi devrais-je l'effacer ? s'exclame-t-elle, le regard clair et calme. Chacun s'inscrit dans sa propre histoire, avec le pire et le meilleur. C'est ça, l'identité. » L'assimile-t-on à une pied-noir ? Elle sourit. « Après tout, pourquoi pas ? Cela veut dire qu'il y a une suite, une filiation. Il faut assumer son passé, même colonial. » De toute façon, personne, à Alger, ne l'appelle ainsi.

Quand ils parlent de Marie-France et de son époux Jean-Paul, leurs amis algériens disent simplement « les Grangaud ». Une espèce à part. Comme ils disent « les Chaulet », « les Martinez » ou « les Brac de la Périère ». Une espèce en voie d'extinction : les Européens d'Algérie (d'origine française surtout, espagnole parfois), restés dans leur pays natal après l'indépendance, malgré les vents contraires et la récente montée de l'islamisme, ne sont plus qu'une poignée, et leurs enfants, dans la majorité des cas, n'ont pas fait souche en Algérie.

Certains sont les descendants de notables « libéraux », comme feu Jacques Chevallier (lire page III), maire d'Alger dans les années 1950, qui fut accusé par les ultras de l'Algérie française d'« accointances » avec le FLN. D'autres, issus de familles de chrétiens de gauche, ont fait, très tôt, le choix du combat anticolonial, ralliant le camp des « fellaghas ». A chaque famille son histoire et, selon l'expression de Jean-Paul Grangaud,

ses « curieux tournants ». C'est à cause de son grand-père paternel, un gendarme « arrivé en Algérie au moment de la conquête » et à qui l'administration française avait offert « en guise de solde finale » un bout de terre dans la région de Relizane, que Marie-France Grangaud a passé sa petite enfance à la campagne. « On était dans une ferme isolée. Pas d'eau, pas d'électricité. Le courrier arrivait à cheval. »

Dans cette Algérie coloniale des années 1940, « colons » et « indigènes » ne faisaient que se côtoyer. « Les Algériens ? » Marie-France hésite : « Ils étaient loin. » Plus tard, à Alger, elle aura ce même sentiment d'étrangeté. « On vivait dans ce que Pierre Claverie [évêque d'Oran, tué dans un attentat le 1<sup>er</sup> août 1996] appelait la « bulle coloniale ». Pour nous, les Algériens représentaient un monde ailleurs », remarque Jean-Paul Grangaud.

### ON ÉTAIT DES « TRAITRES »

« Moi aussi, j'ai vécu dans cette « bulle » – mais elle était percée de partout ! », réplique Christiane Chaulet-Achour, installée en France depuis janvier 1994, qui se rappelle, amère, comment sa famille, de par ses positions politiques, était devenue la cible des tenants de l'Algérie française. « A la maison, on a essayé trois plasticages. C'est un miracle que l'appartement n'ait pas sauté », note cette universitaire, âgée à l'époque d'une dizaine d'années.

A l'école, ses condisciples s'amusaient à lui glisser des bouts de pâte à modeler, le mot « plastic » écrit dessus, « pour bien [lui] faire sentir que, chez les Chaulet, on était des « traitres », des amis des Arabes, et qu'il fallait faire attention ».

Quand Jean-Paul Grangaud com-

mence ses études de médecine, en 1956, les attentats se multiplient. Issu, comme Marie-France, d'une famille protestante très croyante, l'étudiant est « tout retourné » à la vue d'un gamin, blessé par la « bombe du Milk Bar », mais il le sera tout autant, un soir de garde, quand il devra soigner deux petits bergers de Tiaret, touchés, eux aussi, par des éclats de bombe. « Avec les infirmières algériennes, on évitait de parler des choses qui fâchent », dit-il simplement.

A la maison aussi. « La politique était une chose dont toute ma famille avait une sainte horreur », précise-t-il dans *Grangaud, d'Alger à El-Djazaïr*, livre d'entretiens avec Abderrahmane Djelifaoui (Casbah éd. 2000). Son militantisme à lui, ce

sont les scouts protestants et le foot. « On a vécu la guerre et ses violences, sans mettre de mots dessus, précise son épouse. C'est par des « petites choses », des actes discrets, que nos parents disaient leur refus du mépris des Algériens, de la torture, et leur souci des démunis. »

1962, synonyme, pour la quasi totalité des pieds-noirs, de tragédie et d'exode, sonne au contraire pour eux comme une libération. « C'est seulement à ce moment-là qu'on a découvert l'Algérie et les Algériens. J'ai trouvé ça extraordinaire, ahurissant qu'on ait pu vivre à côté et l'ignorer ! », se souvient Marie-France, âgée alors de 19 ans. « Pour moi, 1962, ça a été la délivrance ! », confirme, de son côté, Christiane Chaulet-Achour.

Les parents de Marie-France et de Jean-Paul n'éprouvent pas, loin de là, le même enthousiasme. « Pour mon père, c'était simple : il ne s'imaginait pas pouvoir vivre dans une Algérie qui ne serait pas française », explique Marie-France. « D'un autre côté, il était plutôt content qu'on reste : ça maintenait des liens. » Question de génération ? Jean-Paul Grangaud a eu l'intuition, dès novembre 1954, que « l'indépendance de l'Algérie était la pente naturelle ». Mais, contrairement à son père, il n'a « jamais pensé que ça pouvait être contradictoire avec l'idée que l'Algérie était [son] pays » et qu'il « le resterait ». Cinquante ans plus tard, le couple Grangaud ne regrette rien.

« On n'a jamais fantasmé sur une Algérie idéale, on a toujours travaillé

avec l'Algérie réelle... », explique Jean-Paul Grangaud, dont l'équipe a développé, au milieu des années 1970, dans la banlieue d'Alger, un système intégré de santé de proximité. « On n'est pas resté en Algérie pour jouer les bons samaritains, souligne Marie-France, mais parce qu'on s'y sent bien et que c'est là qu'on est le mieux pour vivre. » Certes, ils reconnaissent avoir ici un statut singulier. « On est des citoyens marginaux, avance Marie-France. Non, pas marginaux, se reprend-elle aussitôt, on n'est pas en rupture. Disons qu'on est... des Algériens pas comme tout le monde. » La preuve : leurs cinq enfants se prénomment Isabelle, Pierre-Yves, Malik, Naïma et Selim...

Catherine Simon

## Un mémorial pour « Nous les Africains qui revenons de loin »...

### MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le Mémorial national de la France d'outre-mer (MOM) devrait ouvrir ses 3 500 mètres carrés d'expositions permanente et temporaire au début de 2007, à Marseille. Ce sera, selon l'historien Jean-Jacques Jordi, qui en dirige la mission de préfiguration, « la première fois qu'un pays osera regarder sa colonisation et sa décolonisation en face ». Pour arriver à ce moment où « sans diaboliser, ni glorifier, on arrive à parler scientifiquement de cette présence française outre-mer », puisque telle est l'ambition de ce mémorial dont on parle depuis au moins 1983, il aura fallu attendre longtemps, et manœuvrer pas mal.

Attendre d'abord que les historiens abordent ces questions hors des a priori partisans qui, longtemps, ont largement pollué les débats. Commencer à comprendre et à établir, par exemple, que l'histoire de la colonisation algérienne ne pouvait s'écrire en noir et blanc, colonisateurs d'un côté, exploités de l'autre, mais que nombre des Euro-

péens présents là-bas étaient des petits paysans ou des coiffeurs. Ou encore qu'ils n'étaient pas seulement des Français d'ancienne extraction, mais aussi de pauvres Minorquins, Maltais ou Italiens poussés par la misère. Sans oublier les juifs, installés depuis des siècles, qui parlaient l'arabe et n'étaient devenus français qu'en 1871.

Plus prosaïquement, il a aussi fallu que l'installation du mémorial, réclamé depuis des décennies par les associations pieds-noirs, se fasse hors d'elles : elles sont quatre cents, et rarement soucieuses d'objectivité historique. Le maire de Marseille, quand il a remis l'idée en route en 2000, a compris que seul un comité scientifique dominé par des historiens pourrait en tracer le contenu. Un comité de pilotage sur lequel il a gardé la haute main, en accord avec l'Etat, qui mettra 5 millions d'euros sur les 11,4 que coûtera sa construction, a alors été chargé de le mettre en forme.

Le comité a rendu son rapport en septembre 2002 et le travail pratique – architecture et muséographie – a pu se mettre en place. Il se dérou-

le selon des principes affirmés de séparation entre mémoire et histoire : les expositions permanentes seront d'historiens, les expositions temporaires pourront faire appel aux riches fonds associatifs.

Autre précaution qui a permis que le mémorial ne soit pas paralysé par la dureté des débats politiques : l'élargissement du champ géographique et temporel. Si l'Algérie occupe une place forte dans l'affaire et si nombre d'expositions temporaires y seront consacrées, ce mémorial sera celui de la présence française dans le monde entier, et – ce qui ne fut pas le plus facile à faire admettre – jusqu'à aujourd'hui. On y parlera donc des comptoirs français de l'Inde et de l'Afrique occidentale française, on y évoquera aussi la Réunion et la Guyane contemporaines. Sur la base de faits incontestablement établis, mais avec un souci constant de recherche de consensus. Pour, selon l'expression de Jean-Jacques Jordi, qu'« enfin l'histoire serve à apaiser les passions ».

M. S.



■ A la veille de l'indépendance, les pieds-noirs quittent le pays – ici à Alger – emmenant ce qui tient dans quelques valises et abandonnant leur passé derrière eux.

# ALGÉRIE

## HÉRITIERS FRANÇAIS

# La rancœur et les espoirs des harkis de Mas-Thibert

C'EST DANS CETTE COMMUNE ARLÉSIENNE QUE S'EST INSTALLÉ, EN 1962, LE CLAN DU BACHAGA BOUALEM, FIGURE HISTORIQUE DES HARKIS. LES TENSIONS PERDURENT ENTRE LES « PROVENÇAUX DE SOUCHE » ET LES PETITS-ENFANTS DES SOLDATS ALGÉRIENS DE LA RÉPUBLIQUE

**MAS-THIBERT (Bouches-du-Rhône),**  
de notre correspondant régional

Proche du Rhône, le hameau de Mas-Thibert est posé dans la Crau humide, à dix-sept kilomètres d'Arles... dont il fait partie. Jean-Marie Egidio, petit homme sec, y occupe la fonction d'adjoint spécial auprès du maire PCF d'Arles, Hervé Schiavetti. Il annonce 2 300 habitants à Mas-Thibert, dont 1 180 électeurs inscrits. Et s'il sait qu'il y a 3 000 taureaux sur les 17 000 hectares de terres agricoles qui constituent son terroir, il rechigne à compter combien, parmi ses mandants, sont des harkis, et combien sont les autres.

Car ce descendant de rapatriés espagnols, en bon républicain, n'aime pas relever les origines des citoyens. Et, en homme de gauche, il dit préférer les gens qui parlent avec lui d'idées plutôt que de services. Mais, en bon élu, il rappelle que le village a eu un jeune natif tué à la guerre d'Algérie, Alain Guigou, dont le nom figure sur le monument aux morts. Et il le dit franchement : « Beaucoup de gens sont fatigués qu'on ne reconnaisse le village qu'à travers les harkis. »

Lahcene Boualem, justement, est enfant de harki, et pas n'importe lequel : il est fils du Bachaga Boua-

lem, figure historique de l'armée française et ancien vice-président de l'Assemblée nationale, qui a trouvé refuge à Mas-Thibert en 1962. Grâce à lui, autour de lui, 25 000 soldats algériens de l'armée française et leurs familles ont transité par un camp qui faisait face au Mas Fondu, qu'il avait investi en famille, enfants nombreux, filleuls et protégés inclus. Une partie du

« S'il y a encore une école, un bureau de poste, c'est quand même grâce à nous »

clan Boualem a fait souche ici, vivant dans le même camp de transit du Mazet durant des décennies. A la mort du fils Ali, les vieux du village sont venus en délégation au Mas de Beauregard, où Lahcene élève des pur-sang arabes, et lui ont demandé de prendre la succession.

« Il était impossible de refuser », dit ce grand baraqué qui passe chaque matin dans le quartier arabe

du village. Lui sait combien de harkis, fils et petits-fils de harkis vivent ici : « 183 familles, soit pas loin de mille personnes. » Il n'est jamais fatigué de décrire les douleurs et blessures de ce qu'il appelle « ma communauté », et a, lui aussi, des histoires de plaque aux monuments aux morts à raconter. Celle apposée sur la face sud du monument de la rue des Palmiers, qui dit que « la République française témoigne sa reconnaissance envers les rapatriés, anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie, pour les sacrifices qu'ils ont consentis », n'a été posée qu'en... septembre 2003.

« Quarante ans après », soupire-t-il. Quant à celle, plus ancienne, qui rend hommage au Bachaga, à l'entrée du cimetière, elle a été payée par son association, l'Arapa (Association des rapatriés et du pays d'Arles), qui, après les cérémonies officielles, s'y rend pour un hommage privé, *Marseillaise* et *C'est nous les Africains* chantés à tue-tête dans le mistral.

Ces histoires de plaque et de mémoire disent combien est grande la soif de reconnaissance officielle de ces anciens combattants. Lahcene et ses amis énumèrent leurs innombrables revendications matérielles, pour répondre au chômage



■ Ces anciens combattants algériens de l'armée française ont soif de reconnaissance, et demandent un travail et un toit pour leurs enfants et leurs petits-enfants.

de masse des jeunes ou pour que les plus anciens puissent transmettre un toit à leurs enfants. Mais ils semblent plus touchés encore par les humiliations symboliques que l'ombre dans laquelle on les a parqués leur inflige encore. Le prénom d'une jeune nièce Boualem étant mal orthographié sur son acte de naissance, l'administration française exige, pour une nouvelle carte d'identité, qu'elle demande au consulat d'Algérie une attestation. Vexation intolérable pour ceux que l'Algérie insulte encore. Emmenant le visiteur au cimetière, l'intermittent Mohamed Bellebou montre les pauvres tombes recouvertes de terre et de galets d'enfants morts en bas âge à l'arrivée en France, qui exigent un entretien plus digne que ce que les familles peuvent donner. « C'est bien de faire entretenir les cimetières en Algérie, mais on pourrait bien nous aider pour ces 118 tombes mal entretenues... »

Quant aux rapports avec les habitants plus anciens du hameau, ils restent douloureux. Selon ces militants, leurs enfants ne sont pas admis dans les activités de l'association Entre Crau et Rose (nom du Rhône en provençal), qui se consacre « au maintien des traditions provençales et du pays d'Arles ». Claude Reboul, qui l'a longtemps présidée, proteste : « Au contraire, il y a des jeunes filles d'origine maghrébine » dans ses rangs, assure-t-il. Il convient finalement qu'elles sont

peu nombreuses : « Avec des gens pas très stables, c'est difficile... »

Bien sur, les enfants de harkis conçoivent que leur arrivée massive, en 1962, dans « ce petit village endormi » ait provoqué un choc culturel. Bien sur, ils sont gênés par les « bêtises » de quelques-uns de leurs cadets désœuvrés. Mais ils ajoutent que, « s'il y a encore une école, un bureau de poste, c'est quand même grâce à nous. Quant au centre social, il a été payé essentiellement avec l'argent des rapatriés ».

Momo - Mohamed Rafai -, né au camp de Rivesaltes et arrivé ici à un an, ne nie pas les tensions, discrètes ou visibles, qui travaillent le hameau. Le 15 octobre, encore, quelques jeunes dits de troisième génération, déçus d'une journée d'action sans lendemain visible et excités par quelques bières, ont envahi la mairie annexe et dégradé la salle des fêtes, qu'ils ont occupée toute la nuit. La mairie a porté plainte. Mais ce militant de gauche ajoute qu'il suffit de pas grand-chose pour que le village trouve la paix et s'« imagine » un avenir commun ».

La preuve ? « Il n'y a jamais eu, ici, de meurtre ou de ratonnades. Juste des tensions nées de peurs réciproques. Quand on était petits, on jouait tous ensemble. Ce n'est que depuis une dizaine d'années que certains Mas-Thibertains ont voulu revenir à leurs traditions. Sous le gouvernement Balladur [1993-1995], cer-

taines associations ont fait des erreurs, en annonçant des permanences spéciales pour les enfants de harkis chômeurs. Cela a créé des divisions dans le village. » Ce battant, qui travaille au cabinet du président socialiste de la région, Michel Vauzelle, en tire une conclusion optimiste : il est persuadé que le village peut se réunifier, « et même devenir un modèle », pour peu que les élus sachent proposer un projet commun à tous. Il a convaincu de nombreux harkis, qui penchent plutôt à droite.

Aux régionales de 2004, à Mas-Thibert, le socialiste Michel Vauzelle a très largement distancé ici Renaud Muselier (UMP), qui avait pourtant entamé sa campagne par une réunion publique dans ce terroir qu'il voyait conquis. Mais le président sortant du conseil régional avait pris le fameux Momo sur sa liste, alors que Muselier n'a pas tenu sa promesse publique d'y faire figurer un descendant de harki. Avec des gens si attentifs aux symboles politiques, cela n'a pas fait un pli : beaucoup ont changé de camp, marquant ainsi que, au-delà de leurs interminables querelles, ils pouvaient agir comme un lobby politique efficace.

Car, si le maire adjoint dit ne pas connaître le nombre des électeurs harkis, eux savent combien ils pèsent dans le village.

Michel Samson

## Le destin des « supplétifs » : un témoignage déchirant

DANS « MOZE », ZAHIA RAHMANI ÉVOQUE LE SUICIDE DE SON PÈRE, NOTABLE SOUS LA COLONISATION ET HARKI RESTÉ VIVRE EN ALGÉRIE

LONGTEMPS, Zahia Rahmani a entendu son père hurler la nuit. Et puis un jour, Moze s'est tu. Définitivement.

Au matin du 11 novembre 1991, il a enfilé son manteau, salué le monument aux morts, puis il a filé vers un étang où il a pénétré tout habillé. Suicidé par noyade d'un homme que son itinéraire pendant la guerre d'Algérie avait depuis longtemps muré dans la honte et condamné à la mort sociale.

Déchantant, poétique, terriblement éclairant sur la douleur de la condition de harki, « qui assigne ici et interdit l'ailleurs », et sur le mal-être de leurs enfants, le bouleversant livre de Zahia Rahmani est aussi un témoignage sur l'un des derniers tabous de l'histoire de ces soldats abandonnés par la France en 1962, après l'avoir servi.

Si le drame des supplétifs algériens « rapatriés » en France après

le cessez-le feu, parqués dans des camps militaires, isolés et maintenus dans un rapport de totale sujétion à une administration spécifique – terrible exemple de « communautarisme » d'Etat –, est aujourd'hui sorti de l'ombre, l'histoire de ceux qui n'ont pas pu ou pas voulu fuir et ont été livrés aux représailles du FLN, elle, reste à écrire du côté algérien.

### « CONTRE SES FRÈRES »

Or Moze était l'un de ceux-là. Notable musulman sous la colonisation, élu local, il s'est retrouvé « salarié civil » de l'armée française, avec le grade de sergent. En 1962, il a refusé de quitter son pays. Arrêté, il a été interné, comme tant d'autres, dans différents camps, pendant cinq années. Son éviction, à la faveur d'une permission obtenue pour voir sa fille qu'il ne connaissait pas, conduira toute la famille à l'ambas-

sade de France, puis à Marseille. Astreint à solliciter le statut de réfugié dans le pays dont il a la nationalité – la France –, il sera amené à étaler ses états de service « contre ses frères » pour obtenir le droit à la survie dans l'Hexagone.

Cette existence, témoigne sa fille, fut un enfer pour son entourage, mais aussi pour lui-même. Surtout lorsque « l'Algérie lui revenait » et que le monde où il vivait lui semblait soudain étranger. Sa mort physique a entraîné sa fille « dans une chute vertigineuse ». Zahia Rahmani venge son père avec des mots qui cognent. Et disent, dans un torrent de douleur poétique, le poids d'une honte dont la France n'a pas fini d'avoir honte.

Philippe Bernard

★ Zahia Rahmani : *Moze*, 192 p., 16 €, Sabine Wespieser éditeur, 2003.

L'INTÉRÊT POUR LA GUERRE D'ALGÉRIE ET SA MÉMOIRE MARQUENT EN FRANCE L'EXTRÊME DROITE ET LA GAUCHE RADICALE. LE PS ET LES HÉRITIERS DU GÉNÉRAL DE GAULLE, EUX, SEMBLENT SURTOUT SOUCIEUX D'OUBLIER. LES EXPLICATIONS DE L'HISTORIEN BENJAMIN STORA

## Socialistes et gaullistes, « un passé qui pèse encore »



A l'exception notable de l'extrême droite et de la gauche radicale, la classe politique française a largement occulté la mémoire de la guerre d'Algérie, qui semble peu la pré-

occuper ; le Parti socialiste tout particulièrement. Quelle en est la raison ?

Le PS est l'héritier de la SFIO, qui a longtemps porté à bout de bras la notion de mission civilisatrice de la France dans les colonies, avec la vision d'une émancipation des peuples par le savoir, l'instruction. C'était le parti qui avait le plus pensé les idéaux de 1789 et en avait conçu une forme de nationalisme universaliste. C'est aussi le mouvement politique français le plus jacobin, le plus centralisateur et le plus républicain. Dès lors, ce n'est pas un hasard si ce sont les républicains de gauche qui ont poussé le plus l'idée coloniale, avec Jules Ferry notamment. Cette réalité a été en partie bousculée avec la révolution russe et d'autres apports. Mais le communisme français a lui aussi, en partie, emprunté au

nationalisme républicain. C'est ce passé-là qui pèse encore jusqu'à aujourd'hui.

La politique conduite alors par le socialiste Guy Mollet et auparavant par François Mitterrand, classé à gauche, ne pousse-t-elle pas aussi à cette « gêne » socialiste ?

On ne peut pas comprendre la politique de Guy Mollet si l'on oublie les origines que j'évoque précédemment. Mais cette orientation de la SFIO s'explique aussi par la clientèle politique et sociale qui était la sienne à l'époque. Il y avait, d'une part, le monde enseignant, les « hussards noirs » de la République, et, d'autre part, l'aristocratie ouvrière, ceux qu'on appelait en Algérie les « petits Blancs », présents dans l'administration française. Quand Guy Mollet est violemment conspué, le 6 février 1956 à Alger, lors de ce qu'on a appelé la « journée des tomates », c'est sa clientèle politique qui se trouve face à lui. Le gouvernement socialiste français va abandonner sa politique de négociation avec le FLN, alors qu'il avait été élu en décembre 1955 sur le mot d'ordre de la paix en Algérie.

La nécessité d'occulter ce passé conduirait le PS actuel à l'effacement de la mémoire ?

En effet, cette histoire a été effacée par le PS. La conception SFIO s'est heurtée au nationalisme algérien. Celui-ci a sapé l'universalisme des socialistes. Il a fallu au PS

faire le deuil du socialisme national, de sa conduite pendant la guerre, de la question, aussi, de la démocratie et du pluralisme, mis à mal en Algérie. Cela fait beaucoup.

La poussée de l'extrême droite, avec le rappel de ses positions durant le conflit algérien, en particulier son rôle dans l'OAS, n'aurait-elle pas permis au PS de reconstruire un discours ?

Il y a une captation par l'extrême droite de l'histoire de l'Algérie française. Celle-ci va la simplifier à outrance, en dénaturant l'approche républicaine et en lui apportant un aspect racial. D'une certaine manière, c'est grâce à la guerre d'Algérie que le PS se débarrasse de sa conception jacobine et nationaliste de la République. Après, il s'est trouvé en position de grand désarroi idéologique. De plus, les socialistes n'avaient pas été capables d'imposer d'autres interlocuteurs que le FLN, alors qu'ils auraient bien voulu que d'autres mouvements, comme le MNA, participent aux négociations. Le fait que le PS entre en crise sur sa conception d'un nationalisme universaliste va expliquer la montée en puissance, dans les années 1960, d'un courant comme le Ceres, porteur de ce républicanisme national et social.

Le PS a-t-il, depuis, rattrapé son « retard » ?

A l'élection présidentielle, en 1965, la majorité des rapatriés vote pour le candi-

dat de l'extrême droite, Jean-Louis Tixier-Vignancour. Mais une autre partie a voté pour Mitterrand par réflexe antigauilliste. Quinze ans plus tard, lors de la présidentielle de 1981, le Recours, principale organisation de rapatriés, alors puissante, a appelé à voter pour François Mitterrand.

De leur côté, les gaullistes ne semblent ni vouloir ni peut-être pouvoir revendiquer l'héritage gaullien sur cette question. Ils ne font pas de De Gaulle un « héros » de la paix en Algérie. Quelles en sont les raisons ?

Il y en a deux. La première, c'est que l'unité issue de la Résistance a volé en éclats sur la question algérienne. Des gaullistes de la première heure, comme Jacques Soustelle ou Georges Bidault, ont rejoint les rangs des partisans de l'Algérie française contre de Gaulle. La droite politique gaulliste s'est fracturée profondément sur l'« autodétermination » algérienne.

La seconde est que le général de Gaulle s'est heurté profondément à une partie importante de l'armée pour imposer, à partir de septembre 1959, sa solution du problème algérien. Cette déchirure a été profonde et a débouché sur la tentative de putsch d'avril 1961. A la différence de l'après-Vichy, les gaullistes ne sont pas parvenus à fabriquer du consensus national autour de la décolonisation. La droite, également très jacobine, est sortie affaiblie de

la guerre d'Algérie. Jusqu'à ce jour, les gaullistes subissent la pression d'une droite nationaliste qui ne lui pardonne pas l'abandon de l'Algérie française, dont le Front national représente une expression. D'où leur volonté, eux aussi, de ne pas revendiquer franchement ce passé.

Propos recueillis par Rémi Barroux

### Le Monde

Siège social : 21 bis, rue Claude-Bernard  
75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00  
Télécopieur : 01-42-17-21-21  
Télex : 206 806 F

Édité par la Société Éditrice  
du Monde,  
président du directoire,  
directeur de la publication :  
**Jean-Marie Colombani**

La reproduction de tout article est interdite sans  
l'accord de l'administration. Commission paritaire  
des journaux et publications n° 57 437.

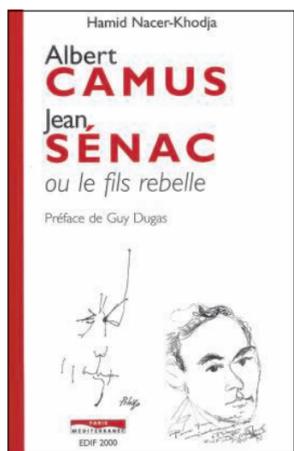
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde  
Impression Le Monde  
12, rue M.-Gunsbourg  
94852 Ivry Cedex  
Printed in France

BENJAMIN STORA, historien, enseigne à l'Inalco. Ses derniers ouvrages sont *La guerre d'Algérie, la fin de l'Amnésie* (Robert Laffont, 2004) et *Algérie 1954* (L'Aube Le Monde).

# Albert Camus - Jean Sénac, de l'admiration à la rupture

LE PRIX NOBEL ET LE POÈTE ÉTAIENT FILS D'ALGÉRIE. LEUR CORRESPONDANCE (1947-1958), PARTIELLEMENT INÉDITE, EST AUJOURD'HUI PUBLIÉE



« 16 juin 1947  
Albert Camus,  
Vous ne me connaissez pas. Je vous  
connais sans vous avoir vu. Lectures,  
photos, conversations m'ont permis de  
situer l'homme par son œuvre et sa vie.  
Je vous connais donc... »

La correspondance va durer jusqu'au printemps 1958 et se clôt par une lettre de rupture du disciple, qui a basculé dans le soutien au combat des Algériens pour leur indépendance et reproche au maître son refus de se démarquer de « la minorité européenne, fascinée par son propre suicide ». Rupture amère mais empreinte de cordialité. Camus, déjà Prix Nobel, a refusé d'intervenir en faveur de l'étudiant algérois Abderrahmane Taleb. Extraits :

« 29 avril 1958  
Camus,  
Notre frère Taleb vient d'être guillotiné. (...) Ils se sont vengés sur le plus vulnérable, le plus noble, le plus pur. Je sais à quel point je dois vous irriter, mais quoi ! Ne me suis-je pas juré d'être avec vous d'une insupportable franchise ? De ceux qui voudraient faire de vous le Prix Nobel de la pacification, ne pouviez-vous EXIGER la grâce

de l'étudiant Taleb ? Que votre gloire n'eût servi qu'à cela, c'eût été suffisant (...) Abderrahmane Taleb était de ceux qui croyaient à cette communauté. Chaque fois qu'un étudiant de cette densité tombe, un peu de notre espoir est en danger. C'est pourquoi vous, vous en particulier, vous deviez sauver cet homme vertueux et nous préparer ainsi des jours moins terribles, demain, lorsqu'il faudra rendre des comptes et que les purs, les fraternelles, ne pourront plus être là pour témoigner contre le désespoir et l'esprit de refus. Du moins, notre confiance demeure. (...) Peut-être aiderons-nous à aménager cette République saint-justienne que la France a ratée et dont je rêvais encore il y a quelques jours avec René Char. »

Entre ces deux dates, ce sont 37 lettres, dont plusieurs inédites, que viennent de publier, à Paris et à Alger, EDIF et Paris-Méditerranée. En leur cœur, une admiration partagée, une franchise jamais démentie. Elles commencent, évidemment, par l'écriture.

« 7 avril 1948  
Mon cher Sénac,  
(...) Quittez la confiance, vous y reviendrez quand vous serez tout à fait sûr de vos moyens. La confiance pous-

se à l'abandon. Pour le moment, vous avez à vous tenir les mains. Voilà mon opinion, et vous en ferez ce que vous voudrez. Il y a en vous une naïveté (comme Schiller parlait de l'admirable naïveté grecque) qui est irremplaçable. Savoir garder cette eau pure dans les cuisines de la technique, c'est le principe de l'artiste digne de ce nom. Mais dans l'eau pure, il n'y a que de faux poètes : la plupart de ceux qu'on admire aujourd'hui. (...) A vous fidèlement »

Peu à peu, la correspondance se fait plus affectueuse. Camus en est désormais certain, il a affaire à un poète, un grand, peut-être, et leur passion commune pour René Char l'en convainc davantage.

« 7 novembre 1949  
Mon cher Sénac,  
(...) Ce qui est important, c'est vos poèmes. Vous avez fait de TRES GRANDS PROGRES. (...) Continuez, continuez dans l'exigence. Refusez-vous ce qui est joli ou attendrissant. Vous avez du cœur, du reste. Il en restera toujours assez dans ce que vous écrivez. Mais il est dit aussi que vous avez un talent qui ne doit rien à personne, lumineux et sain, avec une vraie bravoure. (...) »

La littérature reste au cœur, mais la guerre surgit – et donc la politique. Lentement, douloureusement, les deux hommes s'éloignent.

« Le 14 novembre 1956  
Cher Albert Camus,  
(...) Aujourd'hui, à propos de la Hongrie [où les chars soviétiques ont écrasé la révolte de la population], vous rentrez sur la place publique, tout éclairé de l'Exigence et de l'Honnêteté. Certes, la Hongrie nous est proche, mais en Algérie, chaque jour, notre sang coule. Le sang français, le sang arabe, qu'importe, le sang des hommes ! Tous cela chez nous, Camus, chez nous. Vous savez que chaque jour des hommes, des femmes, des enfants – et bien souvent innocents – sont torturés, enfermés (...). Nous tenons à votre disposition une documentation. Contre cet univers concentrationnaire, vous avez le droit, Camus, d'élever votre voix et de dresser vos barricades (...). »

Dès lors, le débat s'enflamme. Sénac argue des Justes. Camus lui renvoie deux injustices. « Le sujet des Justes est précisément ce qui nous occupe aujourd'hui et je pense toujours ce que je pensais alors. Le héros des Justes refuse de lancer sa bombe lorsqu'il voit

qu'en plus du grand-duc qu'il a accepté d'abattre, il risque de tuer deux enfants (...). » Le terrorisme aveugle du FLN est accepté par l'un, au nom du droit à l'indépendance, récusé par l'autre, au nom de la morale. Entre eux, la suspicion s'installe.

« 19 décembre 1957  
Quelle hâte, Sénac ! Ce beau réquisitoire (...). Si vous continuez à parler d'amour et de fraternité, n'écrivez plus de poèmes à la gloire de la bombe qui tue indistinctement (...). Ce poème, que j'ai encore sur le cœur, a enlevé pour moi toute valeur à vos arguments, si peu assurés que je sois de la valeur des miens. Bonne chance ! Albert Camus »

L'aîné mourra au volant, sans avoir vu l'issue politique de la tragédie qui le minait. L'autre restera vivre dans son pays, comme citoyen algérien. Homosexuel, il y sera soldesment assassiné.

Sylvain Cypel

★ **Albert Camus - Jean Sénac, ou le fils rebelle**, de Hamid Nacer-Khodja, préface de Guy Degas, éd. EDIF, Paris-Méditerranée, 188 p., 20 €.

## « A cet instant, la France fut à jamais bannie des cœurs »...

INTERNÉE, TORTURÉE, ESMERALDA, JEUNE JUIVE COMPAGNE DU DRAMATURGE KATEB YACINE, PUBLIE LE RÉCIT DE SON « ÉTÉ EN ENFER », EN 1957

Décembre 1959 : *Le Monde* publie des extraits d'une lettre parue, dans le supplément *Témoignages et Documents de Témoignage chrétien*, sous le titre « Le centre de tri ». Il s'agit du récit, édifiant, écrit par une femme algérienne internée au centre de tri militaire de Ben Aknoun en août 1957, de ce qui s'y passe. Ce document a été envoyé à une vingtaine de personnalités : le général de Gaulle, François Mauriac, Jean-Paul Sartre, le philosophe chrétien Maurice Clavel... « A la demande de l'auteur, précise la revue, nous avons supprimé quelques détails permettant de l'identifier. Son récit complet paraîtra en librairie dès que les circonstances le permettront. »

La suite est le récit détaillé des horreurs que lui feront subir, quatre

jours durant, les officiers parachutistes. « L. de la DST, très grand, dans les deux mètres, la quarantaine, brun, les cheveux frisés », « le lieutenant Schim, remarquable de cynisme, [qui] entretenait notre peur avec raffinement », d'autres encore, « le lieutenant Sirv », un nommé « B. » et « le jeune para blond ». Elle raconte la baignoire et la gégène : « Le courant s'installait en maître dans mon corps, le brûlant davantage. Je criai : "Arrêtez ! J'ai soigné R. S. !" Mais ils ne s'arrêtaient pas pour me punir d'avoir menti. »

Quatre jours d'« enfer », de folie sadique et sanguinaire, de dysenterie, d'odeur de mort et de souffrances infinies. L'écriture est parfois sèche, clinique, parfois douce et poétique. Et ce verdict final, terrible : « A partir de cet instant, la France fut à

jamais bannie des cœurs. » Esmeralda fut la compagne du poète et dramaturge algérien Kateb Yacine (1932-1989), avec qui elle eut une fille. Mais cela, *Le Monde*, à l'époque, ne le savait sans doute pas.

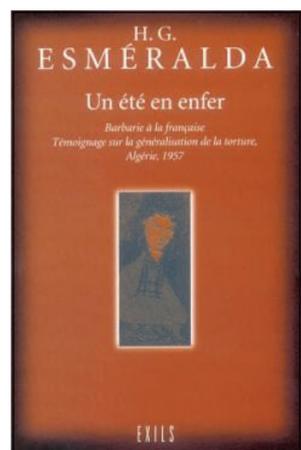
S. C.

★ **Un été en enfer - Barbarie à la française, témoignage sur la généralisation de la torture, Algérie, 1957**, de H. G. Esmeralda, Exils éd., 76 p., 12 €.

Viennent également de paraître :  
★ **Lettres d'Algérie. André Segura, le dramaturge d'un appelé 1958-1959**, édition établie par Nathalie Jungerman et Jean Segura, introduction de Daniel Lefeuvre (éd. Nicolas Philippe, 336 p., 21 €)

★ **Le FLN, documents et histoire, 1954-1962**, de Mohamed Harbi et Gilbert Meynier (Fayard, 898 p., 35 €).  
★ **La bataille de France - La guerre d'Algérie en métropole**, de Linda Amiri, préface de Benjamin Stora, (éd. Robert Laffont, 238 p., 19 €).

★ **La Guerre d'Algérie (1954-1962)**, collectif publié par l'Université de tous les savoirs (éd. Odile Jacob/L'Histoire, 160 p., 23 €).  
★ **La Guerre d'Algérie 1954-1962**, recueil d'articles du *Monde* sélectionnés et présentés par Yves Marc Ajchenbaum - (Librio, 128 p., 20 €).  
★ **J'ai été fellagha, officier français et déserteur. Du FLN à l'OAS**, de Rémy Madoui (Seuil, 416 p., 22 €).  
★ **l'Algérie**, de Georges Morin (éd. Le Cavalier bleu, idées reçues, 128 p.).



### BIBLIOGRAPHIE ESSENTIELLE

Des milliers d'ouvrages ont été publiés sur la guerre d'Algérie. La Bibliothèque nationale de France ne dispose pas des outils nécessaires pour les recenser tous. Cette liste présente les livres essentiels à la compréhension du conflit. Leur prix ou la mention « indisponible » (ou « indisponible »), sont ceux indiqués sur le site du libraire en ligne [www.amazon.fr](http://www.amazon.fr).

#### L'ALGÉRIE COLONIALE

*Histoire de l'Algérie contemporaine*. Tome I : *La conquête et les débuts de la colonisation (1827-1871)*, de Charles-André Julien. PUF, 1964, 634 p., indisponible.  
Tome II : *De l'insurrection de 1871 au déclenchement de la guerre de libération (1954)*, de Charles-Robert Ageron. PUF, 1979, 644 p., 23,75 €. Fruits d'années de recherches, ces deux gros volumes, dus à d'éminents spécialistes, sont des classiques. Indispensables pour qui s'intéresse à l'avant-1954.  
*Histoire de l'Algérie coloniale, 1830-1954*, de Benjamin Stora. La Découverte, 1991, 130 p., 7,55 €. En peu de pages, une histoire de l'Algérie française, de la conquête à l'insurrection.

#### LA GUERRE

*La Guerre d'Algérie*, d'Yves Courrière. Rééd. Fayard, 2001.  
Tome I (1954-1957), 954 p., 30,40 €, tome II (1957-1962), 1 210 p., 33,25 €. Ces deux volumes regroupent la tétralogie d'un journaliste, témoin privilégié : *Les Fils de la Toussaint (1968)*, *Le Temps des léopards (1969)*, *L'Heure des colonels (1970)* et *Les Feux du désespoir (1971)*. Récit vivant et informé : l'histoire immédiate plus que de l'Histoire tout court.  
*Histoire de la guerre d'Algérie*, de Bernard Droz et Evelyn Lever. Le Seuil, 1982, 382 p., 7,96 €. *Histoire de la guerre d'Algérie*, de Benjamin Stora. La Découverte, 1993, 130 p., 7,55 €. *La Guerre d'Algérie. Histoire d'une déchirure*, d'Alain-Gérard Slama. Gallimard, 1996, 176 p., 13,06 €.

Ces trois ouvrages sont les plus accessibles. Celui de Slama bénéficie d'une iconographie qui restitue parfaitement l'époque.  
*La Guerre d'Algérie sans mythes ni tabous*. Les Collections de l'Histoire, mars 2002, indisponible. Cet hors-série regroupe des articles d'historiens déjà parus ou inédits de la revue *L'Histoire*. Pédagogique et pointu.  
*Soldats en Algérie*, de Jean-Charles Jauffret. Ed. Autrement, 2000, 368 p., 21,80 €. Basé sur quatre cents entretiens avec d'anciens du contingent, cet ouvrage éclaire l'état d'esprit du million d'appelés qui participa de mauvaise grâce au conflit.  
*La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie*, de Raphaëlle Branche. Gallimard, 2001, 474 p., 25,35 €. L'historien Pierre Vidal-Naquet qualifie de « chef d'œuvre de précision » ce livre tiré d'une thèse universitaire qui fit événement.

#### LES FRANÇAIS ET L'ALGÉRIE

*La France en guerre d'Algérie*, sous la direction de Laurent Gervereau, Jean-Pierre Rioux et Benjamin Stora. Edition Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 1992, 320 p., indisponible. Cet ouvrage vaut d'abord par son exceptionnelle iconographie : affiches, fac-similés de journaux, dessins de presse, pochettes de 45 tours. Il met en rapport les « événements » et l'évolution de la société française pendant les huit ans de guerre.  
*La Guerre d'Algérie et les Français*, sous la direction de Jean-Pierre Rioux. Fayard, 1990, 700 p., 27,36 €. Plus de cinquante spécialistes ont collaboré à cette somme, issue d'un colloque de l'Institut d'histoire du temps présent. L'ouvrage met l'accent sur la guerre d'Algérie envisagée comme une bataille d'opinion et une étape clef des « trente glorieuses ».  
*La guerre d'Algérie 1954-1962. La transition d'une France à une autre. Le passage de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République*, de Hartmut Elsenhans. Publisud, 1999, 1 072 p., 57,54 €. Publié d'abord



■ Le jour de l'indépendance, cette jeune Algérienne laisse éclater sa joie.

à Munich, en 1974, ce gros livre d'un universitaire allemand analyse la guerre comme un tournant de l'histoire de France, sous l'angle de sa politique coloniale et néo-coloniale. Erudit et novateur, un peu daté.  
*Chère Algérie. Comptes et mécomptes de la tutelle coloniale. 1930-1962*, de Daniel Lefeuvre. Société française d'histoire d'outre-mer, 1997, 400 p., 24,70 €. Chiffres et dépouillement d'archives à l'appui, ce livre, tiré d'une thèse universitaire, démontre à quel point l'Algérie pesait sur les finances de la France. Il corrobore le diagnostic formulé par de Gaulle en 1961 : « L'Algérie nous coûte – c'est le moins que l'on puisse dire – plus cher qu'elle nous rapporte. »  
*Les Porteurs de valises*, de Hervé Hamon et Patrick Rotman. Le Seuil, 1981, 440 p., 8,08 €. Sous-titré *La résistance française à la guerre d'Algérie*, l'ouvrage retrace l'histoire du réseau français d'aide au FLN animé par Francis Jeanson et Henri Curriel.  
*La Gangrène et l'oubli : la mémoire de la guerre d'Algérie*, de Benjamin Stora : La Découverte, 1991, 378 p., 11,40 €. *Le Transfert d'une mémoire*. *De l'Algérie française au racisme anti-arabe*. La Découverte, 1999, 148 p., indisponible.

Ces deux ouvrages sont complémentaires. Le premier analyse les non-dits qui continuent de prévaloir des deux côtés tandis que le second insiste sur la spécificité du racisme français anti-arabe, qui doit sa persistance à la colonisation et à la guerre d'Algérie.

#### LES NATIONALISTES ALGÉRIENS

*Le FLN, mirage et réalité, des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, de Mohammed Harbi. Editions Jeune Afrique, 1980, 446 p., indisponible.  
Membre de la direction de la Fédération de France du FLN, devenu historien, Mohammed Harbi analyse dans ce livre pionnier les ressorts du nationalisme algérien dont il éclaire les lignes de fracture et la sociologie.  
*Histoire intérieure du FLN 1954-1962*, de Gilbert Meynier. Fayard, 2002, 812 p., 30,40 €. Historien, Gilbert Meynier a enseigné trois ans dans l'Algérie indépendante. Il a dépouillé les archives (en arabe et en français) rendues publiques par le service historique de l'armée de terre et quantité d'autres documents, même s'il n'a pas eu accès aux archives algériennes, sur lesquelles Alger veille jalousement. Son ouvrage prolonge et complète les travaux de Harbi.

*Le FLN, documents et histoire 1954-1962*, de Mohammed Harbi et Gilbert Meynier. Fayard, 2004, 912 p., 33,25 €. Ce livre regroupe nombre de documents qui éclairent l'histoire de l'insurrection algérienne. Certains à l'état brut, d'autres annotés, pas toujours suffisamment.  
*Messali Hadj 1898-1974*, de Benjamin Stora. Hachette, 2004, 300 p., 7,98 €. Cette biographie retrace le parcours du fondateur du nationalisme algérien, de l'étoile nord-africaine à la lutte qui opposa les « messalistes » au FLN.

#### LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

*Les Français d'Algérie*, de Pierre Nora. Julliard, 1961, 252 p., indisponible.  
Fruit d'une observation sans concession ni a-priori, ce livre analyse avec finesse la psychologie des Français d'Algérie, qui « ne veulent pas être défendus par la métropole, ils veulent en être aimés ».  
*Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui*, de Jeannine Verdès-Leroux. Fayard, 2001, 492 p., 23,75 €. L'ouvrage, basé sur des entretiens avec 170 Français d'Algérie, se veut une réhabilitation, retrace leur histoire, de la conquête à la tragédie finale.  
*Pieds-noirs, mémoires d'exil*, de Michèle Baussant. Stock, 2002, 468 p., 17,10 €. Ethnologue et fille de pieds-noirs, l'auteur explore la mémoire douloureuse d'une communauté qui, en quittant l'Algérie, s'aperçut que « son » pays n'avait jamais été le sien.  
D'Elisabeth Fechner chez Calmann-Lévy : *Le Pays d'où je viens* (1999, 166 p., 28,96 €) et trois ouvrages parus en 2002 dans la série « Souvenirs de là-bas » : *Alger et l'Algérois* (166 p., 23,75 €) ; *Constantine et le constantinois* (144 p., 21,85 €) ; *Oran et l'Oranais* (144 p., indisponible). L'Algérie des Français en photos. Emouvant.

#### LES HARKIS

*Et ils sont devenus harkis*, de Mohand Hamoumou. Fayard, 1993, 364 p., 18,81 €. Cet ouvrage retrace avec rigueur et pudeur la tragédie des harkis, traîtres aux yeux

des Algériens et trahis par la France. *Les Harkis, une mémoire enfouie*, de Jean-Jacques Jordi et Mohand Hamoumou. Autrement, 1999, 138 p., 18,05 €. Comment, petit à petit, les enfants de harkis se réapproprient une histoire que leurs pères ont tue.

#### L'OAS

*OAS parle*. Julliard, 1964, 354 p., indisponible. L'auteur « anonyme » est en réalité Raoul Girardet, historien de l'armée, du nationalisme et de l'idée coloniale. Membre actif de l'OAS, il fit de la prison. Ce livre présente et commente les archives, notes internes et textes de propagande de l'OAS. Puisés aux meilleures sources pour l'époque.  
*OAS, histoire d'une guerre franco-française*, de Rémy Kauffer. Le Seuil, 2002, 454 p., 21,38 €. L'ouvrage le plus récent et le plus fiable sur une équipée qui n'a pas livré tous ses secrets.  
*Le Temps de l'OAS*, d'Anne-Marie Duranton-Crabol. Ed. Complexe, 1995, 320 p., 9,41 €. Une histoire précise et documentée qui insiste sur les courants idéologiques qui traversaient l'organisation.

#### DE GAULLE

*Mémoires*, de Charles de Gaulle. Gallimard, 2000, 1 648 p., 64,60 €. Discours et messages. Avec le renouveau 1958-1962 ; Discours et messages. Pour l'effort 1962-1965. Les deux ouvrages, Plon, 1970, 450 p., 28,97 € chacun.  
De Gaulle dans le texte. Sa vision autant que sa version des événements.  
*C'était de Gaulle*, d'Alain Peyrefitte. Gallimard, 2002, 1 960 p., 28,45 €. Ce que de Gaulle disait off sur l'Algérie. Eclairant.  
*De Gaulle et l'Algérie française 1958-1962*, de Michèle Cointet. Perrin, 1995, 316 p., 20,27 €. Un exposé minutieux des pièces du dossier : de Gaulle a-t-il trompé délibérément les partisans de l'Algérie française ou a-t-il changé d'opinion ? L'historienne se garde de trancher.

Bertrand Le Gendre